



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – avril 2021

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 7 juillet 2021

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Avril 2021

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le septième cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 6 et le 29 avril 2021 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title : Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – April 2021.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/19-2021F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-40833-0

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :


CP22-185/19-2021E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-40832-3

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 7 juillet 2021

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Nouvelles et informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec).....	6
Perspectives sur la COVID-19 (tous les lieux)	7
Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux)	9
Restrictions de voyage (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	11
Évaluation de publicités – Essai pilote (résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	12
Budget de 2021 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies).....	13
Partie II : Autres enjeux.....	16
Santé mentale (résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination).....	16
Questions autochtones (Autochtones du centre et du sud de l'Ontario)	17
Logement (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)	19
Priorités et enjeux locaux (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	20
Travailleurs sans statut (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies).....	22

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19 24

Chronologie des événements en avril	24
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	26
La décision de la Cour suprême du Canada sur la constitutionnalité de la loi du gouvernement fédéral sur la tarification du carbone (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque).....	28
Aide accordée à Air Canada par le gouvernement du Canada (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	30
Nouvelles et informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec).....	31
Sources de nouvelles et d'informations.....	31
Médias sociaux et fausses nouvelles	32
Perspectives sur la COVID-19 (tous les lieux).....	32
Points de vue sur les restrictions régionales.....	32
Inquiétudes face à la troisième vague et aux variants de la COVID-19 (tous les lieux).....	38
Aide fédérale à l'Ontario (parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)	39
Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux).....	40
Connaissances au sujet des vaccins contre la COVID-19	40
Évaluation de l'acquisition et du déploiement des vaccins par le Canada.....	41
Calendrier de vaccination (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario, résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)	45
Expérience de la vaccination et comportements des personnes vaccinées (résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19).....	46
Réticence à la vaccination (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)	47
Perspectives sur l'après-vaccination.....	49
Restrictions de voyage (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies).....	51
Évaluation de publicités – Essai pilote (résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	52
Impressions générales	53

Budget de 2021 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)	54
Attentes relatives au budget fédéral (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario)	55
Réactions au budget de 2021 (résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)..	59

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux 70

Santé mentale (résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)	70
Ressources en santé mentale	72
Ressources et soutiens du gouvernement du Canada en santé mentale.....	72
Questions autochtones (Autochtones du centre et du sud de l'Ontario)	74
Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)	75
Avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves	76
Logement (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)	78
Soutien du gouvernement du Canada pour l'accession à la propriété (résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)	80
Incitatif à l'achat d'une première propriété	80
Taxe pour acheteurs étrangers	81
Test de résistance hypothécaire	81

Mesures mises en place par le gouvernement du Canada pour faciliter l'accès aux logements abordables (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)	82
Priorités et enjeux locaux (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)	83
Industries et secteurs d'importance.....	84
Exploitation minière dans le nord de l'Ontario	85
Exploitation minière au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.....	85
Infrastructure et enjeux.....	86
Travailleurs sans statut (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies).....	87
Connaissance de la catégorie des « travailleurs sans statut »	87
Perspectives relatives à la voie vers la résidence permanente et la citoyenneté	88
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	90
Questionnaire de recrutement, version anglaise	91
Questionnaire de recrutement, version française.....	103
Annexe B – Guides du modérateur.....	112
Guide du modérateur, version anglaise.....	113
Guide du modérateur, version française	137
Annexe C – Concepts publicitaires.....	166
Évaluation de publicités – Essai pilote (résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)	167
Version 1	167
Version 2	167
Les vaccins contre la COVID-19 expliqués (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)	167

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 6 et le 29 avril 2021 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta, dans les Territoires du Nord-Ouest, au Yukon et en Colombie-Britannique. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a fait une large place à la COVID-19. Différents aspects de cette question ont été explorés, notamment ce que les Canadiens entendaient aux nouvelles à propos du gouvernement fédéral, leur vision de la pandémie et l'évolution de leurs comportements, et ce qu'ils pensaient des restrictions sanitaires locales et du déploiement des vaccins au pays, mais aussi des raisons expliquant les réticences à la vaccination, de l'achat et de la distribution de vaccins par le gouvernement fédéral et du calendrier de vaccination. L'étude a également permis d'examiner les attentes des Canadiens à l'égard du budget fédéral de 2021 et leurs réactions après sa publication.

Nous avons recueilli le point de vue de certains sous-groupes sur des enjeux précis de la COVID-19 qui étaient pertinents pour eux. Nous avons demandé aux participants qui se décrivaient comme des consommateurs assidus de nouvelles et d'informations, quelles étaient leurs principales sources de nouvelles, quels types de renseignements sur la COVID-19 les intéressaient habituellement et comment ils choisissaient les nouvelles à partager dans leurs réseaux sociaux. Par ailleurs, les participants de Calgary et d'Edmonton qui étaient fatigués de la COVID-19 et présentaient des comportements plus à risque ont été invités à donner leur avis sur des publicités pilotes mises au point par le gouvernement du Canada pour diffuser de l'information sur la COVID-19.

Outre la pandémie, les discussions ont englobé divers autres sujets tels que la santé mentale, les questions autochtones, le logement, les enjeux locaux et les travailleurs sans statut au Canada.

Soulignons que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Les participants étaient des résidents canadiens âgés de 18 ans et plus.
- Les groupes ont surtout été formés en fonction du lieu.
- Pour certains groupes, les répondants appartenaient à un segment précis de la population. Il s'agissait de leaders d'opinion qui s'intéressaient de près aux nouvelles, de personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, de personnes ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, d'Autochtones, de participants qui hésitaient à se faire vacciner et de parents de jeunes enfants.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.

- Trois groupes se composaient de membres de la population générale habitant dans l'Intérieur de la Colombie-Britannique, dans le Québec rural et dans de grandes villes ou des villes de taille moyenne des Prairies.
- Les neuf autres groupes représentaient des segments de population particuliers :
 - Des leaders d'opinion et des gens à l'affût des nouvelles habitant dans les districts de Sudbury et de Thunder Bay, et dans de grandes villes et des villes de taille moyenne du Québec;
 - Des personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, habitant à Calgary et à Edmonton, et dans les régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara;
 - Des personnes qui ont reçu leur première dose du vaccin contre la COVID-19 et qui résident dans la Grande région de Montréal (GRM) et dans le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest;
 - Des Autochtones du centre et du sud de l'Ontario;
 - Des personnes réticentes à la vaccination habitant dans des villes de taille moyenne du Canada atlantique;
 - Des parents de jeunes enfants (âgés de 1 à 10 ans) de grandes villes de l'Ontario.
- Les groupes tenus au Québec ont été animés en français. Les autres groupes se sont tous déroulés en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 79 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a reçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 100 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Districts de Sudbury et de Thunder Bay	1	Anglais	6 avril	18 h-20 h	Leaders d'opinion, influenceurs, personnes à l'affût des nouvelles	5
Calgary et Edmonton	2	Anglais	7 avril	20 h-22 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (20 à 34 ans) – points chauds de la COVID-19	6

Grande région de Montréal (GRM)	3	Français	8 avril	18 h-20 h	Réceptiendaires d'une première dose du vaccin contre la COVID-19	7
Centre et sud de l'Ontario	4	Anglais	12 avril	18 h-20 h	Autochtones	6
Grandes villes et villes de taille moyenne du Canada atlantique	5	Anglais	13 avril	17 h-19 h	Personnes réticentes à la vaccination	8
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	6	Anglais	15 avril	21 h-23 h	Réceptiendaires d'une première dose du vaccin contre la COVID-19	7
Régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara	7	Anglais	20 avril	18 h-20 h	Personnes fatiguées de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (35 à 49 ans) – points chauds de la COVID-19	7
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	8	Français	21 avril	18 h-20 h	Leaders d'opinion, influenceurs, personnes à l'affût des nouvelles	6
Intérieur de la C.-B.	9	Anglais	22 avril	21 h-23 h	Population générale	6
Québec rural	10	Français	27 avril	18 h-20 h	Population générale	7
Grandes villes de l'Ontario	11	Anglais	28 avril	18 h-20 h	Parents d'enfants âgés de 1 à 10 ans	7
Grandes villes et villes de taille moyenne des Prairies	12	Anglais	29 avril	20 h-22 h	Population générale	7
Nombre total de participants						79

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours, les participants ont mentionné principalement les deux thèmes suivants : la COVID-19 (y compris la vaccination) et le budget fédéral. À part les annonces concernant le système de garde d'enfants et le programme de tarification du carbone, ils ont fourni peu de détails

sur le budget fédéral, si ce n'est leurs préoccupations relatives à l'ampleur du déficit comme tenu des dépenses proposées. En comparaison, les participants ont cité un grand nombre de nouvelles à propos de la pandémie, dont les suivantes :

- Le rôle joué par le gouvernement du Canada dans l'achat de vaccins – les participants ont formulé des commentaires à la fois élogieux et critiques, certains soulignant des pénuries tandis que d'autres avaient entendu dire que de récentes livraisons de vaccins permettraient d'accélérer le rythme de vaccination.
- Les problèmes associés à des marques de vaccin en particulier, notamment AstraZeneca et Johnson & Johnson;
- Une nouvelle disposition législative en Ontario qui oblige les employeurs à offrir aux employés jusqu'à trois jours de congé payé, pour bonifier l'aide déjà offerte par le gouvernement du Canada au titre de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (PCMRE);
- L'aide offerte aux travailleurs de la santé de première ligne en Ontario par le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire des Forces armées canadiennes (FAC);
- Les restrictions de voyage, le soutien financier accordé à Air Canada et les passeports vaccinaux.

Plusieurs participants avaient entendu parler d'autres questions, dont l'inconduite sexuelle dans les Forces armées canadiennes et l'état des relations diplomatiques entre le Canada et la Chine.

Dans les deux groupes formés de résidents des régions de Sudbury et de Thunder Bay et de Calgary et d'Edmonton, nous avons demandé aux participants s'ils avaient eu vent de la décision de la Cour suprême du Canada relative à la tarification du carbone selon laquelle la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* est constitutionnelle. De façon générale, les participants étaient au courant de cette décision, mais avaraient de détails. Après avoir obtenu des renseignements supplémentaires, soit que les juges ont souligné que le réchauffement planétaire cause des dommages au-delà des frontières provinciales, et qu'il s'agit d'une question d'intérêt national, les participants ont formulé des avis partagés. Ceux de Sudbury et de Thunder Bay étaient plutôt favorables à la décision, car les facteurs et les effets des changements climatiques et du réchauffement planétaire franchissent les frontières provinciales, de sorte qu'ils deviennent un enjeu d'intérêt national. Une telle approche était nécessaire selon eux, car il y avait peu de solutions de rechange viables au système proposé. En revanche, les participants de Calgary et d'Edmonton s'affirmaient plus catégoriquement contre la décision et le système de tarification du carbone, le jugeant injuste et peu susceptible d'avoir un impact considérable sur la situation mondiale, étant donné que des pays comme l'Inde et la Chine étaient vus comme les principaux émetteurs. D'autres questions et préoccupations ont été soulevées après que nous avons dit aux participants que 90 % des produits directs de la tarification de la pollution du gouvernement du Canada sont retournés aux résidents des provinces concernées sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat. Les participants ne connaissaient pas cet aspect de l'initiative et le considéraient avec scepticisme. Ils craignaient que les consommateurs ne finissent quand même par payer plus (p. ex., pour l'essence à la pompe). Ils s'attendaient à ce que les entreprises augmentent le prix de leurs produits pour couvrir tous frais supplémentaires.

L'aide que le gouvernement fédéral a accordée à Air Canada a fait l'objet de discussions plus approfondies au sein de deux groupes : ceux du Canada atlantique et du Nord. Nous avons fourni des

renseignements sur l'entente aux participants, notamment à propos du soutien financier (prêts et investissement en capital) et des conditions essentielles pour recevoir un financement du gouvernement, y compris le remboursement des passagers dont les vols ont été annulés en raison de la pandémie et le rétablissement des liaisons régionales qui avaient été suspendues. Les participants du Nord étaient majoritairement en faveur de l'entente, tandis que ceux du Canada atlantique se sont montrés plus critiques. Les raisons des opposants s'articulaient surtout autour du fardeau que représentait une entente d'un demi-milliard de dollars pour les contribuables et de la question visant à savoir si le gouvernement devait accorder du soutien aux sociétés ouvertes. Par ailleurs, quelques participants se disaient rassurés, estimant que les intérêts des contribuables étaient protégés en raison de l'investissement en capital. Certains regrettaient qu'une approche similaire ne soit pas adoptée pour aider les entreprises de moindre envergure.

Nouvelles et informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Une conversation sur les habitudes de consommation médiatique a eu lieu dans deux groupes de participants qui avaient déclaré au moment du recrutement que leur consommation de nouvelles et d'informations était plus élevée que la moyenne.

Les participants ont dit se renseigner auprès d'un éventail de médias numériques, qu'il s'agisse des sites de grands médias canadiens comme la CBC, le *Globe and Mail* et le *National Post*, ou de plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter. Dans la généralité des cas, la recherche d'information avait lieu en ligne, au moyen d'une application pour téléphone mobile ou en accédant aux sites web des journaux télévisés.

En ce qui concerne l'information sur la COVID-19, les participants ont expliqué qu'ils suivaient les tendances nationales et provinciales, par exemple en ce qui concerne les taux d'infection, les taux de vaccination, la distribution des vaccins, la capacité des hôpitaux et les mesures de santé publique en vigueur. Dans le contexte du déploiement vaccinal en cours, ils s'intéressaient tout particulièrement au nombre de doses en voie d'être livrées au Canada.

La plupart des participants ont dit qu'ils partageaient rarement des informations ou des articles dans leurs réseaux de médias sociaux. Chez ceux qui le faisaient de temps à autre, c'était à condition que l'information leur paraisse utile ou puisse intéresser leurs amis et les membres de leurs réseaux.

À la question de savoir s'ils tombaient parfois sur de fausses informations ou de « fausses nouvelles », les participants ont été aussi susceptibles de répondre par l'affirmative que par la négative. Ils ont indiqué que pour déterminer la véracité d'une information, ils vérifiaient habituellement si la source et ses références étaient crédibles, mais qu'ils n'avaient pas tendance à mettre cette information en doute lorsqu'elle provenait d'un organisme connu, par exemple une université ou un organisme de santé publique.

Les participants ont admis qu'ils étaient généralement peu susceptibles de rectifier de fausses informations vues dans les médias sociaux. Ils fourniraient cet effort personnel à condition d'en avoir le

temps ou s'ils estimaient que les informations en question risquaient d'avoir des répercussions négatives.

Perspectives sur la COVID-19 (tous les lieux)

Les participants ont été invités à dire ce qu'ils pensaient des restrictions en place dans leur région et s'il convenait de les renforcer ou de les relâcher. La plupart étaient favorables au maintien des mesures (devenues plus strictes dans plusieurs provinces et territoires), car ils les jugeaient nécessaires pour freiner la propagation de la COVID-19 et protéger la population. Beaucoup ont signalé qu'elles auraient dû intervenir plus tôt. Cela dit, presque tous les groupes comptaient des participants qui remettaient en question l'utilité de certaines d'entre elles, trouvaient les mesures de santé publique parfois déroutantes ou contradictoires, ou réclamaient leur assouplissement dans leur région.

Les points de vue à ce sujet ont quelque peu varié d'une région à l'autre, tout comme la nature des restrictions elles-mêmes, d'ailleurs :

- Au Canada atlantique, de nombreux participants croyaient qu'un rétablissement de la bulle serait prématuré. Ils craignaient que ce faisant, les provinces risquent de voir disparaître les progrès réalisés pour contenir la propagation de la COVID-19 dans la région.
- Les participants de l'Ontario estimaient pour leur part qu'il aurait fallu imposer plus rapidement un confinement strict et que l'ordre actuel de rester chez soi devrait s'appliquer pendant plus de deux semaines. Ce point de vue n'a toutefois pas fait l'unanimité : les participants de Sudbury et de Thunder Bay (leaders d'opinion) avaient tendance à penser que le gouvernement ne devrait pas imposer de restrictions et que le meilleur moyen d'en finir avec la pandémie était d'accélérer la vaccination. Plusieurs participants ontariens trouvaient que les restrictions manquaient de cohérence ou portaient à confusion. En outre, ils auraient préféré une approche plus ciblée dans l'application des mesures de santé publique, plutôt qu'une stratégie provinciale qui ne tient pas compte des écarts entre les taux de transmission régionaux. L'intérêt de cibler les lieux de travail qui présentent des taux élevés de transmission et de donner des congés de maladie au personnel a également été soulevé durant cette discussion.
- Au Québec, la plupart des participants étaient à l'aise avec les restrictions en vigueur dans la province, même s'ils ont exprimé l'espoir que des mesures d'une telle ampleur n'auraient bientôt plus lieu d'être. Le couvre-feu et les restrictions imposées aux Ontariens venant au Québec étaient également vus d'un bon œil. Cela dit, les participants trouvaient que les restrictions avaient tardé à venir et, comme leurs pairs d'autres groupes, qu'elles étaient parfois ambiguës ou contradictoires. La nature changeante des mesures de santé publique en déboussolait plusieurs. Lorsque nous avons demandé aux groupes si les restrictions devraient être allégées ou renforcées, la plupart des participants ont répondu qu'elles devraient être maintenues telles quelles pour le moment, ou possiblement être renforcées.
- Dans les groupes des Prairies, les participants étaient généralement favorables aux restrictions, mais ils doutaient de l'intérêt de limiter les visites entre ménages alors qu'on permettait aux restaurants de rester ouverts à certaines conditions. La possibilité qu'une hausse rapide du nombre de cas sature la capacité des hôpitaux et des unités de soins intensifs les inquiétait. Les résidents

de Calgary et d'Edmonton (qui étaient fatigués de la COVID-19 ou avaient des comportements risqués) envisageaient les choses un peu différemment de leurs homologues d'autres provinces des Prairies : selon eux, il serait possible de lâcher du lest pour permettre plus de contacts sociaux et d'activités extérieures ainsi que pour donner un répit financier aux petites entreprises.

- En Colombie-Britannique, les participants voyaient la récente montée des restrictions dans leur province comme une solution raisonnable à court terme. Cependant, tout comme l'avaient signalé les participants d'autres groupes, certains se demandaient si les faits justifiaient d'adopter des restrictions d'une telle portée, le remède semblant pire que le mal. Ils craignaient que ces mesures exaspèrent rapidement les jeunes, ce qui risquait de donner lieu à une recrudescence de la propagation du virus. D'autres ont fait remarquer que le caractère changeant des interventions de santé publique contribuait à la confusion générale. Enfin, plusieurs participants doutaient du bien-fondé de restreindre les déplacements entre les régions sanitaires, car ils croyaient que la province laissait toujours entrer les voyageurs de l'étranger.
- Les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, pour leur part, appuyaient les restrictions mises en œuvre dans leur région et attribuaient le faible nombre de cas de COVID-19 à l'intervention des autorités sanitaires, notamment l'instauration d'une quarantaine de quatorze jours pour les voyageurs arrivant de l'extérieur. Les sacrifices demandés, selon eux, étaient nécessaires pour atteindre le résultat souhaité.

Les participants en proie à la fatigue pandémique ont expliqué qu'ils se sentaient lassés, frustrés, découragés. Ils continuaient généralement à suivre les règles visant le port du masque et l'éloignement physique, mais se demandaient pourquoi l'adhésion aux directives de la santé publique depuis un an n'avait pas davantage permis de réduire le nombre de cas de COVID-19. Tout en reconnaissant la gravité du problème, la plupart ressentaient le besoin de voir leurs amis en personne pour garder une bonne santé mentale. Bon nombre d'entre eux étaient donc prêts à prendre certains risques, d'autant qu'ils se croyaient peu susceptibles de contracter la COVID-19. La plupart des participants étaient favorables à la poursuite des restrictions dans une certaine mesure, mais quelques-uns préconisaient la reprise complète des activités, sans restriction aucune.

Inquiétudes face à la troisième vague et aux variants de la COVID-19

La plupart des participants étaient préoccupés par la vitesse à laquelle les variants se propagent et par la gravité des symptômes chez ceux qui les contractent. Ils s'inquiétaient tout particulièrement de la transmissibilité des variants dans un contexte où, selon eux, les gens suivaient moins rigoureusement les consignes sanitaires. De l'avis général, une résurgence du virus et une troisième vague étaient probables. Certains ont souligné la nécessité de sensibiliser le public aux causes et aux conséquences de la propagation des variants au Canada.

La question des variants a été envisagée un peu différemment chez les participants qui avaient déjà reçu au moins une dose du vaccin et chez ceux qui hésitaient à se faire vacciner. Les premiers se sentaient d'ores et déjà moins vulnérables, tandis que les seconds recommandaient qu'on lève progressivement les restrictions et qu'on laisse le virus suivre son cours.

À la question de savoir si la situation allait s'aggraver ou s'améliorer au cours du printemps, la plupart des participants ont répondu qu'elle avait des chances de s'améliorer étant donné le rythme de la vaccination, le retour des beaux jours et la possibilité de passer plus de temps l'extérieur, et le fait que les responsables de la santé publique étaient mieux armés face à la situation qu'aux premiers jours de la pandémie.

Aide fédérale à l'Ontario (parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)

Nous avons questionné les participants de plusieurs groupes au sujet de l'annonce faite par le gouvernement du Canada confirmant qu'il accorderait à l'Ontario l'aide supplémentaire réclamée (p. ex., la mobilisation des Forces armées canadiennes pour renforcer ou suppléer les effectifs des établissements médicaux, le transport de personnel médical d'autres provinces vers les premières lignes de l'Ontario, la tenue de tests de dépistage rapide dans les foyers d'éclosion, et le déploiement de la Croix-Rouge pour prêter main-forte aux unités mobiles de vaccination). Les participants ont généralement été d'accord pour dire que le soutien offert par le gouvernement du Canada était à la fois pertinent et nécessaire. Cela dit, certains étaient déçus que l'Ontario en soit arrivé là. Ils s'interrogeaient sur les coûts de cette intervention et estimaient que la province aurait dû mieux gérer les ressources localement. D'autres pensaient qu'une vaccination plus intensive devrait faire partie de la solution.

Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux)

La plupart des participants suivaient attentivement les nouvelles et les informations au sujet des vaccins. Les questions suivantes retenaient tout spécialement leur attention :

- Les nouvelles au sujet du vaccin d'AstraZeneca, par exemple l'âge minimal recommandé pour le recevoir, les données concernant le risque de formation de caillots sanguins (risque tenu pour faible), et les déclarations des responsables de la santé publique du Canada concernant la sûreté du vaccin;
- La distribution interrompue du vaccin de Johnson & Johnson au Canada à la suite de problèmes de sécurité à l'usine de fabrication américaine;
- Les réactions indésirables et les effets secondaires associés aux vaccins;
- Enfin, l'organisation et le rythme de la campagne de vaccination au Canada : plusieurs avaient entendu dire que dans certaines régions, des lots de vaccins allaient atteindre leur date de péremption avant qu'on ait pu les utiliser et que les États-Unis aideraient le Canada à trouver de nouvelles sources d'approvisionnement.

En règle générale, les participants trouvaient que le gouvernement du Canada s'acquittait relativement bien de la tâche d'approvisionner le pays en vaccins et d'assurer leur distribution aux provinces et aux territoires. Les opinions favorables reposaient sur les nombreuses ententes négociées par le

gouvernement fédéral avec les fabricants et sur l'impression que le Canada se débrouillait mieux que d'autres pays pour réserver un stock important de vaccins. Les commentaires plus critiques à l'endroit du gouvernement ont fait mention de problèmes comme les retards de livraison, l'allongement de l'intervalle entre la première et la deuxième dose, et la lenteur de la vaccination au Canada par rapport aux États-Unis. Quelques participants s'inquiétaient aussi des recommandations du gouvernement du Canada autorisant le mélange de vaccins de marques différentes.

Lorsque nous leur avons explicitement demandé ce qu'ils pensaient de la performance du Canada par rapport à d'autres pays, la plupart des participants ont affirmé que le Canada était à la traîne de pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie pour ce qui est du taux de vaccination. Ils attribuaient ce retard à un lent démarrage de la campagne de vaccination, mais croyaient que celle-ci prenait maintenant de la vitesse. Ils ont aussi reconnu qu'étant donné la dépendance du Canada à l'égard des fournisseurs externes, le pays s'en tirait aussi bien que possible.

Tout au long du mois d'avril, alors que la vaccination progressait au pays, nous avons présenté aux participants des données sur le pourcentage de Canadiens qui avaient reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19 (ce pourcentage variait de 25 % à 31 % de la population, selon la date de rencontre du groupe) ainsi que sur le classement du Canada à l'échelle internationale (le pays est passé du 17^e au 14^e rang au cours du mois) et au sein du G20 (où le Canada occupait la 3^e place après les États-Unis et le Royaume-Uni). Une majorité de participants se sont dits agréablement surpris de la performance du Canada lorsqu'ils ont pris connaissance de ces chiffres. Pour plusieurs, cette information a recadré de façon positive leur perception des progrès de la vaccination au Canada. Indépendamment de la nature (favorable, critique ou indifférente) des réactions à l'information présentée, la discussion a soulevé plusieurs interrogations :

- La bonne position du Canada au classement du G20 s'explique-t-elle par l'allongement de l'intervalle entre les doses? Et cette décision est-elle principalement fondée sur des données médicales ou plutôt motivée par des raisons politiques?
- Les vaccins sont-ils distribués rapidement (cf. le Canada est-il en train de se constituer des réserves de vaccins au lieu de les acheminer aux provinces pour qu'ils soient administrés aux Canadiens)?
- Le taux de vaccination national occulte-t-il des disparités régionales?

Exception faite des résidents autochtones du centre et du sud de l'Ontario, la plupart des participants étaient renseignés sur leur admissibilité à la vaccination. Plusieurs s'apprêtaient à prendre rendez-vous, avaient déjà pris rendez-vous ou avaient reçu leur première dose. Ceux qui étaient dans ce dernier cas ont décrit leur expérience en des termes essentiellement positifs : ils se sentaient en sécurité, mieux protégés et soulagés. La plupart n'en continuaient pas moins de prendre les précautions d'usage et de se conformer aux mesures de santé publique. Lorsque nous leur avons demandé si leurs comportements changeraient après la deuxième dose, certains envisageaient d'avoir des activités sociales de groupe et de voyager à l'étranger. Plusieurs ont répondu qu'ils resteraient prudents puisque d'autres autour d'eux n'étaient peut-être pas encore vaccinés.

Dans certains groupes précis, quelques participants ont insisté sur le fait qu'ils ne se feraient pas vacciner. Ils ont tantôt invoqué des inquiétudes concernant le développement très rapide des vaccins, les risques perçus pour la santé et la nature changeante des informations diffusées sur l'intervalle entre

les deux doses, tantôt expliqué qu'ils étaient à l'aise d'attendre, puisqu'ils ne faisaient pas partie des publics prioritaires. Certains d'entre eux soupesaient des facteurs tels que l'efficacité des vaccins, leurs effets secondaires et leurs conséquences à long terme, le nombre de cas actifs dans leur région et la prévalence des variants. Une vidéo qui communiquait de l'information sur les vaccins contre la COVID-19 autorisés au Canada a été montrée à ces participants, qui l'ont accueillie avec beaucoup de scepticisme, en particulier la déclaration voulant que ces vaccins aient suivi les mêmes processus réglementaires que d'autres, seulement « plus rapidement ». Vu ce processus accéléré, les participants se demandaient si des données importantes n'avaient pas échappé aux équipes d'évaluation et si cela ne risquait pas de donner lieu à des effets indésirables. De manière générale, ils n'ont guère été rassurés par la vidéo, même si quelques-uns lui reconnaissaient le mérite d'avoir expliqué certains aspects des vaccins et répondu à certaines de leurs questions. À tout le moins, elle leur avait indiqué où se tourner pour obtenir des réponses.

Certains participants approuvaient la décision de reporter l'administration de la deuxième dose du vaccin, car il leur paraissait souhaitable d'offrir une certaine protection contre le virus à un plus grand nombre de Canadiens. D'autres en étaient moins convaincus et voyaient dans cette décision le signe d'une mauvaise planification. Ils s'inquiétaient également qu'elle nuise à l'efficacité du vaccin. Tout compte fait, la plupart des participants croyaient préférable de terminer le cycle de vaccination (deux injections), au lieu de différer la deuxième dose pour que plus de gens reçoivent la première rapidement.

Les estimations du délai dans lequel tous les Canadiens qui souhaitent être vaccinés l'auront été ont varié, mais le consensus tournait autour de la fin de l'été ou de l'automne 2021. De nombreux participants croyaient cependant que les mesures sanitaires ne disparaîtraient pas de sitôt. Plusieurs sujets de préoccupation justifiaient ce point de vue : la propagation des variants, la nécessité de créer des vaccins qui renforcent l'immunité contre les variants, les écarts entre les taux de vaccination à l'échelle planétaire et la possibilité d'atteindre l'immunité collective dans un contexte d'hésitation vaccinale. Quelques participants pensaient tout de même qu'il serait possible d'alléger certaines mesures, quitte à les rétablir dans les points chauds, en cas de hausse des cas de COVID-19 ou de progression des variants.

Restrictions de voyage (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Quelques participants étaient au courant des restrictions de voyage, notamment de la suspension des vols en provenance de l'Inde et du Pakistan, la quarantaine obligatoire dans un établissement d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement à l'arrivée au Canada et l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 avant l'arrivée. Après en avoir appris un peu plus sur ces exigences, les participants se sont dits plus à l'aise avec les restrictions, compte tenu des craintes liées à la propagation de nouveaux variants préoccupants. Plusieurs souhaitaient également que les restrictions actuelles fassent l'objet d'une application plus stricte. De rares participants jugeaient préférable de suspendre tous les voyages aériens, tandis que d'autres préconisaient l'application des mêmes restrictions aux personnes qui entrent au Canada par voie terrestre.

L'obligation pour les voyageurs qui entrent par voie aérienne de faire un séjour de trois nuits à leurs propres frais dans un lieu d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement en attendant les résultats de leur test à l'arrivée a été débattue dans les deux groupes. Plusieurs la considéraient comme une violation de leurs droits et pensaient que les voyageurs devraient pouvoir se mettre en quarantaine à la maison, pour éviter d'avoir à engager des frais. Cependant, la plupart estimaient que le séjour obligatoire à l'hôtel était une mesure juste, la décision de voyager pour des raisons non essentielles étant vue comme un choix personnel. En général, dans cette situation particulière, les participants plaçaient le bien-être de la société avant les droits individuels.

Lorsque nous leur avons demandé si les restrictions de voyage devraient être renforcées et rendues plus strictes, la majorité convenait que d'autres mesures étaient nécessaires, par exemple l'imposition d'une amende aux personnes qui ne respectaient pas la quarantaine obligatoire de trois nuits et l'application des mêmes restrictions aux voyageurs qui entrent au Canada par voie terrestre. Quelques-uns jugeaient que des exceptions devraient être envisagées, en particulier pour ceux qui voyagent pour des raisons familiales, comme un décès. De plus, les participants pensaient qu'il fallait faire plus de tests pour surveiller et limiter la transmission du virus par les personnes qui entrent au pays.

Évaluation de publicités – Essai pilote (résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires pour informer les Canadiens sur la COVID-19 et les mesures de santé publique et les encourager à continuer de suivre ces mesures. Nous avons montré à un groupe de discussion composé de participants de Calgary et d'Edmonton deux vidéos de 15 secondes élaborées par le gouvernement du Canada pour une éventuelle campagne publicitaire sur la COVID-19. Les liens des publicités vidéo sont fournis dans les résultats détaillés et en annexe.

Dans l'ensemble, les premières impressions des participants sur la publicité n'étaient pas très favorables. La plupart trouvaient que le message était banal ou éculé et qu'il avait déjà été véhiculé amplement dans différentes publicités antérieures sur la COVID-19. Selon les participants, la publicité ne communiquait aucune information importante ou nouvelle, de sorte que la campagne publicitaire risquait peu de capter l'attention des publics cibles. Ils étaient nombreux à croire que la campagne serait inefficace et aurait particulièrement peu d'influence.

Lorsque nous les avons interrogés à propos du message principal, les participants comprenaient que les rassemblements de personnes à l'intérieur sans respect des mesures de santé publique pouvaient avoir des conséquences négatives pour les membres de la communauté qui ne faisaient pas partie du cercle social de ces personnes. Même s'ils étaient nombreux à saisir le principal élément à retenir de la publicité, ils ont souligné de nouveau la surutilisation de ce message en particulier, qui était par conséquent devenu inefficace pour inciter les Canadiens à modifier leurs comportements.

Budget de 2021 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Au cours du mois d'avril, les participants ont discuté du budget fédéral, qui a été publié le 19 avril 2021.

Les participants des groupes tenus avant la publication du budget ont été invités à préciser leurs attentes quant à l'orientation du budget. Ils se préoccupaient surtout de la relance économique et la création d'emplois, à commencer par l'aide aux petites entreprises. D'autres souhaitaient ou prévoyaient que le budget serait axé sur le soutien au secteur de l'énergie, la lutte aux changements climatiques, la promotion des technologies vertes et de l'industrie propre et les investissements dans les infrastructures. En ce qui concerne les autres enjeux qu'ils espéraient retrouver dans le budget, les participants ont cité les soins de santé, la santé mentale, l'éducation, le logement et les questions autochtones. Dans le cadre de cette discussion, certains avaient l'impression qu'il fallait se soucier davantage de la dette et de la réduction du déficit et de rares participants se préoccupaient de l'intervalle entre chaque budget, y voyant un manque de transparence de la part du gouvernement du Canada.

Nous avons demandé aux participants de se prononcer sur trois grands thèmes ou priorités sur lesquels pourrait porter le budget : *la gestion de la crise de COVID-19, l'élaboration d'un plan de relance économique et l'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19*. De façon générale, les participants ont continué d'indiquer une préférence pour un budget axé sur la relance économique, nombre d'entre eux jugeant qu'à l'heure actuelle, la pandémie était suffisamment maîtrisée, de sorte que le gouvernement du Canada pouvait maintenant se concentrer sur la vigueur de l'économie. Ceux pour qui la crise de la COVID-19 devait rester la seule priorité pensaient le contraire. Selon eux, il fallait que le gouvernement fédéral accélère la vaccination. Certains ont toutefois admis que l'élaboration d'un plan de relance et d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19 pouvait se faire en même temps.

Au fil de la discussion et lorsque nous leur avons demandé ce que l'expression « croissance économique » signifiait pour eux, la plupart la voyaient d'un œil positif. Ils l'associaient à une économie florissante, à la prospérité et à la sécurité d'emploi. Plusieurs participants faisaient aussi un parallèle entre ce terme et les grandes entreprises et les inégalités croissantes dans la société.

Plusieurs groupes ont été tenus dans la foulée de la publication du budget de 2021. De nombreux participants étaient au courant de l'annonce relative au budget, de façon générale, et en connaissaient certaines initiatives, à commencer par la création d'un système national de garde d'enfants. De plus, certains étaient plus ou moins au fait des initiatives axées entre autres sur les enjeux suivants : la création d'emplois, les petites entreprises, les infrastructures, les changements climatiques, la Sécurité

de la vieillesse, une taxe sur les biens immobiliers appartenant à des étrangers et sur les voitures de luxe et une stratégie de lutte contre la violence familiale.

Beaucoup n'avaient pas entendu grand-chose sur le budget. Bien que vagues, leurs impressions étaient en général positives et leurs perceptions se rapportaient surtout aux priorités telles que le système de garde d'enfants, les familles, les petites entreprises et les changements climatiques. Cela dit, de nombreux participants se disaient préoccupés par le coût en dollars de ces différentes initiatives et les répercussions connexes sur la dette et le déficit. Ils s'inquiétaient aussi du fardeau qui en découlerait pour les générations futures.

Nous avons montré aux participants la liste suivante, qui regroupait dix des mesures contenues dans le budget de 2021 :

- *Créer un système national de garde d'enfants avec l'objectif de ramener les frais de places réglementées de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne;*
- *Augmenter de 10 % les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus;*
- *Investir dans les technologies propres pour que le Canada puisse réduire ses émissions de gaz à effet de serre;*
- *Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin d'offrir à un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens qui occupent un emploi à faible salaire un remboursement d'impôt appréciable;*
- *Introduire le nouveau Programme d'embauche pour la relance économique du Canada pour encourager les entreprises à embaucher des travailleurs;*
- *Mettre en œuvre une taxe nationale annuelle de 1 % sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant à des propriétaires non canadiens qui sont considérés comme vacants ou sous-utilisés;*
- *Instaurer une taxe de luxe sur les voitures de luxe, les avions personnels et les bateaux;*
- *Investir afin d'aider à faire appliquer les normes relatives aux soins de longue durée et d'apporter des changements permanents;*
- *Accorder jusqu'à 12 semaines supplémentaires pour la Prestation canadienne de la relance économique, ce qui veut dire qu'elle sera disponible jusqu'au 25 septembre 2021. Les prestations seront de 300 dollars pour les huit semaines restantes, ce qui est inférieur au montant actuel de 500 dollars;*
- *Aider les propriétaires à effectuer des rénovations résidentielles profondes au moyen de prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$.*

Même si la plupart des participants ont bien accueilli l'ensemble des initiatives, ils trouvaient que celle visant à créer un système national de garde d'enfants était la meilleure et celle qui aurait le plus grand impact. Tous convenaient que les services de garde d'enfants coûtent cher et que les places en garderie se font rares. Ils pensaient également que l'accès à des services de garde permettrait aux deux parents, en particulier aux femmes, de rester sur le marché du travail. Certains ont souligné que le programme serait avantageux pour les familles nombreuses dont plusieurs enfants fréquentent la garderie et les ménages à faible revenu pour qui les frais de garde d'enfants sont particulièrement

élevés. Une certaine confusion régnait cependant quant au fonctionnement de l'aspect du 10 \$ par jour de l'initiative, les participants se demandant si le gouvernement fédéral allait payer directement les garderies ou si les parents recevraient de l'argent pour couvrir les frais de garde.

La hausse proposée à la Sécurité de la vieillesse a bénéficié d'un large appui, car beaucoup avaient l'impression que le coût de la vie des personnes âgées avait augmenté. Certains estimaient par ailleurs que l'augmentation de la Sécurité de la vieillesse devrait s'appliquer à tous ceux qui ont 65 ans ou plus.

Les participants ont réagi avec enthousiasme à l'initiative relative aux technologies propres, les changements climatiques étant préoccupants pour beaucoup d'entre eux. Les technologies vertes et l'industrie propre représentaient selon eux l'avenir de l'industrie au Canada et dans le monde. La plupart n'avaient pas entendu parler de l'initiative Accélérateur net zéro, mais y voyaient un bon moyen de favoriser la création de technologies vertes et d'une industrie plus propre. Aux yeux de certains, le programme pourrait permettre de créer plus d'emplois dans le secteur des technologies propres au pays.

Les opinions des participants sur l'Allocation canadienne pour les travailleurs étaient en grande partie positives. Beaucoup pensaient qu'un remboursement d'impôt aiderait à compléter le salaire des travailleurs à faible revenu. Les préoccupations soulevées reposaient sur la perception qu'il serait préférable de verser un salaire suffisant aux travailleurs que de leur accorder un remboursement d'impôt.

Les participants étaient généralement favorables au Programme d'embauche pour la relance économique du Canada. La majorité le considérait comme un élément essentiel pour relancer l'économie à la suite de la pandémie de COVID-19. Beaucoup pensaient par ailleurs qu'aider les Canadiens à recommencer à travailler devrait figurer en tête des priorités du gouvernement fédéral.

Plusieurs aimaient l'idée d'une taxe sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant à des propriétaires non canadiens qui sont considérés comme vacants ou sous-utilisés, mais doutaient qu'elle puisse entraîner une baisse du prix des maisons.

Les participants étaient favorables à l'imposition d'une taxe sur les véhicules de luxe. Ils trouvaient cependant que le seuil de 100 000 \$ fixé pour l'application de la taxe était trop élevé, de sorte que cette mesure ne toucherait pas nécessairement beaucoup de monde.

Les participants s'entendaient pour dire que la pandémie de COVID-19 avait levé le voile sur de graves problèmes au sein du système de soins de longue durée au Canada et que des mesures immédiates devaient être prises pour pallier les lacunes du système. Il s'agissait d'un enjeu personnel pour de nombreux participants, pour qui assurer un certain niveau de soins dans ces établissements était prioritaire.

Les modifications apportées à la Prestation canadienne de la relance économique ont suscité des réactions partagées. Les participants les ont tout de même choisies, avec le système national de garde d'enfants, parmi les initiatives qui auraient le plus d'impact, puisqu'un grand nombre de Canadiens dont la situation d'emploi s'était détériorée à cause de la pandémie pourraient en profiter. Certains

participants s'opposaient à une réduction de la somme versée au cours des huit dernières semaines, d'ici à ce que la reprise économique soit bien entamée, la jugeant défavorable aux personnes et aux familles qui ont grandement besoin de ce soutien financier.

Les réactions des participants qui se sont exprimés sur les rénovations résidentielles profondes ont aussi été contrastées. Certains ont manifesté un intérêt pour le programme et le considéraient comme un bon moyen d'encourager les Canadiens à investir dans leur maison. Quelques-uns se sont montrés plus critiques, estimant que cette mesure ne ferait qu'inciter les Canadiens à s'endetter encore plus en période de grande incertitude.

Partie II : Autres enjeux

Santé mentale (résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)

Dans deux groupes, les participants ont pris part à une vaste discussion sur la santé mentale. La plupart d'entre eux ont démontré un niveau raisonnablement élevé d'aise à discuter de questions liées à la santé mentale et plusieurs ont parlé de l'impact, direct ou indirect, de la pandémie sur leur santé mentale ou celle de leurs proches. Certains ont vécu le deuil d'un proche, alors que d'autres ont mentionné l'effet de l'isolement et l'incapacité à accéder aux ressources et aux soutiens en santé mentale. Même si la plupart ont indiqué que leur santé mentale était demeurée inchangée ou qu'elle s'était légèrement améliorée durant la pandémie, les participants ont également souligné que la durée et le caractère incertain de la situation posaient des défis. La majorité a tenté de garder une attitude positive et de s'adapter aux circonstances changeantes tout au long de la pandémie.

Les participants ont mentionné qu'ils auraient tendance à se tourner davantage vers leurs proches pour obtenir de l'aide s'ils traversaient une période difficile. Bien que quelques-uns aient indiqué qu'ils feraient appel à un médecin de famille ou un psychiatre pour des conseils, les longs délais d'attente pour accéder aux services en santé mentale constitueraient un obstacle. De nombreux participants se sont dits à l'aise d'obtenir de l'information, des conseils et des ressources en ligne.

La vaste majorité des participants étaient d'accord pour dire que le fait d'entendre les récits de personnes ayant vécu des problèmes de santé mentale leur était utile – cela les a rassurés en leur faisant réaliser qu'ils n'étaient pas seuls à surmonter une telle difficulté, en plus de faire ressortir un niveau de vulnérabilité qui les a aidés à démystifier le problème. Certains étaient d'avis que toute publicité sur le sujet devrait présenter des personnes ayant vécu des problèmes de santé mentale comme porte-parole puisqu'elles inspiraient la confiance et que leurs histoires étaient plus convaincantes que les propos des professionnels de la santé, des représentants du gouvernement et des célébrités.

La plupart des participants n'avaient entendu parler d'aucune ressource en santé mentale offerte par le gouvernement du Canada durant la pandémie. Ils ont fourni la même réponse lorsque nous les avons

interrogés sur le portail Espace mieux-être Canada, une initiative financée par le gouvernement du Canada pour offrir des services gratuits de soutien en santé mentale et en toxicomanie pour les personnes aux prises avec ces problèmes durant la pandémie de la COVID-19.

Les opinions sur la crédibilité du gouvernement du Canada comme ressource en santé mentale étaient partagées – les participants dans le Canada atlantique n’y voyaient aucun inconvénient, mais étaient d’avis que des efforts devraient être déployés pour promouvoir les ressources et les services offerts par le gouvernement fédéral, alors que les participants de la GRM s’entendaient pour dire que les provinces étaient les mieux placées pour offrir des services en santé mentale puisqu’elles étaient davantage au fait des besoins et des réalités de leurs résidents.

Lorsque nous leur avons présenté une liste des mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir la santé mentale, deux initiatives ont particulièrement attiré l’attention des participants de la GRM (le seul groupe avec lequel la discussion a eu lieu) pour l’impact important qu’elles pourraient avoir :

- *Une augmentation de 200 M\$ en transferts aux provinces pour élargir leurs services de soins virtuels* – Les participants ont réitéré leur opinion selon laquelle les provinces pourraient offrir les solutions les mieux adaptées et que ce financement permettrait de résoudre le problème de la pénurie de ressources dans les services en santé mentale partout au pays.
- *Un investissement de 4,9 M\$ par année dans le Fonds d’innovation pour la promotion de la santé mentale afin d’appuyer la mise en œuvre de programmes communautaires de promotion de la santé mentale* – Reprenant l’opinion selon laquelle les provinces devraient jouer un plus grand rôle dans les programmes en santé mentale, les participants en faveur de cette initiative ont fait valoir que les programmes communautaires locaux seraient mieux adaptés pour répondre aux besoins de la communauté – possiblement davantage que les provinces.

L’initiative pour un *investissement de 10 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour la santé mentale des communautés noires afin de soutenir les programmes de santé mentale axés sur la culture des communautés noires au Canada* a reçu un appui modeste. Les participants avaient l’impression que cette initiative aiderait à lutter contre la stigmatisation des problèmes de santé mentale au sein de la communauté noire et, plus particulièrement, à traiter les questions découlant de la brutalité policière et du racisme dont sont victimes les groupes marginalisés.

Questions autochtones (Autochtones du centre et du sud de l’Ontario)

Les participants autochtones ont identifié plusieurs questions jugées importantes pour les peuples autochtones. En tête de liste se trouvait la question de l’eau potable dans les réserves. Les autres problèmes mentionnés concernaient l’abolition de la *Loi sur les Indiens*, les droits issus de traités des Autochtones concernant la propriété des terres et des ressources, le soutien et l’espoir à donner aux peuples autochtones, et le prix élevé de la nourriture dans les communautés du Nord.

Bien que certains aient reconnu que le gouvernement du Canada avait fait des efforts pour promouvoir les questions autochtones au pays, d’autres étaient déçus de ne constater aucun progrès

et ne croyaient pas à un réel changement à court terme. Quelques-uns étaient d'avis qu'il faudrait encore plusieurs générations avant de voir des améliorations.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait améliorer, les participants ont répété qu'il devrait prioriser la question de l'eau potable, en plus de mettre fin à la contestation judiciaire du jugement qui vise à indemniser les enfants des Premières nations placés en famille d'accueil. D'autres étaient d'avis qu'il y aurait lieu d'améliorer l'engagement et l'inclusion de voix autochtones dans le processus décisionnel du gouvernement fédéral.

Quelques participants seulement avaient entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et de la réponse du gouvernement du Canada. Lorsque nous leur avons expliqué que le gouvernement du Canada avait récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la DNUDPA, peu croyaient que cela changerait quoi que ce soit. Bien que la plupart des participants étaient généralement en faveur de cette initiative, les quatorze années qui se sont écoulées depuis l'adoption de la DNUDPA par les Nations unies en 2007 ont donné à plusieurs l'impression que très peu de résultats positifs et concrets étaient à prévoir à court terme.

La question de l'eau potable dans les réserves a fait l'objet d'une discussion en profondeur. Les participants ont exprimé leur grande déception d'apprendre que l'objectif initial du gouvernement fédéral ne serait pas atteint et que plus de 60 réserves au Canada faisaient toujours l'objet d'avis d'ébullition d'eau. La plupart n'étaient pas au courant que le gouvernement fédéral avait établi un nouvel objectif pour lever tous les avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme ou que celui-ci avait investi des sommes additionnelles pour mettre fin à ces avis et couvrir les coûts liés au soutien constant des opérations quotidiennes et de l'entretien de l'infrastructure d'eau dans les réserves. Les participants doutaient qu'on puisse résoudre le problème à l'intérieur des nouveaux délais. Ils ont également insisté sur l'importance de la reddition de comptes et l'accès à l'eau potable qu'ils considèrent comme un droit fondamental.

Les participants n'avaient pas entendu parler du plan du gouvernement fédéral qui consiste à lancer, avec l'aide d'une firme autochtone, un site Web pour suivre les progrès de la levée des avis concernant la qualité de l'eau potable. Ce site contiendrait une page pour chacune des communautés concernées, sur laquelle on présenterait un plan détaillé et des rapports d'étapes. Même s'ils étaient favorables à l'aspect de reddition de comptes du site Web, les participants s'inquiétaient du fait que l'absence d'accès Internet dans les réserves autochtones rendrait l'outil inutile pour la plupart de ceux qui sont touchés par ce problème.

S'en est suivie une discussion plus vaste sur les problèmes d'infrastructure qui affectent les communautés autochtones – les participants s'entendaient pour dire que celles-ci ont besoin à la fois d'un accès Internet et à de l'eau potable.

Logement (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)

Le logement et le marché de l'habitation dans diverses régions ont fait l'objet de discussion dans plusieurs groupes. Il a également été question des connaissances des participants et de leurs opinions concernant les initiatives mises en place et celles proposées par le gouvernement fédéral en matière de logement. Participants s'entendaient pour dire que les prix des logements avaient augmenté dans la dernière année et que plusieurs facteurs expliquaient cette tendance. La migration vers les plus petites villes, le nombre insuffisant de petites maisons pour les premiers acheteurs, le coût de plus en plus élevé des matériaux de construction et un afflux d'investisseurs étrangers ont tous été mentionnés comme contribuant à la diminution du nombre de propriétés sur le marché de l'immobilier au Canada et à la hausse des prix. Dans quelques groupes, plusieurs participants ont fait valoir que l'augmentation des prix des logements avait aussi un impact négatif sur les locataires.

La conversation avec les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest a fait ressortir d'autres questions additionnelles concernant le logement dans le Nord, y compris un manque de logements adéquats et abordables, en particulier des habitations à loyer modique et des refuges pour les sans-abris, le surpeuplement et un afflux anticipé de travailleurs dans la région dû à l'accroissement de l'activité minière qui, selon certains, aurait pour effet de réduire le nombre de logements disponibles et de faire gonfler les prix des habitations, particulièrement au Yukon. Les participants de ce groupe étaient également d'avis que des initiatives devraient être mises en place pour atténuer la crise du logement pour les Autochtones dans le Nord.

Quelques participants avaient entendu parler de l'incitatif à l'achat d'une première propriété. Après que nous leur ayons fourni de l'information sur cette initiative du gouvernement fédéral, la plupart ont réagi positivement et avaient l'impression que ce plan fournirait un soutien essentiel aux premiers acheteurs qui autrement n'auraient pas les moyens d'acheter leur maison. Par ailleurs, certains s'inquiétaient de l'aspect du plan qui exige de l'acheteur qu'il rembourse à la SCHL 5 % du prix de vente au moment de l'achat. Quelques-uns ont mentionné que le programme, dans sa forme actuelle, ne profiterait probablement qu'à une faible proportion des gens qui souhaitent devenir propriétaires.

L'idée d'imposer une taxe aux acheteurs étrangers a aussi suscité des réactions positives. Certains participants étaient d'avis que cette taxe devrait s'appliquer aux propriétaires étrangers de propriétés annoncées sur AirBnB et de résidences d'été au Canada. Des questions ont toutefois été soulevées à savoir si ce programme aurait des effets bénéfiques puisque certains avaient l'impression que cela freinerait les activités d'un groupe spécifique d'acheteurs potentiels, ce qui désavantagerait les vendeurs dans certaines régions. Quelques participants étaient d'avis que cette initiative augmentait seulement le nombre de logements disponibles, au lieu de s'attaquer au vrai problème qui est la pénurie de logements abordables.

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler du test de résistance hypothécaire. Après que nous leur ayons expliqué ce dont il s'agissait, la plupart ont réagi de façon positive, même si quelques-uns ont reconnu que certains propriétaires seraient déçus s'ils ne parvenaient pas à atteindre le seuil imposé pour le test. Dans l'ensemble, les participants croyaient préférable de réduire les risques pour un propriétaire de manquer à son obligation de rembourser son hypothèque. Lorsque nous leur avons expliqué que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'à partir du 1^{er} juin 2021, les demandeurs de prêts – quel que soit le taux hypothécaire qui leur a été offert par le prêteur – devront prouver qu'ils peuvent se permettre un taux d'intérêt de 5,25 % avant d'obtenir un financement, au lieu du taux précédent de 4,79 %, les participants ont accueilli le changement proposé. La plupart avaient l'impression que l'ajustement était acceptable et qu'il reflétait la réalité actuelle.

Durant le dernier volet de la discussion sur le logement, il a été question d'un certain nombre de mesures prévues dans le récent budget concernant le logement abordable, y compris l'accélération de la création de nouvelles unités, le soutien pour la réparation de logements de transition pour les femmes et les enfants fuyant la violence, la conversion de locaux commerciaux vacants en logements locatifs, la création d'habitations abordable pour les personnes ayant des problèmes d'accessibilité, le soutien financier directement aux femmes à faible revenu et aux enfants fuyant la violence pour les aider à payer leur loyer, et l'appui aux fournisseurs de logements communautaires qui offrent des logements à long terme aux plus vulnérables. Les participants ont réagi favorablement à toutes ces propositions qui visent à fournir des logements aux personnes vulnérables et aux groupes marginalisés.

Parallèlement, certains s'inquiétaient du fait que ces propositions n'attaquaient pas de front le problème des logements abordables. D'autres se sont demandé comment ces initiatives aideraient la personne moyenne à faire l'achat d'une nouvelle maison. Certains participants ont suggéré que le gouvernement du Canada devrait concentrer ses efforts à bâtir de plus petites unités d'habitation ou d'agir comme prêteur pour les premiers acheteurs, au lieu des banques. Les participants ont également réclamé qu'on mette davantage l'emphase sur la location comme point de départ pour les acheteurs (p. ex., programmes de location avec option d'achat). À leur avis, aucun de ces programmes ne répond directement aux aspirations de plusieurs, y compris les Canadiens plus vulnérables, de passer de locataires à propriétaires.

Priorités et enjeux locaux (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les participants du nord de l'Ontario (districts de Sudbury et de Thunder Bay) étaient d'avis que l'exploitation minière et la foresterie étaient les industries les plus importantes, suivies du tourisme. Certains ont ajouté que les soins de santé et l'éducation étaient des secteurs d'importance dans la région, mais pas autant que d'autres.

Les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest avaient une vision plus large du secteur le plus important dans la région, comparativement aux participants du nord de l'Ontario. Bien qu'eux

aussi aient considéré l'exploitation minière comme étant le secteur le plus important, ils en ont mentionné plusieurs autres, notamment :

- l'aviation
- le tourisme
- l'hôtellerie
- le gouvernement en général
- les soins de santé
- l'éducation

Interrogés au sujet du secteur minier et du soutien offert par le gouvernement du Canada, les participants ont admis qu'ils n'avaient pas entendu parler de quelque soutien que ce soit du gouvernement du Canada pour ce secteur. À la question à savoir ce que le gouvernement fédéral devrait faire pour soutenir ce secteur, les participants ont émis des doutes quant à la nécessité de l'appuyer.

Les participants qui résident au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest étaient davantage familiarisés avec quelques-uns des mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir l'industrie minière. Plus particulièrement, ils ont fait allusion à la levée des quarantaines pour les travailleurs du secteur minier afin de faciliter leurs déplacements à l'intérieur et à l'extérieur des camps miniers. Par contre, une certaine confusion subsistait autour de cette mesure et les participants se sont demandé si la décision avait été prise par le gouvernement territorial ou le gouvernement fédéral. Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada pourrait faire pour aider l'industrie minière dans la région, les participants ont suggéré d'offrir un soutien accru à la formation dans les métiers, de manière à mieux préparer les résidents de la région (dont les Autochtones) pour des emplois dans le secteur minier.

Une discussion animée et ciblée sur les besoins en infrastructure dans le nord de l'Ontario s'en est suivie, ces besoins étant considérés comme une priorité de la population dans la région. L'élargissement des routes et les services Internet à large bande se sont avérés des enjeux importants pour les participants.

Contrairement au nord de l'Ontario, le logement a été mentionné comme étant la priorité absolue en matière d'infrastructure au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les participants avaient l'impression que le nombre de logements dans le Grand Nord était insuffisant, entraînant un surpeuplement.

Outre le logement, d'autres enjeux liés à l'infrastructure ont été mentionnés :

- La qualité de l'eau et l'accès à l'eau potable – qui ont été perçus comme un problème urgent, en particulier dans les communautés des Premières Nations.
- Les pannes de courant – les participants ont jugé inacceptable que certaines communautés utilisaient encore des génératrices à moteur diesel pour produire de l'électricité.
- Les réseaux de télécommunications – la piètre qualité du service Internet a été mentionnée par les participants qui ont également reconnu que le gouvernement fédéral s'était déjà engagé à apporter des améliorations.

- Les aéroports et les pistes d'atterrissage – les participants ont commenté qu'il s'agissait d'un problème de longue date et que le gouvernement fédéral avait promis d'apporter son aide.

Travailleurs sans statut (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Une discussion sur les travailleurs sans statut a été tenue dans trois groupes en avril. Elle visait à savoir dans quelle mesure les participants connaissaient ce terme et à recueillir leurs opinions sur la possibilité d'offrir à ces travailleurs une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté au Canada.

Les termes « travailleurs sans statut » ou « sans papiers » étaient vaguement familiers à bon nombre de participants, mais certains n'avaient jamais entendu quelqu'un les utiliser. Les participants supposaient en général qu'il s'agissait de personnes travaillant illégalement au Canada, qui, bien qu'elles soient entrées au pays avec les documents juridiques requis, ont laissé leurs papiers expirer pour diverses raisons. Nous avons par ailleurs constaté une certaine confusion avec la catégorie des travailleurs étrangers temporaires. Ainsi, plusieurs participants présumaient que les travailleurs sans statut occupaient surtout des emplois saisonniers, par exemple dans le secteur de l'agriculture. Les participants se sont hasardés à estimer le nombre de travailleurs sans statut. Certains pensaient qu'on en dénombrait 35 000 dans la population, d'autres un million, mais la plupart ne savaient pas à combien ce nombre s'élevait réellement.

Invités à dire si les travailleurs sans statut devraient bénéficier d'une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté, les participants ont formulé des points de vue tantôt partagés, tantôt favorables. Ils étaient relativement peu nombreux à s'opposer vivement à cette proposition. Les participants éprouaient une certaine empathie pour ces travailleurs, car ils étaient arrivés au Canada avec les documents appropriés, avaient occupé des emplois exigeants à titre de manœuvres et de gens de métier et avaient payé des impôts. D'autres jugeaient qu'ils agissaient dans l'illégalité et doutaient qu'ils puissent devenir d'honnêtes citoyens en plus de les considérer comme des « resquilleurs » qui perturbent le processus légal vers la citoyenneté. De l'avis de rares participants, chaque cas devait être évalué à la lumière des faits qui lui sont propres.

Invités à dire s'il existait un argument économique en faveur de l'idée d'offrir aux travailleurs sans statut une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté, de nombreux participants en doutaient. Certains n'admettaient pas l'existence de pénuries de main-d'œuvre. Pour d'autres, les employeurs sans scrupules qui profitaient de ces travailleurs pour accroître leur rentabilité en leur offrant des salaires moindres constituaient le véritable problème. Selon eux, il fallait en faire plus pour permettre à ces entreprises, notamment celles de petite taille, de sortir de l'économie clandestine, en abaissant les taux d'imposition ou en modifiant le régime de réglementation. Par souci d'équité, de nombreux participants jugeaient impossible d'offrir la résidence permanente à ce groupe. À l'inverse, ceux qui défendaient l'argument économique y voyaient un avantage pour cette catégorie de travailleurs et le Canada, qui pourrait faire de ces travailleurs des contribuables à long terme participant au financement du filet de sécurité sociale du pays, plus précisément des soins de santé. Compte tenu du nombre relativement élevé d'immigrants que le Canada accueille chaque année, certains ont avancé

que l'adoption d'une telle mesure n'exercerait pas de pressions excessives sur les infrastructures ou programmes sociaux canadiens et se traduirait par des avantages économiques supérieurs aux coûts.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des événements en avril

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin mars à la fin d'avril 2021.

- Fin mars
 - On dénombre 988 808 cas de COVID-19 au Canada et 22 960 décès associés.
 - Les taux d'infection à la COVID-19 continuent d'augmenter dans la plupart des régions du pays. Les mesures de contrôle en matière de santé publique sont maintenues ou renforcées dans certaines provinces.
 - Le vaccin contre la COVID-19 de Johnson & Johnson est approuvé au Canada, s'ajoutant aux vaccins de Pfizer-BioNTech et de Moderna déjà distribués.
 - 4,32 millions de Canadiens sont partiellement vaccinés contre la COVID-19, et 685 974 le sont entièrement.
 - Un nouveau décret prolonge jusqu'au 21 avril l'interdiction d'entrée au Canada en provenance des États-Unis.
- Du 1^{er} au 11 avril
 - Le 6 avril : Le gouvernement du Canada annonce le dernier versement effectué dans le cadre de l'Accord sur la relance sécuritaire. Cet accord d'une valeur de plus de 19 milliards

de dollars conclu durant l'été 2020 visait à aider les provinces et les territoires à relancer l'économie en toute sécurité et à fournir un soutien continu aux Canadiens.

- Groupe de discussion des leaders d'opinion, des influenceurs et des personnes plus attentives aux nouvelles ou aux médias des districts de Sudbury et de Thunder Bay, en Ontario (6 avril).
- Le 7 avril : Le Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) recommande d'allonger le délai entre les première et seconde doses des vaccins contre la COVID-19 jusqu'à quatre mois tant que l'approvisionnement en vaccins est limité.
- Groupe de discussion des résidents de Calgary et d'Edmonton âgés de 20 à 34 ans, fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (7 avril). Groupe de discussion des résidents de la Grande région de Montréal (GRM) ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19 (8 avril).
- Du 12 au 18 avril
 - Le 12 avril : Le gouvernement du Canada annonce un soutien financier destiné à Air Canada. Les fonds doivent permettre de rembourser les voyageurs dont les vols ont été annulés, de protéger des emplois au sein de la compagnie, de reprendre des liaisons intérieures vitales et de favoriser l'emploi dans l'industrie aérospatiale.
 - Le 12 avril : À la suite d'une étude sur l'innocuité du vaccin, Santé Canada conclut à l'existence d'un lien possible entre de très rares cas de caillots sanguins et l'utilisation du vaccin d'AstraZeneca. Santé Canada maintient que les avantages du vaccin dans la protection contre la COVID-19 l'emportent sur ses inconvénients potentiels.
 - Groupes de discussion des Autochtones du centre et du sud de l'Ontario (12 avril) et des résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination (13 avril).
 - Le 15 avril : La ministre de la Santé annonce l'octroi de près de 1,7 million de dollars à l'Association communautaire d'entraide par les pairs contre les addictions (ACEPA) et à Moms Stop the Harm (MSTH) pour la réalisation de projets visant à aider des organismes à contrer la stigmatisation liée à la consommation de substances et à soutenir les familles qui tentent de venir en aide à un proche vivant avec une dépendance ou qui ont perdu un être cher à la suite d'une surdose.
 - Groupe de discussion des résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19 (15 avril).
 - Le 18 avril : Le gouvernement du Canada annonce un soutien d'urgence supplémentaire afin de lutter contre l'éclosion de COVID-19 en Ontario.
- Du 19 au 25 avril
 - Le 19 avril : Le gouvernement du Canada présente son budget de 2021.
 - Groupe de discussion des résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, en Ontario, âgés de 35 à 49 ans, fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque (20 avril). Groupe de discussion des leaders d'opinion, des influenceurs et des personnes plus attentives aux nouvelles ou aux médias de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec (21 avril).
 - Le 22 avril : Tous les vols commerciaux et privés en provenance de l'Inde et du Pakistan pour se rendre au Canada sont suspendus pour 30 jours. Les passagers qui partent de

l'Inde ou du Pakistan en faisant escale dans un autre pays devront y obtenir un nouveau test négatif à la COVID-19 avant de poursuivre leur route vers le Canada.

- Groupe de discussion de la population générale de l'Intérieur de la Colombie-Britannique (22 avril).
- Les 22 et 23 avril : Le premier ministre du Canada participe au Sommet virtuel des dirigeants sur le climat convoqué par le président des États-Unis.
- Le 23 avril : La ministre des Services publics et de l'Approvisionnement annonce que le Canada a réservé 35 millions de doses du vaccin contre la COVID-19 de Pfizer-BioNTech pour 2022 et 30 millions de doses pour 2023, avec la possibilité d'y ajouter jusqu'à 30 millions de doses chaque année et de prolonger l'accord jusqu'en 2024.
- Du 26 au 30 avril
 - Groupes de discussion de la population générale du Québec rural (27 avril) et des parents de jeunes enfants (âgés de 1 à 10 ans) de grandes villes de l'Ontario (28 avril).
 - Le 29 avril : Le gouvernement du Canada annonce la tenue d'un examen externe complet des incidents de harcèlement et d'inconduite sexuelle au sein du ministère de la Défense nationale et des Forces armées canadiennes.
 - Groupe de discussion de la population générale de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies (29 avril).
 - Le 30 avril : Le gouvernement du Canada dépose le projet de loi C-30, *Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021*. Ce projet de loi mettra en œuvre le plan du gouvernement du Canada visant à finir la lutte contre la COVID-19, à créer des emplois, à faire croître l'économie et à assurer une relance économique vigoureuse.
 - Le 30 avril : Santé Canada bloque la distribution d'un premier envoi de 300 000 doses du vaccin contre la COVID-19 de Johnson & Johnson, le temps que la U.S. Food and Drug Administration (FDA) enquête sur l'usine de Baltimore, en raison de préoccupations quant à l'innocuité du produit.
 - Le 30 avril : On dénombre 1,23 million de cas de COVID-19 au Canada et 24 220 décès associés; 11,24 millions de Canadiens sont partiellement vaccinés contre la COVID-19, et 1,09 million sont entièrement vaccinés.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Certains participants prêtaient volontairement moins d'attention aux nouvelles, de façon générale; d'autres s'intéressaient en premier lieu à ce qui se passait à l'échelle locale et de leur province ou territoire, en particulier à la situation de la COVID-19 dans leur collectivité ou région. Malgré tout, beaucoup avaient entendu parler du gouvernement du Canada, surtout en lien avec les enjeux ou thèmes suivants : la COVID-19 (y compris la vaccination) et le budget fédéral.

Voici ce que les participants ont mentionné à propos de la COVID-19 et des vaccins :

- Ils avaient pris un rendez-vous pour recevoir le vaccin AstraZeneca après que l'âge d'admissibilité au vaccin ait été abaissé. Dans les derniers groupes tenus, certains avaient entendu dire que le premier ministre avait été vacciné;
- L'allongement de l'intervalle entre l'administration de la première dose et de la deuxième dose du vaccin les préoccupait;
- Le risque de caillots sanguins associé au vaccin AstraZeneca;
- Les nouvelles contradictoires relatives à l'approvisionnement et à la disponibilité des vaccins et le lien établi entre les pénuries et le fait qu'aucun vaccin n'est produit au Canada. Parallèlement, d'autres avaient entendu le contraire, à savoir que le gouvernement fédéral avait mis la main sur d'autres vaccins et que le déploiement allait s'accélérer;
- La décision de Santé Canada de reporter la distribution du vaccin Johnson & Johnson au Canada, emboîtant ainsi le pas à la Food and Drug Administration (FDA) aux États-Unis;
- Les problèmes relatifs à la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les impôts à payer;
- Une annonce du gouvernement de l'Ontario à propos de jours de congé de maladie payés qui s'ajoutent aux congés de maladie offerts par le gouvernement fédéral (au titre de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique ou PCMRE), ce qui aidera les personnes qui présentent des symptômes de COVID-19 à s'absenter du travail;
- Les restrictions de voyage, y compris la suspension des vols en provenance de l'Inde pour limiter la propagation de la COVID-19;
- Le transport aérien de personnel militaire par le gouvernement fédéral afin d'aider les travailleurs de la santé de première ligne en Ontario;
- Le soutien accordé à Air Canada en raison des pertes qu'elle a subies à cause de la pandémie et le dédommagement des passagers dont les vols ont dû être annulés en raison de la COVID-19;
- Le débat entourant l'adoption d'un passeport vaccinal.

En ce qui concerne le budget fédéral, les participants y ont surtout fait allusion en termes généraux, mis à part quelques-uns qui ont été interpellés par les éléments suivants :

- Le déficit prévu compte tenu des propositions et des dépenses budgétaires;
- Le programme de garde d'enfants;
- Le programme de tarification du carbone.

Plusieurs participants avaient entendu parler d'autres questions, dont les allégations d'inconduite sexuelle dans les Forces armées canadiennes et l'état des relations diplomatiques entre le Canada et la Chine.

La décision de la Cour suprême du Canada sur la constitutionnalité de la loi du gouvernement fédéral sur la tarification du carbone (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Nous avons demandé aux participants des deux groupes s'ils avaient entendu quoi que ce soit dans les nouvelles au sujet de la décision de la Cour suprême du Canada sur la tarification du carbone. Dans chaque groupe, au moins la moitié des participants avaient eu vent de la question, à savoir que la Cour avait statué que le gouvernement fédéral avait le droit constitutionnel d'imposer un régime de tarification du carbone aux provinces. À Calgary et à Edmonton, plusieurs participants savaient que l'Alberta et plusieurs autres provinces avaient contesté la constitutionnalité de la *Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre* du gouvernement fédéral et que la Cour suprême avait rendu une décision en faveur du gouvernement fédéral.

Nous avons fourni aux participants des renseignements supplémentaires sur le sujet :

La Cour suprême du Canada a récemment statué que la loi du gouvernement fédéral exigeant que les provinces et les territoires mettent en œuvre des systèmes de tarification du gaz carbonique d'ici le 1^{er} janvier 2019, ou adoptent un système imposé par le gouvernement fédéral, est constitutionnelle. La majorité des juges ont souligné que le réchauffement planétaire cause des dommages au-delà des frontières provinciales, et qu'il s'agit d'une matière d'intérêt national en vertu de la disposition de la Constitution sur « la paix, l'ordre et le bon gouvernement ». Ils ont également souligné que la Loi s'applique uniquement si les systèmes provinciaux ou territoriaux de tarification ne sont pas assez stricts pour réduire le réchauffement planétaire. À l'heure actuelle, les systèmes provinciaux en place en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta ne satisfont pas entièrement aux exigences de rigueur du modèle fédéral; le gouvernement du Canada applique donc un prix sur la pollution dans ces provinces.

Nous avons observé une certaine divergence de réactions à ces renseignements d'un groupe à l'autre. Ceux de Sudbury et de Thunder Bay étaient généralement en faveur de la décision, car les facteurs et les effets des changements climatiques et du réchauffement planétaire franchissent les frontières provinciales, de sorte qu'ils deviennent un enjeu d'intérêt national. Certains comprenaient pourquoi les provinces pouvaient s'opposer à ce que le gouvernement fédéral leur impose un système de tarification du carbone, mais trouvaient cette approche nécessaire, étant donné qu'il y avait peu de solutions de rechange viables à cet enjeu. De rares participants de ce groupe craignaient cependant qu'un tel système n'entraîne des coûts additionnels pour les consommateurs. La participation du Canada aux efforts visant à enrayer le réchauffement planétaire ou à en inverser les effets aurait peu d'impact selon certains, contrairement à l'implication d'autres pays qu'ils considéraient comme d'importants pollueurs.

En revanche, les participants de Calgary et d'Edmonton s'affirmaient plus catégoriquement contre la décision et le système de tarification du carbone, le jugeant injuste pour diverses raisons :

- Leurs préoccupations rejoignaient celles des participants de Sudbury et de Thunder Bay et ils estimaient que le système de tarification du carbone était peu susceptible d'avoir un impact

considérable. À leur avis, les émissions du Canada ne contribuaient que de façon minime au réchauffement planétaire, en comparaison à celles des pays que l'on juge être de grands émetteurs, dont l'Inde et la Chine;

- Ce n'était qu'une façon pour le gouvernement de « piger dans les poches » des contribuables;
- Selon certains, cette initiative dénotait un manque de compréhension de la part du gouvernement fédéral et des Canadiens à propos de l'apport de l'Alberta et de son secteur de l'énergie à la prospérité économique du pays.

Cela dit, de rares participants de ce groupe appuyaient l'initiative et la décision de la Cour suprême. Même s'ils comprenaient les frustrations des Albertains et reconnaissaient que le système risquait d'engendrer une hausse de coûts pour les Canadiens, ils croyaient que des solutions à long terme de la sorte étaient nécessaires pour s'attaquer véritablement au problème plus vaste du réchauffement climatique, qui est planétaire.

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient du système de tarification du carbone en place dans leur province. Ceux de l'Ontario ont fait deux observations. Ils ont souligné que l'économie ontarienne repose davantage sur la fabrication que le reste du pays et craignaient qu'un régime fédéral de tarification du carbone ait des répercussions différentes sur l'Ontario, comparativement aux autres provinces. D'autres ont fait état des mesures prises par les administrations provinciales précédentes pour implanter un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission, qui fixe des limites en matière de pollution et encourage les entreprises à investir dans les solutions propres en limitant ou en plafonnant les crédits de pollution. Ce système était préférable selon eux à l'approche actuelle.

En Alberta, plusieurs participants ont admis ne pas savoir comment fonctionne le système de tarification du carbone. Ils avaient toutefois l'impression qu'il donnerait lieu à l'imposition de taxes supplémentaires sur toutes sortes de produits de consommation (p. ex. sur les denrées alimentaires et l'essence à la pompe).

Après avoir informé les participants que 90 % des produits directs de la tarification de la pollution du gouvernement du Canada sont retournés aux résidents des provinces concernées sous forme de paiements de l'Incitatif à agir pour le climat, nous avons constaté qu'ils connaissaient peu cet aspect de l'initiative. Par ailleurs, certains accueillaient avec scepticisme l'affirmation voulant que la majeure partie des sommes recueillies soient redistribuées aux résidents des provinces où le système de tarification du carbone aurait été implanté. Ils croyaient que les consommateurs finiraient quand même par payer plus (p. ex., pour l'essence à la pompe), car ils s'attendaient à ce que les entreprises augmentent le prix de leurs produits pour couvrir tous frais supplémentaires associés au système. Quelques participants s'interrogeaient sur l'impact du système de tarification du carbone sur des secteurs précis, comme l'agriculture, notamment pour les grandes exploitations céréalières des Prairies dont les séchoirs consomment d'importantes quantités d'énergie. En Alberta, les participants pensaient au départ que seuls les ménages à faible revenu recevaient des paiements de l'Incitatif à agir pour le climat. Après avoir clarifié ce malentendu, les participants sont restés campés dans leur attitude cynique et doutaient de l'efficacité de l'approche proposée pour diverses raisons. À titre d'exemple, ils ont souligné la difficulté pour les Albertains de passer à des technologies plus écoénergétiques telles

que les véhicules électriques (VE), compte tenu de l'impact du temps froid sur la durée de vie de la batterie et l'autonomie du véhicule.

Aide accordée à Air Canada par le gouvernement du Canada (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

La plupart des participants des deux groupes susmentionnés avaient entendu parler de la nouvelle aide que le gouvernement fédéral avait accordée à Air Canada. Comme mentionné précédemment, certains en avaient fait état spontanément lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils avaient entendu dans l'actualité au sujet du gouvernement du Canada. Invités à préciser ce dont ils avaient eu vent, les participants ont cité les éléments suivants, sur lesquels le gouvernement fédéral et Air Canada s'étaient entendus :

- Remboursement par Air Canada et les autres compagnies aériennes des billets d'avion aux passagers dont les vols ont été annulés en raison de la pandémie;
- Rétablissement de certains vols vers de petites villes du Canada, que les compagnies aériennes avaient arrêté de desservir dès les premières semaines et premiers mois de la pandémie;
- Subventions accordées à Air Canada pour financer ses activités courantes.

Avant de poursuivre la discussion, des éclaircissements ont été fournis aux participants. Nous les avons informés que le gouvernement fédéral avait annoncé qu'il accorderait un soutien financier d'environ 5,9 milliards de dollars à Air Canada (sous forme de prêts à rembourser dans un délai de 5 à 7 ans) pour aider la compagnie aérienne à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19. Nous leur avons également dit que le gouvernement fédéral avait fait un investissement en capital de 500 millions de dollars dans les actions d'Air Canada. Voici les conditions de l'entente : le remboursement des vols annulés en raison de la pandémie, le rétablissement des liaisons régionales qui avaient été suspendues et un engagement à préserver les emplois du personnel actuel de la compagnie aérienne. Les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest avaient des avis partagés sur l'entente, même si la plupart y étaient favorables. Plusieurs jugeaient que cette aide arrivait tardivement, Air Canada étant la principale compagnie aérienne au Canada et compte tenu du soutien financier accordé à l'industrie du transport aérien ailleurs dans le monde (p. ex. aux États-Unis et en Europe). L'injection de capitaux propres par le gouvernement fédéral offrait une certaine protection aux contribuables, selon certains. D'autres se demandaient si les tarifs passagers allaient augmenter, soulignant au passage l'impact qu'une telle hausse aurait sur les vols vers le Nord canadien et l'industrie touristique de cette région.

Les participants du Canada atlantique ont exprimé une vive opposition à l'égard de l'entente, ne voyant pas pourquoi le gouvernement fédéral devrait aider une entreprise déficitaire. L'entente imposerait un fardeau considérable aux contribuables dans les années à venir, selon eux, et ils estimaient que les entreprises du secteur privé ne devraient pas dépendre d'un financement du gouvernement pour se maintenir à flot. Après avoir appris que le gouvernement du Canada avait mis la main sur des actions d'Air Canada, certains se posaient des questions à propos des autres

investissements du gouvernement fédéral dans des sociétés ouvertes. Tout compte fait, ces participants appuyaient le remboursement aux passagers, estimant que cela aurait dû être fait bien avant, mais pensaient qu'il n'incombait pas aux contribuables d'aider des entreprises comme Air Canada. D'autres ont ajouté qu'il faudrait envisager d'offrir le même genre de soutien financier aux petites entreprises, si l'objectif est de redémarrer l'économie canadienne.

Nouvelles et informations sur la COVID-19 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec)

Les habitudes en matière de consommation médiatique ont fait l'objet d'une conversation dans deux groupes dont les participants avaient indiqué, au moment du recrutement, qu'ils regardaient, lisaient ou écoutaient régulièrement les nouvelles. La discussion a porté sur leurs principales sources d'information, de façon générale et en lien avec la COVID-19, ainsi que sur leurs habitudes d'utilisation des médias sociaux, notamment la mesure dans laquelle ils partagent du contenu dans leurs réseaux sociaux et leur réaction à la désinformation ou aux « fausses nouvelles ».

Sources de nouvelles et d'informations

Invités à citer leurs sources d'information habituelles, les participants ont mentionné un éventail de médias numériques, comptant aussi bien les sites de nouvelles de grands médias canadiens comme la CBC, le *Globe and Mail* et le *National Post*, que les plateformes de médias sociaux comme Facebook et Twitter. Plus rarement, ils ont dit utiliser un agrégateur qui leur permet de glaner rapidement des nouvelles nationales et internationales provenant de sources diverses. Quelques-uns ont signalé qu'ils consultaient parfois des sources d'information communautaires. Dans la généralité des cas, la recherche d'information avait lieu en ligne, au moyen d'une application pour téléphone mobile ou en accédant aux sites web des journaux télévisés.

En ce qui concerne les informations touchant à la COVID-19, les participants ont expliqué qu'ils suivaient généralement les tendances nationales et provinciales, par exemple les taux d'infection, les taux de vaccination, la distribution des vaccins, la capacité des hôpitaux et les mesures de santé publique en vigueur. Dans le contexte du déploiement vaccinal en cours, ils s'intéressaient tout particulièrement au nombre de doses en voie d'être livrées au Canada.

Médias sociaux et fausses nouvelles

La plupart des participants ont dit qu'ils partageaient rarement des informations ou des articles dans leurs réseaux de médias sociaux. Ceux qui le faisaient à l'occasion ont expliqué qu'ils optaient pour le partage uniquement lorsque l'information leur semblait être utile ou pouvoir intéresser leurs amis et les membres de leurs réseaux. Par ailleurs, ils étaient susceptibles de la transmettre dans le cadre de discussions de groupe ou par message direct, plutôt que sur la plateforme où ils l'avaient trouvée (p. ex. Facebook, Instagram, etc.).

À la question de savoir s'ils tombaient parfois sur de fausses informations ou de « fausses nouvelles », les participants ont été aussi susceptibles de répondre par l'affirmative que par la négative. Certains ont toutefois signalé qu'ils avaient fait des recherches et répondu à des quiz informels pour apprendre à départager les « fausses nouvelles » des vraies.

Pour ce qui est de déterminer la véracité d'une information, les participants ont dit avoir le réflexe de vérifier la crédibilité de la source et de ses références. Ils n'avaient pas tendance à mettre cette information en doute lorsqu'elle provenait d'un organisme connu, par exemple une université ou un organisme de santé publique. En revanche, les sources qui comptent peu d'abonnés, qui publient des opinions notablement extrêmes ou qui reviennent régulièrement sur le même sujet leur semblaient suspectes. Les participants ont fait remarquer que, souvent, il suffit d'un peu de discernement et de bon sens pour savoir si une information est légitime.

Les participants ont reconnu qu'ils étaient généralement peu susceptibles de faire quelque chose pour rectifier de fausses informations vues dans les médias sociaux. Ils fourniraient cet effort personnel à condition d'en avoir le temps ou s'ils estimaient que les informations en question risquaient d'avoir des répercussions négatives. D'autres ont précisé qu'ils essaieraient de corriger des amis ou des membres de leur famille s'il y avait un moyen simple et rapide de le faire. Les participants ont néanmoins signalé combien il peut être difficile de discuter avec des proches qui prennent une part active à des théories complotistes, vu que beaucoup ont des idées bien arrêtées sur le sujet.

Perspectives sur la COVID-19 (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes devaient commenter les restrictions en vigueur dans leur région et indiquer s'il fallait selon eux en adopter de nouvelles ou au contraire devenir plus permissifs. Ils ont également discuté de leurs appréhensions face à la troisième vague de COVID-19, qui touchait certaines régions du pays plus que d'autres, et face à la propagation des variants.

Points de vue sur les restrictions régionales

Les points de vue des participants sur les restrictions en place dans leur région ont varié en fonction du lieu. La plupart des gens acceptaient le maintien des mesures (récemment renforcées dans plusieurs provinces et territoires), car elles leur paraissaient nécessaires pour empêcher la COVID-19 de

gagner du terrain et pour protéger le public. Bon nombre ont fait remarquer qu'elles auraient dû être adoptées beaucoup plus tôt. En contrepoint, plusieurs participants de chaque groupe ou presque mettaient en doute l'efficacité de certaines restrictions, trouvaient certaines mesures de santé publique déroutantes ou contradictoires, ou souhaitaient un allègement des mesures appliquées dans leur région.

Dans le groupe de résidents du Canada atlantique, la discussion a porté sur le moment opportun pour rétablir la bulle de l'Atlantique. Créée à l'été 2020 afin de permettre aux résidents de circuler librement entre les quatre provinces de la région sans devoir s'isoler pendant 14 jours, la bulle avait été suspendue à la fin novembre (avec des exemptions pour les situations essentielles) devant la menace accrue d'une transmission communautaire observée en plusieurs lieux. Beaucoup de participants croyaient prématuré de rétablir la bulle; selon eux, cela risquait de renverser les progrès réalisés pour contenir la COVID-19 dans la région. Quelques-uns s'inquiétaient tout particulièrement de la situation au Nouveau-Brunswick, où les cas augmentaient, et pensaient que les restrictions devraient se poursuivre jusqu'à ce que la situation se résorbe. Certains trouvaient également qu'il ne s'était pas écoulé assez de temps pour mesurer les conséquences associées à la levée de certaines restrictions (p. ex., autoriser certains commerces à tourner à plein régime). Il leur semblait qu'une approche prudente et graduelle était indiquée avant de rouvrir plus largement la région. D'autres ont mentionné que les restrictions semblaient avoir l'effet voulu, soit de réduire la pression exercée sur les hôpitaux et le personnel médical et de permettre aux patients ayant des problèmes de santé sans lien avec la COVID-19 d'être rapidement vus.

Plusieurs participants ont fait allusion aux difficultés que posait la fermeture des frontières régionales aux familles et aux personnes travaillant à l'extérieur de leur province. Quelques-uns étaient d'ardents défenseurs d'un rétablissement prochain de la bulle; ils ont indiqué que les restrictions actuelles nuisaient aux résidents de la région, lesquels étaient capables de prendre des décisions responsables pour eux-mêmes et leur famille. Certains jugeaient important de laisser les gens reprendre leur vie normale et leurs habitudes, sachant que la pandémie pouvait perdurer et que la trajectoire du virus était difficilement maîtrisable. Ils ont mentionné le cas des États-Unis, où la vaccination progressait et où de nombreux États levaient les restrictions et accordaient une plus grande liberté de mouvement à leurs citoyens.

En Ontario, il a été rappelé aux participants que le gouvernement provincial avait récemment renforcé les restrictions, en prolongeant de deux semaines l'ordre de rester à la maison, en réduisant les déplacements interprovinciaux, en limitant les rassemblements aux membres d'un même ménage (sauf pour les personnes vivant seules), en restreignant l'accès aux installations récréatives extérieures, en fermant les chantiers de construction non essentiels et en obligeant les magasins à grande surface à réduire leur capacité d'accueil. Très peu de participants souhaitaient que l'on resserre davantage encore les restrictions. De l'avis de beaucoup, le confinement aurait dû intervenir plus tôt et le décret actuel devrait rester en vigueur au-delà des deux semaines prévues.

Une opinion divergente s'est fait entendre dans le groupe des leaders d'opinion de Sudbury et de Thunder Bay. Plusieurs participants de ce groupe avaient tendance à croire que le gouvernement provincial ne devrait pas imposer de restrictions et, point également soulevé par les participants

d'autres groupes, qu'il avait manqué le coche en n'adoptant pas des mesures plus fermes et plus ciblées en amont. Certains participants de ce groupe et d'autres groupes de résidents ontariens ont avancé que le meilleur moyen d'en finir avec la pandémie était d'accélérer la vaccination, car à ce stade, les restrictions ne semblaient pas fonctionner.

Plusieurs participants des groupes de l'Ontario trouvaient aussi que les restrictions locales manquaient de cohérence ou portaient à confusion, et ils n'étaient donc pas convaincus qu'elles contribueraient de manière significative à freiner la COVID-19. Ils remettaient notamment en question :

- La façon dont on avait déterminé ce qui entrait dans la catégorie des services « non essentiels », car de nombreuses activités leur paraissaient essentielles dans l'optique de la santé mentale;
- L'intérêt de réduire la capacité d'accueil des magasins à grande surface quand les déplacements dans les allées et les files d'attente aux caisses amenaient de toute façon à enfreindre la consigne de distanciation de deux mètres. Certains participants s'inquiétaient aussi des répercussions sur les petites entreprises, souvent jugées non essentielles dans le contexte des restrictions actuelles. Ils estimaient que les petits commerces étaient sans doute davantage en mesure de surveiller la circulation des clients dans leur établissement;
- Le bien-fondé d'une application des mesures à l'échelle provinciale, au lieu de cibler les points chauds comme Toronto, Peel et Ottawa. Cette idée d'une approche plus circonscrite a été soulevée dans le groupe de Windsor-Essex, Lambton et Niagara ainsi que dans celui de Sudbury et Thunder Bay, les participants faisant valoir que le nombre de cas était bien inférieur dans leur région que dans la Région du Grand Toronto (RGT), par exemple;
- Le manque d'efforts mis en œuvre pour régler des questions comme celle des congés de maladie payés, afin d'inciter les salariés horaires travaillant dans des usines et des entrepôts à rester à la maison s'ils présentent des symptômes de la COVID-19. Certains participants pensaient que la propagation du virus se produisait en grande partie dans ces lieux. D'autres se demandaient pourquoi l'on imposait des restrictions sur les installations de loisirs extérieures (p. ex. les courts de tennis) au lieu de surveiller les lieux de travail et de les fermer lorsqu'il y avait des signes de transmission du virus;
- Les raisons pour lesquelles les autorités n'avaient pas fermé les écoles et les frontières plus rapidement, pour combattre la propagation du virus sur de plus nombreux fronts.

Nous avons demandé aux participants d'un groupe (celui des parents de jeunes enfants habitant de grandes villes de l'Ontario), quel impact la pandémie et ses restrictions avaient eu sur leur famille. Ces participants ont surtout parlé de l'expérience de leurs enfants, qui s'ennuyaient de leurs camarades et de leur famille élargie. Ils ont décrit les conséquences de l'isolement, mais aussi de la crainte des contacts avec autrui, sur la santé mentale des enfants, à qui l'on demandait de rester à deux mètres de distance, de porter le masque, etc. Quant aux parents, ils avaient du mal à concilier leurs responsabilités professionnelles et le soin des enfants, maintenant que tous les membres de la famille devaient rester à la maison pour une longue période.

Dans les groupes du Québec, nous avons rappelé aux participants que le gouvernement provincial avait renforcé les restrictions dans certaines régions. Il avait imposé des couvre-feux plus stricts, ordonné la fermeture des commerces non essentiels et adopté de nouvelles restrictions sur les

déplacements interprovinciaux, obligeant notamment les voyageurs qui arrivaient de l'Ontario à s'isoler pendant quatorze jours. Cette mise en contexte à l'esprit, la plupart des participants se sont dits rassurés que les restrictions appropriées soient en place et ont exprimé l'espoir que ce serait la dernière fois qu'on aurait à appliquer des mesures d'une telle ampleur. Certains trouvaient important de tout fermer maintenant afin de pouvoir tout rouvrir pendant l'été. En règle générale, les participants appuyaient le couvre-feu et les restrictions imposées aux Ontariens venant au Québec, mais jugeaient ces mesures trop tardives. Le gouvernement provincial leur semblait réagir aux circonstances au lieu de les devancer. Certains se demandaient pourquoi il était permis aux gyms de rester ouverts alors que les restaurants devaient rester fermés dans certaines régions. En plus de déplorer le caractère quelque peu contradictoire des restrictions provinciales, les participants ont mentionné qu'elles changeaient si souvent qu'il devenait difficile de s'y retrouver.

Lorsque nous leur avons demandé si les restrictions devraient être allégées ou plutôt resserrées, la plupart des participants ont répondu qu'elles devraient être maintenues pour le moment, ou être renforcées, mais sous certaines réserves. Il faudrait, par exemple :

- Laisser les élèves continuer d'aller à l'école;
- Autoriser certains commerces non essentiels à rouvrir (p. ex., les bibliothèques et les petits cafés) afin d'offrir des occasions de socialisation dans le contexte du couvre-feu;
- Rendre le port du masque obligatoire, quoique certains participants ne croyaient pas nécessaire de l'exiger à l'extérieur.

Dans les groupes de résidents des Prairies, nous avons énuméré certaines des restrictions supplémentaires en voie d'être adoptées dans la région : les limites sur les repas en salle à manger, le passage de certaines écoles à l'apprentissage en ligne, les limites sur les rassemblements personnels et le nombre de visiteurs à l'intérieur des domiciles, les limites sur les rassemblements culturels et confessionnels, ainsi que la réduction de la capacité dans les centres commerciaux et les gymnases. Les participants de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies étaient généralement favorables à ces mesures, mais, comme leurs pairs d'autres régions, ils s'interrogeaient sur la pertinence de restreindre les visites entre ménages tout en permettant aux restaurants de rester ouverts, sous certaines conditions. La possibilité qu'une hausse rapide du nombre de cas sature la capacité des hôpitaux et des unités de soins intensifs inquiétait également.

Plusieurs participants ont expliqué que les restrictions actuelles, qu'elles leur plaisent ou non, étaient nécessaires pour assurer la santé publique et désengorger les hôpitaux. Comme l'ont révélé leurs commentaires, ils souhaitaient surtout éviter leur prolongement, quitte à faire des sacrifices à court terme, et voulaient que leurs concitoyens se montrent plus attentifs aux consignes de distanciation physique et de port du masque. Les participants de Calgary et d'Edmonton (qui étaient fatigués de la COVID-19 ou avaient des comportements risqués) considéraient que certaines règles gagneraient à être un peu assouplies; ils proposaient, par exemple, d'élargir les bulles sociales, d'autoriser davantage d'activités extérieures et de donner une marge de manœuvre accrue aux petites entreprises (dont beaucoup, selon eux, n'avaient pas les moyens de s'adapter aux conditions de la pandémie).

Comme ce fut le cas dans d'autres groupes, quelques participants ont émis plus d'objections. En particulier, l'ampleur de la menace pesant sur la santé publique ne leur semblait pas justifier des

restrictions aussi importantes à la liberté de mouvement et aux interactions sociales. Il fallait informer la population des risques, selon eux, mais il devrait être libre à chacun de déterminer sa propre ligne de conduite.

En Colombie-Britannique, les participants ont discuté de la récente montée des restrictions dans leur province, notamment l'interdiction de manger à l'intérieur dans les restaurants, les pubs et les bars, l'annulation des cours d'exercices collectifs à faible intensité à l'intérieur et le maintien de la suspension des services religieux intérieurs en personne. Il a aussi été question de l'annonce par le gouvernement provincial de nouvelles mesures interdisant aux résidents de voyager hors de leur région sanitaire sans raison légitime. Dans la plupart des cas, les restrictions en vigueur étaient bien accueillies. Les participants les voyaient comme une solution à court terme, les trouvaient somme toute modérées et raisonnables, et comprenaient qu'en définitive elles visaient à sauver des vies.

Cela dit, en écho aux commentaires entendus dans d'autres groupes, certains se demandaient s'il y avait des preuves suffisantes pour justifier une telle batterie de restrictions, estimant le remède « pire que le mal ». Quelques-uns craignaient qu'elles exaspèrent rapidement les jeunes, en particulier, ce qui pourrait donner lieu à une hausse des cas. D'autres pensaient que le caractère changeant des interventions de santé publique contribuait à semer la confusion au sein de la population. Plusieurs participants ont fait remarquer que la restriction des mouvements entre les régions sanitaires s'inscrivait en porte-à-faux avec le maintien des vols internationaux et l'arrivée de voyageurs en provenance de l'étranger. La logique de cette approche leur échappait. Plus généralement, les messages « contradictoires » des responsables de la santé publique étaient jugés préoccupants, car ils engendraient de la confusion, du cynisme et de la méfiance. Néanmoins, même si certains ne comprenaient pas toujours le bien-fondé des restrictions adoptées et attendaient plus d'uniformité et de cohésion de la part des responsables de tous les ordres de gouvernement, la plupart préconisaient leur maintien.

Les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, pour leur part, étaient en accord avec les restrictions mises en œuvre dans leur région et attribuaient le faible nombre de cas à l'action des autorités sanitaires, notamment l'établissement d'une quarantaine de quatorze jours pour les voyageurs arrivant de l'extérieur. Tout en reconnaissant que l'obligation de quarantaine créait des difficultés pour les résidents des régions frontalières, dans l'ensemble, la plupart des participants trouvaient que d'autres provinces devraient adopter des mesures semblables. Certains ont mentionné que l'application rigoureuse des mesures de santé publique dans le Nord et au Canada atlantique, surtout la restriction des déplacements transfrontaliers, avait permis de freiner la transmission du virus dans ces régions. Les sacrifices demandés, selon eux, étaient nécessaires pour atteindre le résultat souhaité.

Fatigue pandémique (résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Les participants de deux groupes de discussion avaient été recrutés précisément parce qu'ils avaient dit être fatigués des mesures sanitaires, prêter moins attention aux conseils de la santé publique et, dans certains cas, fréquenter des gens à l'extérieur de leur ménage. Dans ces groupes, la discussion a

porté, d'une part, sur les aspects des directives de santé publique qui leur posaient problème; d'autre part, sur la question de savoir s'il était temps de lever les restrictions pour permettre à plus de gens de se rassembler.

Ces participants ont décrit la frustration, le découragement et la lassitude qu'ils ressentaient. Tout en suivant les règles relatives au port du masque et à l'éloignement physique, ils se demandaient pourquoi l'application des directives de la santé publique depuis un an ne contribuait pas davantage à réduire le nombre de cas de COVID-19. Dans les mots de certains, cela ressemblait au « jour de la Marmotte » – qui fait revivre quotidiennement les mêmes événements et le même train-train. La pandémie durait beaucoup plus longtemps que ce qu'ils avaient imaginé, et les progrès accomplis jusqu'à présent pour contenir ou enrayer le virus étaient décevants. Certaines directives les laissaient également perplexes en raison de leur caractère perçu comme arbitraire et changeant (p. ex., la fermeture des terrains de jeux en Ontario, presque aussitôt suivie de leur réouverture). Plusieurs participants ont indiqué qu'ils auraient souhaité qu'on procède autrement, car à leurs yeux, certaines des mesures faisaient plus de mal que de bien, en particulier sur le plan de la santé mentale.

La plupart reconnaissaient la gravité du problème, mais ressentaient simplement le besoin de voir leurs amis en personne pour garder une bonne santé mentale. Ils étaient attristés d'avoir dû renoncer aux activités sociales de la période des Fêtes et ont signalé que le fait de rester chez soi et de se conformer aux consignes sanitaires n'avait guère amélioré la situation. Certains regardaient avec envie les États-Unis, où la réouverture avançait bien – les amateurs de sports, par exemple, pouvaient maintenant assister à des matchs en direct – et d'autres pays où la campagne de vaccination progressait plus rapidement qu'au Canada. Tout cela faisait que bon nombre de participants étaient prêts à prendre certains risques, d'autant plus qu'ils se croyaient peu susceptibles de contracter la COVID-19.

Quelques participants de Calgary et d'Edmonton mettaient en doute les données officielles sur le nombre de cas. Selon eux, de nombreux décès étaient incorrectement attribués au virus, en présence d'autres comorbidités plus susceptibles d'être une cause directe de maladie, de prédisposition à la COVID-19 et de décès. Ils croyaient que les chiffres étaient délibérément gonflés afin d'attiser la peur et de justifier le maintien des restrictions.

Plusieurs participants de ces groupes ont mentionné qu'ils suivaient moins régulièrement les nouvelles et les informations touchant à la COVID-19. Ils les trouvaient continuellement négatives, accablantes, et voulaient entendre parler d'autres enjeux et faits d'actualité locaux, nationaux et internationaux. Ils avaient l'impression que de nombreuses personnes, à commencer par eux, choisissaient de fermer l'oreille, car la pandémie continuait de dominer le cycle des nouvelles.

Lorsque nous leur avons demandé quelles restrictions devraient être maintenues, le cas échéant, les participants ont recommandé ce qui suit :

- Décréter un confinement strict pour une courte période qui aura été précisée (p. ex., trois semaines plutôt qu'indéfiniment) et le faire respecter;
- Limiter les rassemblements à l'intérieur, tout en élargissant les possibilités d'activités sociales extérieures;
- Maintenir la fermeture des salles à manger pour l'instant.

Bien que la plupart des participants étaient favorables à la poursuite des restrictions dans une certaine mesure, quelques-uns préconisaient leur abolition et la reprise complète des activités. Ils ne croyaient pas qu'un reconfinement soit nécessaire et redoutaient ses répercussions économiques. Il leur semblait aussi que les gens avaient besoin de retourner au travail pour gagner leur vie.

Inquiétudes face à la troisième vague et aux variants de la COVID-19 (tous les lieux)

Même si les opinions ont un peu varié selon le lieu et la composition du groupe, la plupart des participants de tous les groupes se sont dits préoccupés par la vitesse à laquelle les variants peuvent se propager et par la gravité des symptômes ressentis par ceux qui les contractent. Plusieurs facteurs alimentaient ces préoccupations :

- L'introduction des variants dans plusieurs pays étrangers et leur migration rapide au Canada;
- Les données démontrant la plus forte transmissibilité des variants – Non seulement infectent-ils plus de gens, mais ils se répandent plus rapidement;
- La perception selon laquelle les variants survivent plus longtemps en suspension dans l'air et sur les surfaces, ce qui a pour effet d'accroître les taux de transmission;
- L'impression que le public fait preuve d'un certain laxisme dans l'application des mesures de santé publique et que cela risque de créer des conditions favorables à la progression des variants;
- La vitesse à laquelle les variants peuvent provoquer une flambée de cas;
- Le manque d'information au sujet des variants – Certains croyaient nécessaire de sensibiliser le public à la nature et aux conséquences de leur propagation au Canada.

Plusieurs participants faisaient un lien étroit entre les variants et le risque d'une résurgence des infections et d'une troisième vague de transmission.

Les opinions ont quelque peu divergé dans trois des douze groupes interrogés, soit :

- Les deux groupes de résidents ayant reçu une première dose du vaccin (dans la GRM ainsi qu'au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest) – Certains participants de ces groupes ont expliqué qu'ayant été vaccinés, ils redoutaient moins les variants. Ils pensaient aussi que le système de soins avait su s'adapter aux circonstances et pourrait donc plus facilement faire face à un afflux de cas. Chez les résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, la fermeture des frontières et les deux semaines de quarantaine obligatoire donnaient un sentiment de sécurité à plusieurs participants, mais d'autres se faisaient du souci pour leurs parents et amis vivant dans d'autres provinces et reconnaissaient que les activités commerciales interprovinciales posaient un risque (p. ex., pour les camionneurs et les pilotes).
- Le groupe de participants qui étaient réticents à se faire vacciner contre la COVID-19 – Si certaines personnes du groupe recommandaient de se préparer à une éventuelle troisième vague, l'opinion générale conseillait plutôt pour d'accepter les circonstances actuelles (p. ex., le fait que le virus continuait de se transmettre dans un segment de la population et le retour à une vie normale). En parallèle, la plupart des participants préconisaient le maintien des contrôles aux frontières de leurs provinces, une mesure indispensable pour limiter la propagation du virus dans la région atlantique.

Il leur semblait tout particulièrement nécessaire de prendre des mesures musclées pour empêcher les Ontariens de visiter la région, vu les taux d'infection et d'hospitalisation alarmants enregistrés dans cette province.

En ce qui concerne la trajectoire du virus – et la question de savoir si la propagation de la COVID-19 allait s'aggraver ou s'améliorer au cours du printemps –, la plupart des participants ont exprimé un optimisme mesuré, conscients que maintes régions rencontraient toujours d'énormes difficultés à gérer leur nombre de cas. Ils s'attendaient donc à ce que la situation varie d'un bout à l'autre du pays et au sein des régions. Tout dépendrait, selon eux, des mesures mises en œuvre pour maîtriser la transmission du virus, et il faudrait sans doute attendre deux semaines avant que les tendances se précisent, et surtout laisser passer le congé de Pâques (certains croyaient probable que les gens se rassemblent en trop grand nombre à cette occasion).

Ceux qui pensaient que la situation avait de bonnes chances de s'améliorer ont invoqué les arguments suivants :

- Les avancées de la vaccination, qui protégeraient une plus grande partie de la population;
- Les occasions de passer plus de temps à l'extérieur maintenant que le temps s'améliorait;
- Une capacité de réaction plus rapide chez les responsables de la santé publique, qui connaissent mieux le virus et les moyens de le gérer qu'aux premiers jours de la pandémie.

À l'inverse, ceux qui s'attendaient à ce que les choses se détériorent ont exprimé des doutes quant à l'efficacité du confinement et des restrictions actuelles ou quant à la détermination des gens à s'y tenir dans la durée. Le fait que des voyageurs internationaux continuaient d'arriver au Canada les inquiétait également. Quelques autres pensaient tout simplement que le virus était là pour de bon et qu'on observerait sans doute des flux et reflux dans la transmission de la COVID-19 au cours des prochains mois, voire à plus long terme.

Aide fédérale à l'Ontario (parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)

Plusieurs groupes ont discuté de l'annonce selon laquelle le gouvernement du Canada accorderait à l'Ontario le soutien supplémentaire que la province réclamait, en mobilisant les Forces armées canadiennes (FAC) et en finançant le redéploiement de la Croix-Rouge canadienne (CRC) pour aider dans les hôpitaux. Il a été expliqué aux participants que les FAC assureraient le transport des effectifs médicaux provenant notamment de Terre-Neuve-et-Labrador, et que le gouvernement fédéral couvrirait les coûts associés à la coordination des renforts de première ligne envoyés en Ontario par d'autres provinces. Le gouvernement fédéral déploierait également davantage de tests rapides dans les points chauds et resterait prêt à faire appel à la Croix-Rouge pour aider les équipes mobiles de vaccination.

Les participants ont généralement été d'accord pour dire que l'aide offerte par le gouvernement du Canada était à la fois pertinente et nécessaire. Ils ont fait remarquer que le personnel essentiel se trouvant sur la ligne de front des soins de santé en Ontario avait besoin de toute l'aide possible en ce moment et que les tests de dépistage rapide auraient aussi leur utilité. En Colombie-Britannique, les participants ont rappelé que des pompiers ontariens avaient été dépêchés dans la province pour aider à combattre les feux de forêt. L'arrangement leur semblait donc mutuellement avantageux.

Cela dit, certains déploraient que l'Ontario en soit arrivé là. Ils se demandaient pourquoi la province avait besoin de demander une aide extérieure et s'il ne vaudrait pas mieux presser la cadence de la vaccination. D'autres s'inquiétaient des coûts liés au transport d'effectifs venant des quatre coins du Canada et trouvaient que la situation et les ressources auraient dû être mieux gérées localement.

Dans l'ensemble, toutefois, la plupart des participants reconnaissaient que la situation avait atteint des proportions critiques et qu'il fallait agir en dépit des coûts. D'après eux, il fallait trouver un équilibre entre la réponse à la crise de santé publique et une gestion financière responsable.

Vaccins contre la COVID-19 (tous les lieux)

Au 1^{er} avril 2021, les provinces avaient déclaré plus de 200 000 nouvelles vaccinations, pour un total de près de six millions de doses administrées. Un peu moins de deux pour cent (2 %) de la population était pleinement vaccinée. Quelque 800 000 nouvelles doses avaient été livrées aux provinces et aux territoires, pour un total d'environ 7 500 000 doses en tout. À cette date, les provinces et les territoires avaient utilisé 79,14 % de leur approvisionnement en vaccins.

Tout au long du mois d'avril, le thème des vaccins contre la COVID-19 a été abordé dans tous les groupes. Nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à leur sujet et ce qu'ils pensaient des résultats du Canada, et du gouvernement fédéral, sur le plan de l'approvisionnement en vaccins et de la vaccination elle-même.

Connaissances au sujet des vaccins contre la COVID-19

La plupart des participants semblaient suivre attentivement les nouvelles et les informations au sujet des vaccins. Par exemple, beaucoup étaient au courant du faible risque de caillot sanguin associé à celui d'AstraZeneca. Certains participants des groupes tenus au début d'avril avaient entendu dire que ce vaccin était uniquement administré aux Canadiens âgés de 55 ans ou plus, tandis que ceux des groupes tenus vers la fin du mois savaient que la limite d'âge inférieure était passée à 40 ans. Les risques liés au vaccin d'AstraZeneca causaient plus ou moins d'inquiétude. Certains participants avaient entendu dire que le risque était mince et que, d'après les données recueillies jusqu'à présent, les récipiendaires du vaccin ayant un caillot sanguin étaient rares. Plusieurs avaient également lu que la pilule contraceptive comportait un risque plus élevé à cet égard. Quelques personnes, surtout des femmes qui dépassaient de peu le seuil d'admissibilité au vaccin d'AstraZeneca, s'inquiétaient davantage. Elles n'étaient pas tranquilles à l'idée des effets secondaires qui pourraient en découler.

D'autres ont signalé que l'information au sujet du vaccin d'AstraZeneca évoluait rapidement et que la diffusion de messages contradictoires créait de la confusion chez le public. Comme l'ont noté ces participants, devant l'existence d'un risque de formation de caillots sanguins associé au vaccin, certains pays avaient décidé de suspendre sa distribution. Or, certains participants avaient entendu qu'au moment même où les responsables de la santé publique au Canada insistaient sur le fait que le vaccin était sûr, ils avaient restreint son administration aux gens d'un certain âge. Ils avaient ensuite abaissé l'âge minimal.

Les participants savaient également que le vaccin de Johnson & Johnson posait problème et qu'il n'était toujours pas distribué au Canada. Même s'ils n'étaient pas en mesure de donner beaucoup de détails, certains se rappelaient qu'il avait fallu détruire des millions de doses à cause d'un incident survenu à l'usine de fabrication.

Les participants ont cité quelques autres éléments d'information liés aux vaccins :

- La cadence satisfaisante de la campagne de vaccination et son bon déroulement, même si certains participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest se demandaient pourquoi elle avançait plus rapidement chez eux que dans certaines provinces comme l'Ontario; ils avaient entendu dire que les Ontariens n'en étaient qu'à leur première dose, alors que les résidents des territoires recevaient leur seconde. Certains participants du Québec avaient vu aux nouvelles que les gens ne se présentaient pas toujours à leur rendez-vous de vaccination, ce qui faisait que les ressources étaient sous-utilisées;
- Les réactions indésirables et les effets secondaires des vaccins, de manière générale (p. ex., le fait de se sentir incommode après la vaccination);
- La possibilité que dans certaines régions, des lots de vaccins viennent à expiration avant qu'on ait pu les utiliser;
- La nouvelle que les États-Unis aideraient le Canada à se procurer des doses supplémentaires.

Évaluation de l'acquisition et du déploiement des vaccins par le Canada

Performance du gouvernement du Canada sur le plan de l'achat et de la distribution des vaccins

En règle générale, les participants trouvaient que le gouvernement du Canada s'acquittait relativement bien de la tâche d'approvisionner le pays en vaccins et d'assurer leur distribution aux provinces et aux territoires. Certains ont fait remarquer que le gouvernement avait connu des débuts difficiles, surtout dus à l'absence de capacité de production nationale, mais qu'il y avait des signes d'amélioration, notamment grâce aux nombreuses ententes passées avec divers fournisseurs de vaccins. D'autres ont reconnu au gouvernement fédéral le mérite d'avoir mieux tiré son épingle du jeu que beaucoup de ses homologues pour ce qui est d'assurer l'approvisionnement du pays.

Plusieurs participants ont commenté la « récupération politique » qui leur semblait avoir lieu autour des vaccins, expliquant que le gouvernement fédéral et les provinces se renvoyaient la balle chaque fois que le déploiement des vaccins rencontrait un problème. Certains pensaient que le gouvernement

du Canada avait géré la situation aussi bien que possible et que certaines provinces disposaient d'un stock de vaccins non administrés.

Les participants qui jugeaient la performance du gouvernement fédéral adéquate ou même bonne ont néanmoins exprimé le désir qu'on accélère le rythme de vaccination dans l'ensemble du pays.

Lorsque cette performance était vue sous un angle plus critique, ce sont les aspects suivants de la distribution qui ont été cités :

- Le fait que l'achat et la réception des vaccins au Canada aient pris plus de temps que prévu, ce qui décevait certains participants;
- Le calendrier de livraison des vaccins, qui suscitait de la confusion et des questions. Les participants trouvaient les retards préoccupants et voulaient savoir quand les expéditions de vaccins avaient des chances d'arriver au Canada;
- L'allongement de l'intervalle entre la première et la deuxième dose, une décision avec laquelle certains étaient en désaccord, car elle allait à l'encontre des recommandations des fabricants;
- La lenteur perçue de la vaccination à l'échelle nationale, surtout pour les participants qui comparaient le déploiement des vaccins au Canada à leur distribution plus rapide aux États-Unis, et pour quelques autres qui ont fait allusion à des pays plus peuplés (comme le Pakistan) et pourtant bien en avance sur le Canada pour ce qui est de vacciner ses citoyens;
- Les craintes quant à l'utilisation de marques de vaccins différentes pour les premières et deuxièmes doses.

Performance du gouvernement du Canada sur le plan de la vaccination (résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Nous avons demandé aux participants de situer le Canada par rapport à d'autres pays pour ce qui est de vacciner sa population. De l'avis de la majorité, le Canada accusait un retard sur des pays comme les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie en ce qui concerne le taux de vaccination. Les participants l'attribuaient au lent démarrage de la campagne de vaccination, mais croyaient qu'elle prenait maintenant de la vitesse. Quelques-uns ont souligné que la dépendance envers d'autres pays pour obtenir des vaccins avait constitué un handicap au départ. Il leur semblait que dans les circonstances, la performance du Canada était aussi bonne qu'on pouvait l'espérer. La question du nationalisme vaccinal a également fait irruption dans certaines conversations, les participants s'interrogeant sur ses conséquences possibles pour des pays comme le Canada, qui avait conclu des ententes d'approvisionnement avec des fabricants de vaccins étrangers.

Les participants avaient spontanément tendance à évaluer les progrès de la vaccination au Canada à la lumière des progrès réalisés aux États-Unis et dans d'autres pays développés occidentaux. Lorsque nous leur avons explicitement demandé quels étaient les meilleurs points de comparaison, beaucoup ont dit regarder au-delà de l'Amérique du Nord, vers l'Europe, les pays du G7 ou du G20, et ailleurs. Ils ont mentionné à titre de points de référence valables pour évaluer la performance du Canada :

- Les pays ou les régions proches du Canada par la culture, les valeurs et le mode de vie (p. ex., le Royaume-Uni, l'Europe, l'Australie);
- Les pays du G7 ou du G20;
- Le classement mondial.

Certains estimaient que les comparaisons avec les États-Unis étaient moins pertinentes, puisque le Canada ne dispose pas des mêmes ressources, en particulier pour la production des vaccins, ni du même régime de soins de santé. D'autres ont noté qu'il fallait aussi tenir compte des caractéristiques géographiques et de la taille de la population. C'est ce qui explique que les comparaisons avec l'Australie leur semblaient plus logiques. Bien que le Canada ait une population plus importante, de nombreux participants pensaient que les deux pays étaient semblables sur le plan de la géographie (vastes territoires faiblement peuplés) et du système gouvernemental.

Certains participants hésitaient à s'avancer sur les meilleurs points de comparaison, et quelques autres croyaient que le Canada devrait s'auto-évaluer à l'aune de pays jugés exemplaires, par exemple Israël, où la campagne de vaccination était très avancée.

Dans le contexte de l'examen de ces points de comparaison, la plupart des participants ont trouvé décevante la performance du Canada en matière de vaccination, en particulier lorsqu'ils s'arrêtaient au classement international. Certains pensaient qu'en raison des difficultés d'approvisionnement rencontrées au début, la vaccination avait démarré plus lentement au Canada qu'ailleurs.

Tout au long du mois d'avril, alors que la vaccination progressait au pays, nous avons présenté aux participants des données sur le pourcentage de Canadiens qui avaient reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19 et sur le classement du Canada à l'échelle internationale et au sein du G20. Le tableau qui suit résume l'information fournie, en fonction de l'emplacement des groupes :

Groupes	Pourcentage de Canadiens ayant reçu au moins une dose du vaccin contre la COVID-19	Classement du Canada à l'échelle internationale	Classement du Canada au sein du G20
Régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara	25 %	17	3
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	25 %	16	3
Intérieur de la Colombie-Britannique	26 %	16	3
Québec rural	30 %	15	3
Grandes villes de l'Ontario	30 %	15	3

Grandes villes et villes de taille moyenne des Prairies	31 %	14	3
---	------	----	---

Nous avons ensuite demandé aux participants si ces chiffres les surprenaient, ou si le taux de vaccination du Canada et son classement actuel correspondaient à ce qu'ils s'étaient imaginé. Dans quatre des six groupes, une majorité de participants se sont dits agréablement surpris par ces données. L'administration rapide des premières doses et la troisième place au classement occupée par le Canada, tout juste derrière les États-Unis et le Royaume-Uni, étaient inattendues pour nombre d'entre eux, qui avaient encore à l'esprit les problèmes d'approvisionnement survenus au départ. Dans bien des cas, cette information a rehaussé leur opinion des progrès accomplis par le Canada en matière de vaccination. Plusieurs participants ont reconnu qu'ils étaient impressionnés et que ces données étaient probantes. D'après certains, elles démontraient que le Canada était en avance sur son calendrier de vaccination initial. La présentation de ces informations a eu pour effet de rassurer beaucoup de participants qui avaient l'impression que d'autres pays, surtout les pays européens, avaient été plus expéditifs dans l'achat et la distribution des vaccins. Quelques participants ont également noté qu'il y avait une tendance à critiquer le manque de progrès de la vaccination au Canada; les données de classement leur paraissaient donc utiles pour donner l'heure juste et dissiper les fausses impressions.

Dans deux des groupes (tenus dans les régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara et dans le Québec rural), les réactions ont été plus neutres ou légèrement négatives. Quelques participants ont affirmé, soit que les données correspondaient à leurs attentes, soit qu'elles avaient été manipulées pour faire meilleure impression. Sur ce dernier point, certains ont mentionné que le délai entre l'administration de la première et de la seconde dose permettait au Canada de gonfler le nombre déclaré de personnes ayant eu la première injection, une pratique qui selon eux n'avait pas cours ailleurs, aux États-Unis ou au Royaume-Uni par exemple. D'autres pensaient que les difficultés d'approvisionnement initiales du Canada avaient entraîné des retards et que l'incapacité à produire des vaccins sur place avait ralenti le déploiement. Les participants qui avaient indiqué que les progrès réalisés correspondaient grosso modo à l'idée qu'ils s'en faisaient ont affirmé que le Canada s'en tirait bien, même s'il n'occupait pas le premier rang. Le classement du pays à l'échelle internationale a peu impressionné, mais sa position au sein du G20 a par contre suscité des commentaires positifs.

Indépendamment du fait que les participants aient réagi de manière favorable, critique ou indifférente à l'information présentée, la discussion a soulevé plusieurs questions et réflexions :

- La bonne position du Canada au classement du G20 s'explique-t-elle par l'allongement de l'intervalle entre les doses? Et cette décision était-elle fondée sur des données médicales ou plutôt motivée par des raisons politiques?
- Les vaccins sont-ils distribués rapidement (cf. le Canada est-il en train de se constituer des réserves de vaccins au lieu de les acheminer aux provinces pour qu'ils soient administrés aux Canadiens?)
- Le taux de vaccination national occulte-t-il des disparités régionales?

Calendrier de vaccination (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario, résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)

Les participants savaient généralement quand ils seraient en mesure de recevoir le vaccin. Plusieurs s'apprêtaient à prendre rendez-vous, avaient déjà pris rendez-vous ou avaient reçu leur première dose. Par contre, certains participants autochtones du centre et du sud de l'Ontario ignoraient qu'ils étaient admissibles à la vaccination. D'autres remettaient la prise de rendez-vous, même s'ils comptaient bien se faire vacciner. Quelques participants du groupe de Calgary et d'Edmonton ne voulaient absolument pas recevoir d'injection vu la rapidité à laquelle les vaccins avaient été développés, les risques perçus pour leur santé et la nature changeante des informations sur l'intervalle entre les doses. Dans le groupe des personnes réticentes à la vaccination (villes de taille moyenne du Canada atlantique), certains n'étaient pas sûrs du moment où ils seraient admissibles ou ne prévoyaient pas se faire vacciner avant un certain temps, car ils étaient en bonne santé et n'estimaient pas faire partie des groupes prioritaires.

La question de savoir à quel moment on finirait de vacciner tous les Canadiens souhaitant être immunisés contre la COVID-19 a donné lieu à des estimations variées. Dans l'ensemble des groupes, la fin de l'été (août ou septembre) ou l'automne de 2021 a recueilli un certain consensus. Quelques participants plus optimistes ont cité juin ou juillet comme date d'achèvement de la campagne. D'autres, plus prudents dans leurs estimations, pensaient que la vaccination continuerait sans doute jusqu'en décembre ou jusqu'au début de 2022, surtout si des ruptures d'approvisionnement venaient perturber le calendrier de livraison.

Report de la seconde dose des vaccins à deux doses (résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario, résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)

Les participants de trois groupes devaient dire ce qu'ils pensaient de la décision de reporter la seconde dose du vaccin. À ceux du Québec, nous avons rappelé que leur gouvernement provincial, comme celui d'autres provinces, allongeait de quatre mois l'intervalle avant l'administration de la deuxième dose. De même, nous avons indiqué aux participants de l'Ontario et du Canada atlantique que leur province s'apprêtait à appliquer la recommandation du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) faisant passer à quatre mois l'intervalle entre la première et la seconde dose des vaccins contre la COVID-19 à deux doses. Les opinions étaient partagées. Au Québec, les participants étaient généralement en faveur du report, jugeant souhaitable de mettre une plus grande partie de la population à l'abri du virus, alors que ceux d'autres groupes étaient moins convaincus que ce soit la bonne stratégie.

Les participants autochtones se demandaient pourquoi l'intervalle entre les deux doses avait été si radicalement modifié par rapport au délai beaucoup plus court recommandé par les fabricants. Ils espéraient que la hausse de l'approvisionnement en vaccins et l'accélération de la campagne de vaccination permettraient, à terme, de réduire la fenêtre entre les deux injections. Il reste que certains

remettaient en question le bien-fondé de cette décision et craignaient qu'elle soit signe d'un manque de planification dans tous les ordres de gouvernement. Par ailleurs, ceux qui étaient sur le point de recevoir leur deuxième dose avaient quelques appréhensions, car ils ne savaient pas si un intervalle plus court ou plus long serait préférable.

Au sein du groupe de résidents qui hésitaient à demander le vaccin contre la COVID-19, beaucoup s'interrogeaient sur les raisons qui avaient poussé les autorités à reporter la deuxième dose. Il leur semblait que cela soulevait plusieurs éléments de préoccupation, notamment le degré d'immunité dont bénéficieraient les personnes ayant reçu une seule dose et la question de savoir si le vaccin serait aussi efficace après un intervalle de quatre mois. Certains trouvaient que les explications des autorités laissaient à désirer et que le report risquait de mettre des gens en danger.

Invités à dire s'il leur paraissait plus judicieux de retarder l'administration de la deuxième dose afin que plus de personnes puissent recevoir la première dose rapidement, ou de s'en tenir au calendrier initial afin que la vaccination soit aussi efficace que possible, les participants n'étaient pas tous d'accord, mais penchaient pour le cycle de vaccination complet (cf. les deux doses). Ils ont invoqué plusieurs arguments pour justifier le maintien du calendrier initial :

- Ils croyaient qu'en cas de baisse d'efficacité entre l'administration des deux doses, un troisième cycle de vaccination serait peut-être nécessaire pour stimuler l'immunité. À leurs yeux, ce scénario constituerait un revers pour la vaccination et entraînerait des dépenses supplémentaires;
- Certains pensaient que le retour au travail et la reprise de l'économie exigeaient que les gens soient pleinement vaccinés;
- Enfin, plusieurs participants souhaitaient que les segments de population plus à risque reçoivent les deux doses. Ils trouvaient important de protéger cette petite proportion de citoyens vulnérables, sachant que les personnes en bonne santé pourraient certainement prendre soin d'elles pendant la pandémie et attendre avant de se faire vacciner.

Les participants qui privilégiaient le report de la deuxième dose trouvaient simplement plus logique d'administrer les premières doses au plus grand nombre de personnes possible, en particulier dans le contexte d'un approvisionnement limité en vaccins.

Expérience de la vaccination et comportements des personnes vaccinées (résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Les participants de deux groupes avaient été recrutés parce qu'ils avaient reçu une dose du vaccin, ou dans de rares cas deux doses. Une partie de la discussion a porté sur leur expérience personnelle de la vaccination et sur leur opinion de son déroulement en général.

Une grande majorité de participants ont fait état d'une expérience positive à toutes les étapes, de la prise de rendez-vous jusqu'à l'inoculation. Le processus leur avait paru rapide et efficace.

Les participants ont dit se sentir en sécurité, mieux protégés et soulagés maintenant qu'ils étaient vaccinés. Cela dit, la plupart continuaient de prendre les précautions d'usage et de se conformer aux

mesures de santé publique. Leur routine quotidienne n'avait pas changé sur ce plan, et ils restaient attentifs à leurs gestes et à leurs interactions. C'était particulièrement le cas de ceux qui avaient des problèmes de santé, ou dont des membres de la famille étaient immunodéprimés ou non vaccinés. Si quelques participants se sentaient suffisamment en sécurité pour se dispenser de porter le masque à l'extérieur, d'autres mettaient toujours un couvre-visage lorsqu'ils prenaient les transports en commun ou rendaient visite à quelqu'un. Ils veillaient également à respecter la distance physique prescrite de deux mètres. La plupart faisaient le choix de ne pas se réunir avec d'autres dans des lieux clos, conscients que la transmission pouvait toujours se produire et que l'évolution des variants restait inconnue. Certains participants de petites villes (dans le Nord) se sentaient tout de même plus libres de délaissier le masque, car ils connaissaient la plupart de leurs voisins et des autres résidents de la région et savaient que ces personnes appliquaient les mesures sanitaires, par exemple la quarantaine au retour d'un voyage, etc.

Lorsque nous leur avons demandé si leurs comportements changeraient après la deuxième dose, certains envisageaient la perspective d'avoir des activités sociales de groupe et de voyager à l'étranger. Plusieurs ont répondu qu'ils resteraient prudents puisqu'il y aurait encore des personnes non vaccinées. Ils se sentaient une responsabilité vis-à-vis des autres et ne voulaient pas causer plus de transmission communautaire. Quelques-uns ont également indiqué qu'ils souhaiteraient avoir plus de données en main avant de changer leurs habitudes, et surtout mieux comprendre la trajectoire du virus. De l'avis de la plupart, il était important de continuer à observer avec diligence les mesures de santé publique.

Réticence à la vaccination (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)

L'un des groupes de discussion du mois d'avril se composait de participants qui avaient exprimé, au moment du recrutement, une certaine réticence à se faire vacciner contre la COVID-19. Nous leur avons posé une série de questions pour mieux comprendre leur point de vue ainsi que les obstacles et les incitatifs à la vaccination. Les participants n'étaient pas totalement opposés à la vaccination. Beaucoup hésitaient; ils préféraient attendre ou réfléchissaient toujours à leur décision, pesant le pour et le contre. Dans le contexte de la discussion, ils ont cité plusieurs facteurs qui influenceraient leur décision de se faire vacciner ou non :

- L'efficacité des différents vaccins – Certains participants essayaient de déterminer lequel des vaccins était le plus efficace contre le virus et avaient entendu des opinions et des éléments de preuve variés à ce sujet. Ils souhaitaient fonder leur choix ou leur décision sur des informations plus claires qui, selon eux, faisaient défaut pour l'instant;
- Les effets secondaires du vaccin et ses conséquences à long terme – Avant de se décider, plusieurs participants voulaient avoir une meilleure idée des effets ressentis par les personnes vaccinées;
- Les inquiétudes au sujet du vaccin d'AstraZeneca – Dans la lignée du point précédent, certains mettaient dans la balance le risque de contracter la COVID-19 et le risque de subir les effets secondaires dont ils avaient entendu parler en lien avec le vaccin d'AstraZeneca. Ils voulaient s'assurer d'avoir accès à l'une des autres marques disponibles avant de prendre rendez-vous;

- Le bilan des cas et des hospitalisations dans leur région – Les participants qui habitaient dans des régions affichant de faibles taux de transmission et d’hospitalisation étaient moins pressés de se faire vacciner, surtout lorsque leur âge ou leur état de santé les portaient à croire qu’ils étaient peu susceptibles de contracter la COVID-19;
- La prévalence des variants – La montée des nouveaux variants et la gravité perçue du virus pour un plus large éventail de groupes démographiques inquiétaient plusieurs participants, qui ont mentionné que même les personnes jeunes et en bonne santé couraient des risques.

Nous avons présenté aux participants une courte vidéo traitant des vaccins approuvés au Canada, puis avons recueilli leurs commentaires.

<https://vimeo.com/530867183/ad0be6828f>

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu’auprès d’un groupe de langue anglaise; aucune version française n’a donc été produite. Au début de la publicité, neuf photos carrées de gens qui sourient se détachent sur un fond bleu-gris : une femme avec une tasse à la main, un jeune homme en fauteuil roulant, un homme qui sourit, un autre homme en fauteuil roulant, un homme à l’extérieur, une femme qui sourit, trois personnes autour d’une table, et une femme à l’extérieur. Du côté droit de l’écran, on voit aussi le contour d’une feuille d’érable tracé en blanc. Lorsque la vidéo commence, toutes les photos se replient les unes sur les autres et finissent par disparaître. Le contour de la feuille d’érable s’agrandit alors jusqu’à occuper la moitié droite de l’écran. À gauche, on peut lire le titre « Vaccine Safety » en caractères gras blancs, et le sous-titre « COVID-19 Vaccines Explained », en caractères blancs ordinaires. L’écran suivant présente la même feuille d’érable et cette question en caractères gras blancs : « The COVID-19 vaccines were authorized quickly. How do we know they are safe? » La vidéo met alors en scène M^{me} Supriya Sharma, conseillère médicale principale à Santé Canada (son nom et son titre sont indiqués en caractères blancs, en bas à gauche), qui explique ce qui suit : « COVID-19 vaccines went through exactly the same type of review that any vaccine would. In Health Canada, we have dedicated special teams that are only reviewing these vaccines and they look at the same amount of data as they would for any vaccine that would be authorized in Canada, they just do that faster. So the teams are only working on one COVID-19 vaccine at a time, they are working 24/7 and they are making sure that all of the data shows us that these vaccines are safe and effective and that ultimately the benefits outweigh the potential risks. » La scène suivante présente de nouveau le fond bleu-gris avec le tracé de la feuille d’érable à droite. On peut lire, à gauche, cette question en caractères gras blancs : « How are the COVID-19 vaccines being monitored for safety? ». M^{me} Supriya Sharma revient en scène et répond : « What we know about these vaccines so far is the result of a lot of study. Study in the labs, in the animal studies as well as clinical trials that involve thousands and thousands of people. And what we know is that it is unlikely that there will be other side effects that will show up in the long term. But we want to make sure that that is the case and that is why we have requirements on the manufacturers to continue to monitor these vaccines for two years. We get information from the millions of doses that are being administered internationally, and of course, are following very closely the vaccines that are being delivered in Canada and so if any issue comes up at all in terms of the safety we will look at that as quickly as possible and do whatever we need to make sure that these vaccines make sure to be as safe and as effective as possible. » La scène suivante montre de nouveau le fond bleu-gris avec le tracé de la feuille d’érable à droite. On peut lire, à gauche, cette question en caractères gras blancs : « Will you get the COVID-19 vaccine? » La vidéo redonne la parole à M^{me} Supriya Sharma, qui dit : « So, when it is my turn to get the vaccine, I absolutely will roll up my sleeve and not hesitate to take any of the vaccines that have been authorized by Health Canada. And the reason being, well, one, I want to protect myself against COVID-19 and getting very sick from that which is a possibility, but more than that, I want to protect others and we know that the more people we get vaccinated as soon as possible, the more we are all protected against COVID-19. » La scène suivante revient au fond bleu-gris, où l’on peut lire en caractères gras blancs au haut de l’écran : « Got questions? ». En dessous, trois bulles de texte indiquent, en caractères bleu-gris sur un fond blanc : « Are the vaccines safe? », « Are side effects common? », « What are the vaccine ingredients? ». Sur l’écran suivant, on peut lire, en caractères gras blancs, « Good. We’ve Got Answers », suivi de « Canada.ca/covid-vaccine » en caractères blancs ordinaires. À la fin de la publicité, on voit un écran noir au milieu duquel figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. On entend ensuite la signature sonore du gouvernement du Canada.

Certains participants ont réagi avec scepticisme à la déclaration selon laquelle les vaccins contre la COVID-19 avaient fait l’objet de tests aussi rigoureux que d’autres vaccins approuvés par Santé Canada

ou que leur approbation avait suivi les mêmes critères. Plusieurs trouvaient qu'à première vue il était contradictoire d'affirmer que les vaccins contre la COVID-19 avaient été soumis au même processus réglementaire que d'autres vaccins, mais « plus rapidement ». Ils se demandaient si ce processus accéléré n'avait pas fait manquer aux équipes chargées de l'étude des vaccins quelque chose de vital concernant leur efficacité, leurs effets secondaires ou leurs conséquences à long terme.

Le fait que Santé Canada oblige les fabricants à surveiller les effets de leurs vaccins pour une période de deux ans et à déclarer les incidents indésirables et les effets secondaires a également fait réagir. Les participants ont fait remarquer qu'on ne disposait pas encore de deux ans de données, et certains craignaient qu'il faille attendre cinq à dix ans pour mieux comprendre les répercussions des vaccins contre la COVID-19.

En définitive, la vidéo n'a pas réellement rassuré les participants. Si elle a éliminé quelques éléments d'inquiétude chez certains, d'autres considéraient que l'information communiquée n'apportait rien de nouveau à la discussion, mais répétaient ce qu'ils savaient déjà.

Quelques personnes ont reconnu que la vidéo avait répondu à certaines de leurs interrogations sur les vaccins autorisés au Canada, notamment en leur indiquant où trouver les réponses qu'elles cherchaient. Interrogés sur les questions qui subsistaient dans leur esprit, les participants ont cité ce qui suit :

- Existe-t-il d'autres études portant tout spécialement sur les vaccins à ARN messenger, et que montrent-elles? Les études sur les vaccins à ARN messenger contre la COVID-19 sont-elles menées de façon semblable aux études précédentes?
- Quelle est la liste des effets secondaires possibles des vaccins? Les participants ont fait remarquer que la porte-parole de la vidéo qualifie les effets secondaires de « peu probables », mais qu'ils aimeraient les connaître. Certains voulaient obtenir ces précisions avant de prendre rendez-vous et non au moment d'être vaccinés.
- Quels sont les effets du vaccin à court et à long terme? Même s'il était trop tôt pour répondre à la deuxième partie de la question, les participants ont signalé que ce point pèserait lourd dans leur décision.
- Sera-t-il nécessaire de recevoir des injections de rappel à intervalles réguliers?

Perspectives sur l'après-vaccination

Les participants ont eu une discussion sur l'impact de la vaccination et sur l'utilité de maintenir les mesures de santé publique une fois que tous les Canadiens qui le souhaitent auront été vaccinés. Bien qu'impatients de retrouver un semblant de normalité et, surtout, de relancer l'économie, la plupart croyaient que bon nombre des restrictions devraient se poursuivre encore un certain temps. Ils pressentaient qu'une « nouvelle normalité » s'installerait, au sein de laquelle les rassemblements seraient autorisés et les élèves pourraient retourner en classe, mais que certaines consignes, comme le port du masque et l'éloignement physique, resteraient de mise. Quelques-uns ont cité l'exemple d'autres pays, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, dont l'expérience de réouverture et d'allègement des restrictions leur donnait l'espoir que le Canada pourrait bientôt leur emboîter le pas.

Plusieurs participants ont fait référence aux phénomènes observés lors de pandémies précédentes, par exemple la grippe espagnole, faisant valoir que la transmission virale avait toujours cours et qu'une levée trop précoce des restrictions risquait de provoquer une résurgence du virus. Ils présumaient ce qui suit :

- La propagation des variants entraînerait de nouvelles vagues de la pandémie, et les vaccins perdraient peu à peu de leur efficacité face à ces mutations;
- Un changement de mentalité aurait lieu, de sorte que beaucoup de gens conserveraient l'habitude de porter le masque dans les lieux publics, par crainte de la transmission virale et pour se protéger en général;
- Les pays pauvres ou moins développés qui ne vaccinent pas au même rythme enregistreraient de plus forts taux de transmission des variants, lesquels se propageraient partout dans le monde. Certains participants s'inquiétaient à l'idée que le développement des vaccins soit en retard sur les variants;
- Les restrictions demeureraient nécessaires à moins que la couverture vaccinale soit suffisante (c.-à-d. qu'on atteigne l'immunité collective) pour protéger les personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas être vaccinées, notamment les enfants. De l'avis de certains, le virus aurait des chances de se propager tant que les enfants ne seraient pas vaccinés. Quelques autres pensaient qu'une réouverture trop rapide entraînerait une quatrième vague de COVID-19.

Certains participants estimaient néanmoins que l'on pourrait lever une partie des mesures, quitte à les rétablir ponctuellement dans les points chauds, en présence de cas ou de variants. Plusieurs ont ajouté qu'il serait difficile de faire pleinement respecter l'arsenal des mesures sanitaires pendant une longue période et que s'y essayer risquait d'éroder la confiance de la population envers les vaccins ainsi qu'envers la stratégie des responsables de la santé publique.

Les participants étaient généralement d'accord pour dire qu'à terme, la COVID-19 serait comparable à la grippe et nécessiterait un vaccin annuel. Ils avaient l'impression que ce serait la seule façon d'éviter de futurs confinements. La perspective d'un avenir sans COVID-19 leur paraissait improbable, surtout compte tenu de la prévalence de nouveaux variants préoccupants.

Nous avons demandé aux participants de Sudbury et de Thunder Bay s'ils croyaient que la reprise économique se ferait rapidement ou s'il faudrait du temps pour retrouver les emplois perdus. Dans l'ensemble, même si tout le monde trouvait urgent de ramener les gens au travail et d'amorcer la relance, la plupart étaient d'avis que certains secteurs rebondiraient plus rapidement que d'autres.

Restrictions de voyage (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants de plusieurs groupes ont été invités à dire ce qu'ils savaient des restrictions de voyage en vigueur au Canada, puis en ont discuté plus amplement. Les participants connaissaient certains aspects des restrictions de voyage en place au moment de la tenue de leurs groupes, notamment la suspension des vols en provenance de l'Inde et du Pakistan, la quarantaine obligatoire dans un établissement d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement à l'arrivée au Canada et l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 avant l'arrivée. Quelques participants pensaient que le gouvernement du Canada avait également interdit les vols en provenance du Brésil, mais il n'y avait aucun vol direct entre le Brésil et le Canada à ce moment-là.

Durant les discussions, des participants se sont dits spontanément contre l'obligation pour les voyageurs de payer les frais de leur quarantaine à l'hôtel. Aux yeux de certains, la quarantaine obligatoire portait atteinte aux libertés individuelles et favorisait les personnes mieux nanties qui pouvaient assumer les coûts du séjour à l'hôtel. Ils jugeaient également préoccupant le fait que les restrictions s'appliquent aux personnes qui voyagent par avion, mais pas à celles qui franchissent la frontière en voiture.

Nous avons informé tous les participants des mesures relatives aux voyages internationaux mises en place par le gouvernement du Canada afin d'arrêter la propagation de la COVID-19 en provenance d'autres pays, dont les suivantes :

- l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 dans les 72 heures avant le vol, en plus d'un test à l'arrivée pour les personnes qui entrent par voie aérienne ou terrestre;
- un séjour supplémentaire obligatoire de trois nuits à leurs propres frais dans un lieu d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement, en attendant les résultats de leur test à l'arrivée pour celles qui entrent par voie aérienne;
- une suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde et du Pakistan.

Invités à dire ce qu'ils pensaient de ces mesures, les participants les appuyaient en général, même si plusieurs voulaient avoir la certitude que les exigences seraient strictement appliquées, en particulier la quarantaine obligatoire dans un hôtel autorisé par le gouvernement. D'autres ont mentionné de nouveau que les mêmes mesures devraient s'appliquer aux voyageurs qui traversent les frontières terrestres.

Un petit nombre de participants se demandaient par ailleurs pourquoi les gens pouvaient voyager alors que des décrets ordonnant de rester à domicile étaient en vigueur dans la plupart des provinces. D'après ces participants, il fallait suspendre tous les voyages aériens. Certains participants ont ensuite débattu de la question visant à savoir si l'obligation pour les voyageurs de faire un séjour de trois nuits

à leurs propres frais dans un établissement d'hébergement autorisé par le gouvernement portait atteinte à leurs droits. De rares participants pensaient que les voyageurs devraient pouvoir se mettre en quarantaine à la maison, mais, de l'avis de plusieurs, cette restriction était juste, la décision de voyager pour des raisons non essentielles étant un choix personnel. Ils ont cependant ajouté que les frais de séjour à l'hôtel devraient être abordables pour les gens ordinaires. Somme toute, la majorité pensait que les restrictions de voyage étaient nécessaires pour limiter la propagation des variants et que les droits et impératifs de la société primaient les droits des individus dans ce genre de situation.

Beaucoup étaient particulièrement favorables à la suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde et du Pakistan. Ils reconnaissaient que l'augmentation des cas de COVID-19 dans ces deux pays était préoccupante et justifiait cette mesure. De plus, ils ont souligné que voyager pour des raisons personnelles n'était tout simplement pas recommandé en ce moment.

Lorsque nous leur avons demandé si les restrictions de voyage devraient être renforcées et rendues plus strictes, la majorité convenait que d'autres mesures étaient nécessaires. Par exemple, les participants étaient favorables en général à l'imposition d'une amende aux personnes qui ne respectaient pas la quarantaine obligatoire de trois nuits et à l'application des mêmes restrictions aux voyageurs qui franchissent la frontière par voie terrestre. Toutefois, plusieurs participants ont proposé des exceptions pour les personnes appelées à voyager pour assister à des funérailles, notamment celles d'un proche parent. Selon d'autres, il serait possible d'assouplir les restrictions si davantage de tests étaient effectués. Enfin, aux yeux d'une poignée de participants, l'enjeu principal était la transmission communautaire et ils voyaient la contamination par les voyageurs étrangers qui arrivent au Canada comme un problème de moindre importance.

Évaluation de publicités – Essai pilote (résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Tout au long de la pandémie, le gouvernement fédéral a mené différentes campagnes publicitaires pour informer les Canadiens sur la COVID-19 et les mesures de santé publique et les encourager à continuer de suivre ces mesures. Nous avons montré à un groupe de discussion composé de participants de Calgary et d'Edmonton deux vidéos de 15 secondes élaborées par le gouvernement du Canada pour une éventuelle campagne publicitaire sur la COVID-19. Même si la publicité n'était pas dans sa forme définitive, l'évaluation visait à la soumettre à un essai pilote avant sa diffusion sur les plateformes de médias sociaux.

Nous avons présenté successivement aux participants deux versions de la publicité vidéo (ci-dessous), dont le scénario et le contenu étaient les mêmes. Les deux versions étaient identiques; seul leur rapport de cadre était différent, c'est-à-dire le rapport hauteur/largeur de l'image, qui peut varier selon la plateforme ou le média sur lequel la publicité est diffusée (Snapchat, TikTok, YouTube, etc.).

Version 1



PHAC_Youth_Social_V
2_REV.mp4

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu'auprès d'un groupe de langue anglaise; aucune version française n'a donc été produite. Au début de la publicité, on voit un groupe d'amis assis autour d'une table, en train de manger et de jouer à des jeux. Le champ de la caméra s'élargit et on aperçoit un homme portant un tablier qui tient des outils, une dame âgée avec son déambulateur, une jeune femme qui livre de la nourriture et une femme qui sert du café. La publicité se termine sur un gros plan de la dame âgée avec un déambulateur et on peut lire le texte « Let's keep following public health measures » sous lequel se trouvent des cliparts illustrant une main surplombée d'une goutte d'eau, deux silhouettes maintenant une distanciation physique, un masque et l'icône de l'application Alerte COVID. Pendant qu'on entend la musique, une narratrice dit « You could spread COVID-19 further than you think. As vaccines rollout, keep following public health measures to help keep others safe. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

Version 2



PHAC_Youth_V3_REV.
mp4

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu'auprès d'un groupe de langue anglaise; aucune version française n'a donc été produite. Au début de la publicité, on voit un groupe d'amis assis autour d'une table, en train de manger et de jouer à des jeux. Le champ de la caméra s'élargit et on aperçoit un homme portant un tablier qui tient des outils, une dame âgée avec son déambulateur, une jeune femme qui livre de la nourriture, une femme qui sert du café et un facteur. La publicité se termine sur ce plan d'ensemble de tous les personnages présents dans la pièce et on peut lire le texte « Let's keep following public health measures » sous lequel se trouvent des cliparts illustrant une main surplombée d'une goutte d'eau, deux silhouettes maintenant une distanciation physique, un masque et l'icône de l'application Alerte COVID. Pendant qu'on entend la musique, une narratrice dit « You could spread COVID-19 further than you think. As vaccines rollout, keep following public health measures to help keep others safe. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

Nous avons laissé aux participants le temps de regarder successivement chaque version de la publicité, puis nous leur avons posé une série de questions pour recueillir leurs impressions générales, obtenir leurs commentaires sur ce qu'ils renaient comme message principal et savoir dans quelle mesure la publicité les incitait à repenser leurs comportements.

Impressions générales

Dans l'ensemble, les premières impressions des participants sur la publicité n'étaient pas très favorables. La plupart trouvaient que le message était banal ou éculé et qu'il avait déjà été véhiculé amplement dans différentes publicités antérieures sur la COVID-19. Selon les participants, la publicité ne communiquait aucune information importante ou nouvelle, de sorte que la campagne publicitaire risquait peu de capter l'attention des publics cibles. Ils étaient nombreux à croire que la campagne serait inefficace et aurait particulièrement peu d'influence. Même si cette opinion était peu répandue dans le groupe, certains participants craignaient que le ton sombre de la publicité n'ait des effets psychologiques négatifs sur l'auditoire. De l'avis général, la publicité gagnerait en efficacité si son ton était plus positif.

Lorsque nous les avons interrogés à propos du message principal, les participants comprenaient que les rassemblements de personnes à l'intérieur sans respect des mesures de santé publique pouvaient avoir des conséquences négatives pour les membres de la communauté qui ne faisaient pas partie du cercle social de ces personnes. Même s'ils étaient nombreux à saisir le principal élément à retenir de la publicité, ils ont souligné de nouveau la surutilisation et l'aspect négatif de ce message en particulier, qui était par conséquent devenu inefficace pour inciter les Canadiens à modifier leurs comportements. Les participants croyaient qu'une publicité véhiculant un message actualisé, positif et encourageant inciterait davantage les Canadiens à continuer de respecter les mesures de sécurité et de santé publique.

Budget de 2021 (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d'Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, Autochtones du centre et du sud de l'Ontario, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Au cours du mois d'avril, les participants ont discuté du budget fédéral, qui a été publié le 19 avril 2021. Dans les groupes de discussion tenus avant cette date, les participants ont précisé leurs attentes relatives aux priorités du prochain budget et plus particulièrement, les éléments qu'ils s'attendaient à retrouver dans un budget axé sur la croissance économique. Tous s'entendaient pour dire que le budget porterait, à juste titre, sur l'emploi et la relance économique. Il fallait accorder plus d'importance aux dépenses dans les programmes sociaux selon certains, qui recommandaient des investissements accrus dans le système de santé. Le concept de « croissance économique » revêtait une connotation surtout positive, en particulier lorsqu'il était associé à l'accroissement de la

compétitivité des entreprises canadiennes et à la possibilité pour les Canadiens d’avoir de bons emplois et de bien gagner leur vie. Plusieurs participants le trouvaient cependant un peu limitatif, estimant que la croissance économique profite habituellement aux gens d’affaires plutôt qu’aux Canadiens de la classe moyenne.

Nous avons demandé aux participants des groupes tenus dans la foulée de la publication du *Budget 2021 : Une relance axée sur les emplois, la croissance et la résilience* ce qu’ils avaient entendu au sujet du budget et quelles étaient leurs impressions générales. Ces derniers ont ensuite discuté plus en détail des initiatives contenues dans le budget fédéral. Beaucoup étaient au courant de l’annonce du budget, des thèmes généraux du budget et de certaines initiatives en particulier. Dans l’ensemble, les participants ont évalué positivement le budget, saluant le caractère essentiel et l’à-propos de plusieurs mesures. Ce sont la stratégie nationale de garde d’enfants et l’augmentation des paiements de la Sécurité de la vieillesse qui ont suscité le plus de réactions favorables de la part des participants. Il s’agissait selon eux de deux initiatives importantes et louables. Les opinions négatives sur le budget s’articulaient autour des dépenses associées aux diverses initiatives et de leur impact sur le plan financier.

Les avis des participants sur ces thèmes sont présentés en détail ci-dessous.

Attentes relatives au budget fédéral (leaders d’opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents de Calgary et d’Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, Autochtones du centre et du sud de l’Ontario)

Dans les quatre groupes ci-dessus tenus avant l’annonce du budget le 19 avril 2021, nous avons demandé aux participants quelle serait selon eux l’orientation du prochain budget fédéral. La relance économique a été citée le plus souvent comme réponse. Les participants convenaient que le budget devrait être axé avant tout sur la reconstruction de l’économie canadienne. Beaucoup associaient la reprise économique au thème de la création d’emplois. Certains participants s’attendaient à ce qu’un plus grand nombre de possibilités d’emploi ait des effets positifs sur le bien-être des Canadiens, car, selon eux, la santé physique et mentale dépendait en partie de la situation économique et de l’emploi.

Le prochain budget fédéral contiendrait des dépenses de relance selon quelques-uns, tandis que d’autres prévoient une relance économique stimulée par des incitatifs sous forme de crédits d’impôt ou de rabais. De rares participants s’inquiétaient de l’impact qu’auraient les modifications apportées aux programmes, notamment en matière d’assurance-emploi, sur les efforts pour remédier aux pénuries de main-d’œuvre. Il fallait selon eux envisager l’abandon progressif des programmes qui visaient au départ à offrir un soutien financier temporaire aux personnes ayant perdu leur emploi à cause de la pandémie.

Plusieurs pensaient que le budget devrait contenir des mesures pour soutenir les petites entreprises, car elles avaient été touchées de manière disproportionnée par la pandémie de COVID-19 et avaient besoin d’aide. De l’avis des participants, l’aide financière devrait être offerte aux petites entreprises

locales plutôt qu'aux grandes sociétés, auxquelles le gouvernement accordait souvent des prêts et des subventions.

Du côté sectoriel, certains anticipaient un budget axé sur la croissance économique contenant des mesures pour aider le secteur de l'énergie. D'autres espéraient qu'il favorise une croissance accélérée des technologies vertes et de l'industrie propre.

Même si ce thème a été cité moins souvent que l'économie, beaucoup croyaient que le prochain budget ferait une grande place aux soins de santé. Ils étaient plusieurs à penser qu'en temps de pandémie, la priorité ultime du budget devrait être d'enrayer le plus rapidement possible la crise sanitaire. D'autres estimaient qu'il fallait injecter des sommes additionnelles dans les soins de santé, non seulement pour aider à les gérer pendant la pandémie, mais aussi par la suite. En plus de revendiquer un meilleur accès aux soins, certains souhaitaient voir dans le budget des mesures visant à élargir et à améliorer la gamme de services de soins de santé offerts aux Canadiens. Ils voulaient par exemple un accès accru à des services de santé mentale et à des congés de maladie payés. Même si peu partageaient cet avis, certains s'attendaient à ce que le budget mette l'accent sur le développement de l'industrie pharmaceutique canadienne, notamment sur la capacité du Canada à fabriquer des vaccins au pays.

Outre les soins de santé et la relance économique, les participants ont mentionné toutes sortes de thèmes budgétaires. Les voici :

- Les changements climatiques;
- La réduction du coût du logement dans les grandes villes canadiennes;
- L'éducation;
- Les questions autochtones;
- Les infrastructures.

Des préoccupations ont été soulevées en parallèle à propos du déficit budgétaire. Les participants avaient l'impression qu'il fallait se soucier davantage de la dette et de la réduction du déficit, y compris de l'atteinte de l'équilibre budgétaire. Ceux pour qui le déficit était un enjeu pensaient néanmoins que la priorité à court terme devrait être de faire face aux répercussions économiques de la pandémie de COVID-19.

Certains se préoccupaient de l'intervalle entre chaque budget, y voyant un manque de transparence de la part du gouvernement du Canada.

Priorités du budget

Dans le but de mieux comprendre les attentes des participants quant aux priorités du prochain budget fédéral, nous leur avons montré une liste de trois thèmes sur lesquels le budget pourrait porter et demandé de choisir celui qu'ils préféraient. Voici les choix de thèmes :

- *La gestion de la crise de COVID-19;*
- *L'élaboration d'un plan de relance économique;*

- *L'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19.*

Les participants ont exprimé une certaine préférence pour le deuxième choix, *l'élaboration d'un plan de relance économique*, estimant que la pandémie de COVID-19 était maîtrisée et que le gouvernement du Canada pouvait donc commencer à se concentrer sur la vigueur de l'économie. Selon eux, dans le cadre de la réponse du gouvernement fédéral à la pandémie, la prochaine étape logique consisterait à remédier à la crise économique actuelle. Ceux qui ont choisi ce thème pensaient que *l'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19* ne serait possible qu'une fois que la sécurité économique des Canadiens serait assurée. Parmi ceux qui préféraient le deuxième des trois choix, certains jugeaient qu'à long terme, ce sont les répercussions économiques de la pandémie, et surtout la fermeture de nombreuses petites entreprises, qui avaient nui le plus à l'économie canadienne. Par conséquent, le secteur des petites entreprises avait le plus besoin d'une intervention du gouvernement selon eux. Les participants qui ont formulé ces préoccupations trouvaient que la phrase « *l'élaboration d'un plan de relance économique* » décrivait le mieux ce qu'ils souhaitaient retrouver dans le budget.

Pour ceux qui préféraient *la gestion de la crise de COVID-19*, corriger les effets de la pandémie devrait être la priorité du gouvernement fédéral. Ceux qui ont fait ce choix s'inquiétaient du fait que la situation sanitaire n'avait pas encore été suffisamment maîtrisée. De l'avis de plusieurs, la crise de la COVID-19 demeurait l'enjeu le plus urgent à régler pour le pays et devait donc être en tête des priorités actuelles. Pour justifier leur choix, les participants ont cité la nécessité d'accélérer la vaccination. Plusieurs pensaient que planifier l'avenir serait un bon objectif secondaire pour le budget. Certains qui ont privilégié ce choix ont dit par ailleurs avoir sérieusement envisagé les deux autres thèmes proposés, car ils reconnaissaient l'importance d'avoir un plan de relance et une vision à long terme. Par défaut, ils ont préféré le thème axé sur la gestion de la COVID-19, ayant l'impression que la crise actuelle sévissait toujours au Canada.

Parmi les participants qui ont opté pour *l'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19*, certains ont été séduits par l'aspect général et englobant de cet énoncé, tandis qu'un grand nombre l'interprétaient comme un plan de relance économique ou encore comme la création d'une société canadienne plus équitable. Quelques-uns espéraient qu'une plus grande importance soit accordée à la protection de l'environnement et au bien-être des générations futures et ce choix répondait à leurs préoccupations. Enfin, plusieurs de ceux qui préféraient cet énoncé le considéraient comme plein d'espoir et optimiste.

Perspectives à propos de la croissance économique

Au cours de la discussion portant sur le budget axé sur la croissance, nous avons questionné les participants sur la signification du terme *croissance économique*. Pour beaucoup, il revêtait une connotation positive et leur faisait penser à une économie florissante, à la prospérité et à la sécurité d'emploi. Certains l'associaient à une hausse du PIB national et à l'appréciation du dollar canadien par rapport aux autres devises.

Même s'il ne s'agissait pas d'une opinion courante, selon certains, le terme avait des connotations négatives. Ceux qui n'aimaient pas le terme trouvaient qu'il sous-entendait une aide aux grandes entreprises, plutôt qu'un soutien à l'économie locale et aux particuliers du pays. D'autres faisaient un

parallèle entre ce terme et les inégalités croissantes en milieu de travail, notamment la montée des actionnaires aux dépens de la classe ouvrière.

En plus d'avoir une discussion générale sur ce qu'ils s'attendaient à retrouver dans le budget, les participants ont été invités à donner leurs points de vue sur un budget axé sur la création d'emplois et la croissance économique comparativement à un budget qui vise à aider les gens à traverser la pandémie. Toutes sortes d'opinions ont été formulées. La plupart préféraient un budget axé sur l'économie, le considérant comme le meilleur moyen pour le gouvernement du Canada d'aider les Canadiens. Ceux qui pensaient autrement, malgré l'importance qu'ils accordaient à la croissance économique, estimaient que les besoins des Canadiens qui faisaient toujours face aux effets de la pandémie étaient plus pressants que l'économie canadienne au sens large.

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils s'attendaient à retrouver dans un budget portant sur la croissance économique et l'emploi. Beaucoup jugeaient qu'un budget qui met l'accent sur ces domaines contiendrait d'importantes mesures de relance économique sous forme de subventions, de prêts et d'allègements fiscaux. Plusieurs espéraient que la relance économique après la pandémie serait l'occasion de favoriser une transition vers l'industrie verte. Pour d'autres, promouvoir l'industrie en place, notamment l'exploitation des ressources naturelles et énergétiques serait un moyen efficace d'aider les Canadiens à retourner au travail. Certains croyaient par ailleurs que pour relancer l'économie, il fallait régler le problème d'abordabilité et de disponibilité des logements, en finançant un meilleur accès aux logements pour les familles. Plusieurs participants s'attendaient à ce qu'un budget orienté sur la croissance économique fasse une grande place aux projets d'infrastructure. Ceux qui étaient de cet avis s'exprimaient en termes généraux sur le besoin d'investir dans les infrastructures, quoique plusieurs ont mentionné précisément les routes.

Les participants qui souhaitaient un budget axé sur la croissance économique et la création d'emplois ont fourni toutes sortes d'explications. D'après plusieurs, en accordant la priorité à la création d'emplois et à la relance économique, le gouvernement du Canada pourrait corriger certains impacts de la pandémie de COVID-19. Beaucoup estimaient que les petites entreprises avaient été touchées de manière disproportionnée par la pandémie et espéraient qu'en se concentrant sur l'économie, le gouvernement fédéral pourrait aider ce pan de l'économie. Quelques-uns craignaient que les mesures destinées à aider les entreprises locales profitent au bout du compte aux grandes sociétés bien établies. Ces participants s'entendaient pour dire qu'à quelques exceptions près, la pandémie avait été bénéfique pour les grandes entreprises.

Toutefois, de l'avis de certains, trop d'argent avait été alloué aux dépenses de relance. Ces participants comptaient sur le redémarrage de l'économie pour réduire la dépendance à l'aide fédérale. Plusieurs pensaient qu'un budget axé sur l'emploi améliorerait le portrait financier des Canadiens tout en redonnant de la vigueur à l'économie, dans son ensemble.

Les participants qui privilégiaient un budget portant sur la croissance voyaient l'économie comme un élément clé du bien-être. L'opinion voulant que la stabilité financière personnelle soit essentielle à une bonne qualité de vie était fort répandue. Bon nombre considéraient la sécurité économique comme une voie vers la liberté de choisir, car une personne stable sur le plan financier est mieux outillée pour

faire face aux autres aspects qui peuvent nuire à sa qualité de vie, comme sa forme physique et mentale. De plus, les participants établissaient une corrélation positive entre l'estime de soi et l'emploi.

Ceux qui avaient un penchant pour un budget axé sur d'autres enjeux ne percevaient pas nécessairement la croissance économique de façon négative. En fait, ils entrevoyaient l'avenir du Canada selon une perspective plus large. Aux yeux de plusieurs, il était prématuré d'articuler le budget autour du développement économique. D'ici à ce que la pandémie de COVID-19 soit maîtrisée, beaucoup étaient d'avis que le gouvernement fédéral devrait avant tout soutenir les Canadiens aux prises avec les effets de la pandémie de COVID-19. Certains avaient espoir que le budget ne se limiterait pas aux soutiens liés à la pandémie et traiterait aussi des inégalités sociales qui existaient avant la crise sanitaire. Les participants ont mentionné les problèmes de santé mentale comme sujet de préoccupation. Beaucoup revendiquaient un meilleur accès aux services de santé mentale, une préoccupation dans la vie des Canadiens à laquelle on ne répondait pas suffisamment selon eux. D'autres voulaient qu'on mette davantage l'accent sur l'éducation. D'après ces participants, une scolarité accrue présenterait d'importants avantages à long terme. Enfin, plusieurs ont évoqué plus largement le besoin de repenser l'équilibre travail-vie personnelle, ajoutant qu'avant et pendant la pandémie ils s'étaient sentis submergés par les pressions découlant du travail et des obligations sociales et souhaitaient désormais avoir l'occasion de réévaluer et revoir leurs priorités en matière de travail et de vie personnelle.

Réactions au budget de 2021 (résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

Les participants des six groupes ci-dessus tenus après la publication du budget fédéral le 19 avril 2021 ont discuté plus en détail des aspects du budget.

De nombreux participants étaient au courant du budget et ont évoqué des détails ou des éléments dont ils avaient entendu parler ou qui avaient piqué leur curiosité, dont les suivants :

- La création d'un régime national de garde d'enfants;
- La création d'emplois;
- L'augmentation des dépenses;
- Le déficit budgétaire (certains avaient entendu dire que le plan budgétaire prévoyait une réduction du budget; d'autres avaient plutôt entendu parler de dépenses budgétaires qui alourdiraient considérablement le déficit);
- L'aide destinée aux familles de la classe moyenne;
- Les prêts et subventions à l'intention des petites entreprises;
- Les mesures pour lutter contre les changements climatiques et en matière d'environnement;
- Les logements abordables et HLM;
- La prolongation de la période de prestations d'assurance-emploi;

- L'augmentation des paiements de la Sécurité de la vieillesse;
- Les mesures visant les établissements de soins de longue durée;
- Une taxe sur les placements immobiliers étrangers;
- Une taxe sur les voitures de luxe;
- Une stratégie nationale pour lutter contre la violence familiale;
- Des mesures pour aider les femmes à réintégrer le marché du travail;
- Les dépenses en infrastructures;
- L'aide accordée aux festivals et aux événements culturels.

Pour en savoir plus sur ce qu'ils avaient entendu à propos des initiatives contenues dans le budget, nous avons demandé aux participants quel était le thème ou l'orientation du budget selon eux. La plupart ne disposaient pas d'assez d'informations pour répondre de manière éclairée, sauf quelques-uns, qui ont proposé ce qui suit :

- Le redémarrage de l'économie;
- Les soins de santé;
- Le bien-être des Canadiens.

Nous avons invité les participants qui avaient eu vent du budget à dire où ils en avaient entendu parler. Les réponses étaient variées. Beaucoup avaient lu à propos du budget dans les publications d'information numériques, tandis que d'autres avaient vu des discussions en ligne à ce sujet sur les médias sociaux. Certains qui s'étaient informés en ligne avaient pris connaissance du budget en cherchant des nouvelles canadiennes dans les moteurs de recherche et en lisant ce qu'ils avaient trouvé, plutôt qu'en accédant à des sources en particulier. Ceux qui avaient été informés du budget sur les médias sociaux n'ont pas précisé si les publications qu'ils y ont vues provenaient de pairs ou d'organes de presse ni les plateformes de médias sociaux qui les contenaient. Plusieurs participants ont dit avoir entendu parler de l'annonce et d'initiatives particulières dans les nouvelles (diffusées à la radio et à la télévision). Certains ont nommé les sources d'information qu'ils ont consultées, à savoir :

- CBC et Radio-Canada (nouvelles en ligne, à la radio et à la télévision)
- CTV
- Global
- The Globe and Mail (version imprimée et en ligne)
- The Huffington Post
- Yahoo Finance

Impressions sur le budget de 2021

Les participants ont été invités à donner leurs impressions du budget en se basant uniquement sur ce qu'ils avaient entendu, lu ou vu ou leurs discussions avec les autres. Plusieurs participants ont mentionné que leurs impressions sur le budget étaient largement positives, notamment parce qu'il contenait des initiatives qu'ils appuyaient tout particulièrement, dont les suivantes :

- Garde d'enfants – Cette initiative a été citée le plus souvent par les participants qui la jugeaient nécessaire et souhaitable. Ces derniers l'aimaient, car elle aiderait les familles, en général, et permettrait aux femmes et aux parents de regagner le marché du travail.
- Aide pour les familles – Bien qu'abordés en termes généraux, les éléments du budget destinés à soutenir les familles avaient également la cote chez les participants. Plusieurs appuyaient l'accent mis sur le bien-être des Canadiens dans le cadre de la relance à la suite de la pandémie de COVID-19.
- Soutien aux petites entreprises – Les participants ont parlé en termes élogieux de l'aide prévue pour les petites entreprises, estimant qu'elles ont été les plus touchées par les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19.
- Changements climatiques – Les participants ont bien accueilli l'accent accru mis sur les changements climatiques. Les mesures environnementales, même si elles avaient tardé à leur avis, étaient bienvenues.

Outre les commentaires formulés précédemment, certains voyaient d'un œil positif la taxe sur les véhicules de luxe. D'autres saluaient les mesures relatives aux logements abordables et HLM, qui arrivaient à point nommé.

Un certain nombre de participants ont révélé que leurs premières impressions du budget ou d'initiatives en particulier avaient été plus négatives que positives. Dans ce contexte, c'est surtout le montant des dépenses prévues au budget qui a été cité. À cet effet, les participants s'inquiétaient à propos du déficit national croissant et des répercussions à long terme de cette augmentation qui, selon certains, imposeraient un fardeau financier de taille aux générations futures. Ceux qui ont critiqué les dépenses trouvaient qu'elles n'étaient pas réparties de manière équitable et que des régions, secteurs ou industries avaient été laissés de côté. Plusieurs participants ont exprimé leur mécontentement à propos du fait que le budget ne contenait pas des mesures qu'ils prévoyaient et voulaient y voir, comme la création d'un régime national d'assurance-médicaments, des initiatives visant le secteur de l'énergie et la construction de pipelines. Les participants déçus de l'absence de ces mesures n'ont pas vraiment formulé de critiques sur les éléments du budget. Ils avaient plutôt l'impression que le budget ne ratissait pas assez large. Selon d'autres, le budget renfermait certaines initiatives en raison de leur popularité auprès des électeurs, plutôt que leur bien-fondé sur le plan économique ou social. Plusieurs participants doutaient que l'ensemble des initiatives budgétaires soient menées à bien.

Outre les opinions négatives générales, certains ont souligné leur aversion pour diverses initiatives. Quelques-uns ne voyaient pas d'un bon œil l'accent mis sur l'économie et les technologies vertes, craignant les conséquences sur le marché du travail, en particulier dans l'industrie d'extraction de ressources naturelles et le secteur de l'énergie. D'autres se sont montrés critiques à l'endroit des initiatives du budget en matière de garde d'enfants et de soins de santé, car ces domaines devraient continuer de relever de la compétence des provinces d'après eux. De plus, les participants ont réagi défavorablement à l'augmentation des paiements de la Sécurité de la vieillesse uniquement pour les Canadiens de 75 ans et plus. Quiconque a au moins 65 ans devrait en bénéficier à leur avis. Certains n'approuvaient pas le financement prévu pour la culture et les festivals, étant donné que le secteur de

la culture s'était adapté à la pandémie de COVID-19 et ne méritait pas selon eux qu'on lui accorde autant d'importance dans le budget actuel.

Plusieurs participants se sont dits neutres ou ambivalents à propos du budget, car ils n'en connaissaient pas suffisamment la teneur pour se prononcer. D'autres y étaient indifférents, puisqu'il n'avait pas d'impact direct sur leur vie.

Opinions concernant les initiatives proposées dans le budget de 2021

Nous avons montré aux participants la liste suivante, qui regroupait des mesures contenues dans le budget de 2021 :

- *Créer un système national de garde d'enfants avec l'objectif de ramener les frais de places réglementées de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne;*
- *Augmenter de 10 % les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus;*
- *Investir dans les technologies propres pour que le Canada puisse réduire ses émissions de gaz à effet de serre;*
- *Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin d'offrir à un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens qui occupent un emploi à faible salaire un remboursement d'impôt appréciable;*
- *Introduire le nouveau Programme d'embauche pour la relance économique du Canada pour encourager les entreprises à embaucher des travailleurs;*
- *Mettre en œuvre une taxe nationale annuelle de 1 % sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant à des propriétaires non canadiens qui sont considérés comme vacants ou sous-utilisés;*
- *Instaurer une taxe de luxe sur les voitures de luxe, les aéronefs personnels et les bateaux;*
- *Investir afin d'aider à faire appliquer les normes relatives aux soins de longue durée et d'apporter des changements permanents;*
- *Accorder jusqu'à 12 semaines supplémentaires pour la Prestation canadienne de la relance économique, ce qui veut dire qu'elle sera disponible jusqu'au 25 septembre 2021. Les prestations seront de 300 dollars pour les huit semaines restantes, ce qui est inférieur au montant actuel de 500 dollars;*
- *Aider les propriétaires à effectuer des rénovations résidentielles profondes au moyen de prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$.*

Nous avons montré la liste d'initiatives ci-dessus aux participants, puis, avant d'en discuter plus en détail, les avons invités à donner leurs premières impressions. Plusieurs se sont dits généralement satisfaits des éléments contenus dans la liste, certains y voyant la preuve que le budget était axé sur le bien-être des Canadiens. La liste d'initiatives en a étonné certains, car plusieurs avaient été omises de la couverture médiatique du budget en ligne ou sur les médias sociaux. Les participants estimaient que le gouvernement du Canada aurait pu mieux promouvoir les initiatives, sans toutefois préciser celles qui n'avaient pas été suffisamment annoncées. Certains s'inquiétaient du montant des dépenses à engager pour mettre en œuvre tous les aspects présentés et des répercussions connexes sur le déficit national.

Ensuite, nous avons demandé aux participants de choisir dans la liste d'initiatives celles qui leur semblaient être les deux ou trois meilleures.

Garde d'enfants

La plupart des participants préféraient l'initiative touchant la garde d'enfants compte tenu de l'impact considérable qu'elle aurait dans leur vie et celle de leurs connaissances. Tous convenaient pour dire que les services de garde d'enfants coûtent cher et que les places en garderie se font rares. L'accessibilité et le caractère abordable des services de garde d'enfants sont les aspects de l'initiative qui sont les plus souhaitables et qui auraient le plus d'impact d'après les participants. Par ailleurs, l'accès aux services de garde d'enfants permettrait aux deux parents de rester sur le marché du travail, alors qu'à l'heure actuelle, un parent doit souvent arrêter de travailler pour prendre soin des enfants. Plusieurs ont fait remarquer que les répercussions des frais de garde d'enfants actuels sur les femmes sont disproportionnées, puisque ce sont elles qui quittent le plus souvent leur emploi pour s'occuper des enfants. Selon eux, grâce à un système national de garde d'enfants, un plus grand nombre de femmes pourraient rester au travail ou, du moins, continuer à travailler tout en acquittant leurs responsabilités parentales. Certains ont souligné que le programme rendrait les services de garde d'enfants plus abordables pour les familles nombreuses, surtout celles dont plusieurs enfants fréquentent la garderie. En outre, les participants estimaient que les frais élevés de garde d'enfants rendent les services de garde inaccessibles pour les ménages à faible revenu et limitent du coup leur capacité à améliorer leur situation financière.

Plusieurs reconnaissent l'importance des services de garde d'enfants pour l'avenir du Canada, puisque les enfants qui reçoivent une éducation et des soins de qualité peuvent devenir des adultes très performants. Ils ont ajouté que la présence d'un plus grand nombre de parents sur le marché du travail présentait un avantage à court terme. Certains pensaient que le programme se traduirait également par un financement accru pour les garderies et des hausses salariales pour les éducateurs et éducatrices.

Une certaine confusion régnait chez les participants quant au fonctionnement de l'aspect du 10 \$ par jour de l'initiative. Certains voulaient savoir si le 10 \$ serait déboursé par le gouvernement fédéral, alors que d'autres croyaient que les parents le paieraient. Des participations voulaient obtenir des précisions sur la manière dont les services de garde seraient subventionnés. Ils se demandaient si le gouvernement fédéral allait payer directement les garderies ou si les parents recevraient de l'argent pour couvrir les frais des services de garde.

Nous avons fourni aux participants les autres renseignements suivants sur l'initiative : *Le plan vise à réduire les frais de 50 % l'an prochain et les ramener à 10 \$ au cours des 5 prochaines années. Les provinces devront y adhérer.* Plusieurs craignaient que la participation des provinces ne ralentisse la mise en œuvre du programme ou ne l'entrave complètement. Pour d'autres, les services de garde d'enfants devraient être du ressort exclusif des provinces, car elles sont mieux outillées pour gérer cet enjeu. Encore une fois, certains ne trouvaient pas clairs les détails sur l'initiative. Les participants s'interrogeaient sur le partage des coûts entre le gouvernement fédéral et les provinces et quelques-uns se demandaient même si le programme ne serait pas trop onéreux pour certaines provinces. Par

ailleurs, les participants ont en général réagi favorablement à la diminution des frais de garde d'enfants, surtout ceux qui ont des enfants.

Nous avons posé des questions supplémentaires dans deux groupes (parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario et résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies) pour savoir si le gouvernement du Canada devrait investir dans les services de garde d'enfants. L'idée qu'investir dans les services de garde d'enfants soit un investissement dans le présent et l'avenir a fait consensus. À court terme, les participants considéraient les services de garde d'enfants comme un moyen d'aider les parents à continuer d'occuper un emploi rémunéré et, à long terme, de développer des enfants bien éduqués et bien socialisés. De nouveau, plusieurs participants ont souligné que l'accès à des services de garde d'enfants serait primordial pour permettre aux femmes de rester sur le marché du travail tout en élevant des enfants. Préoccupés à l'idée que le système national de garde d'enfants nuit aux activités de petites garderies, notamment à l'échelle locale, certains espéraient que le programme financerait des garderies locales.

Les participants ont été plusieurs à critiquer l'investissement du gouvernement dans les services de garde d'enfants. Quelques-uns pensaient que la garde d'enfants en milieu familial présentait plus d'avantages pour les enfants et les familles.

Sécurité de la vieillesse

Même si l'initiative visant à augmenter les paiements de la Sécurité de la vieillesse ne les concernait pas pour le moment, les participants qui l'appuyaient la jugeaient fort nécessaire. Tous convenaient que cette initiative pourrait aider les aînés à faire face à la hausse du coût de la vie. Plusieurs ont donné en exemple les coûts élevés des résidences pour personnes âgées et des établissements de soins de longue durée pour illustrer que cette aide supplémentaire serait la bienvenue pour les aînés dont le revenu est fixe. D'autres saluaient cette politique, estimant qu'elle palliait l'absence d'un régime national d'assurance-médicaments et aidait ce faisant les aînés à acquitter le coût de leurs médicaments d'ordonnance.

Quelques participants ont raconté des anecdotes à propos de leurs amis âgés ou d'aînés de la famille qui avaient dû demander aux amis et à la famille de les aider financièrement parce que les paiements de la Sécurité de la vieillesse et leurs prestations de retraite ne couvraient pas leurs dépenses mensuelles. Selon eux, l'augmentation des paiements de la Sécurité de la vieillesse aiderait à tout le moins à réduire la vulnérabilité financière des personnes de 75 ans et plus. Pour plusieurs de ces participants, il s'agissait d'un enjeu personnel, car ils avaient des amis ou de la parenté dans cette tranche d'âge ou près de ce groupe d'âge.

Les participants ont relevé divers problèmes concernant cette initiative. Le fait que l'augmentation de la Sécurité de la vieillesse soit limitée aux personnes de 75 ans et plus et ne vise pas les gens de 65 à 74 ans susceptibles d'avoir besoin d'un soutien financier supplémentaire en préoccupait certains. Plusieurs auraient souhaité que la politique s'adresse à toutes les personnes âgées de 65 ans et plus. D'autres doutaient qu'une augmentation de 10 % des paiements de la Sécurité de la vieillesse suffise à couvrir le coût actuel de la vie. De l'avis de ces participants, cela faisait plusieurs années que les paiements de la Sécurité de la vieillesse n'avaient pas été bonifiés et le coût de la vie avait considérablement

augmenté durant cette période. Par conséquent, une bonification plus importante s'imposait d'après eux. Même si peu partageaient cet avis, certains considéraient que la Sécurité de la vieillesse n'était pas nécessaire, jugeant que le gouvernement n'avait pas à payer ceux qui avaient mal préparé leur retraite.

Technologies propres

Plusieurs participants ont appuyé avec enthousiasme l'initiative relative aux technologies propres. De toute évidence, beaucoup se préoccupaient des changements climatiques. Bon nombre considéraient que l'investissement du gouvernement du Canada dans les technologies propres serait bénéfique pour l'environnement et pour l'économie canadienne de demain. Selon ces participants, les technologies propres et vertes représentaient l'avenir de l'industrie et le Canada devait investir immédiatement pour éviter d'être à la traîne des autres pays. De plus, certains souhaitaient un resserrement des restrictions en matière d'émissions, se sentant redevables aux générations futures de la réduction des émissions en vue d'éviter les changements climatiques.

Nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de l'initiative Accélérateur net zéro. Aucun ne connaissait ce projet ni ses caractéristiques. Après avoir obtenu d'autres informations, plusieurs pensaient que ce serait probablement un bon moyen de favoriser la création de technologies vertes et d'une industrie plus propre. Aux yeux de certains, le programme pourrait permettre de créer plus d'emplois dans le secteur des technologies propres. L'émergence d'un secteur des technologies propres au Canada offrirait d'après les participants l'occasion aux Canadiens d'investir dans les entreprises nationales. Plusieurs étaient d'avis que l'initiative Accélérateur net zéro serait excellente pour aider le Canada à devenir un chef de file mondial dans le domaine des technologies propres. Certains ont exprimé de la frustration à propos du temps que cela a pris au gouvernement fédéral pour élaborer une initiative de ce genre. Parallèlement, de rares participants avaient peur que le déficit actuel et les dépenses liées à la COVID-19 ne fassent obstacle à ce programme.

Comme mentionné précédemment, plusieurs participants craignaient toujours qu'un investissement accru dans les technologies propres donne lieu à des pertes d'emplois dans l'industrie d'extraction de ressources.

Quelques-uns hésitaient à donner leur avis sur l'Accélérateur net zéro, car c'était la première fois qu'ils en entendaient parler et ne disposaient pas d'assez d'informations pour se prononcer.

Allocation canadienne pour les travailleurs

Les opinions des participants sur l'Allocation canadienne pour les travailleurs étaient en grande partie positives. Beaucoup pensaient qu'un remboursement d'impôt aiderait à compléter le salaire des travailleurs à faible revenu. Ils ont été plusieurs à souligner la difficulté de gagner sa vie avec un emploi au salaire minimum et croyaient que tout revenu supplémentaire pourrait grandement aider les Canadiens qui occupent des emplois peu rémunérés. Certains trouvaient que l'Allocation canadienne pour les travailleurs se comparait favorablement au système national de garde d'enfants, car tous deux donneraient aux Canadiens à faible revenu la possibilité d'améliorer leur situation socioéconomique. Ils ont ajouté que l'augmentation du revenu net grâce à un remboursement pourrait avoir d'importantes répercussions positives pour les enfants de chefs de famille monoparentale qui peinent souvent à

boucler leur budget. D'autres ont fait remarquer que depuis la pandémie de COVID-19, un plus grand nombre de Canadiens exercent des emplois mal payés et que l'Allocation canadienne pour les travailleurs contribuerait peut-être à régler ce problème.

Quelques participants ont formulé des bémols au sujet de l'initiative. Ainsi, plusieurs auraient préféré que le gouvernement du Canada s'assure que les travailleurs canadiens gagnent bien leur vie au lieu de leur offrir un remboursement d'impôt. Certains se demandaient comment les bénéficiaires dépenseraient leur remboursement et trouvaient qu'un paiement forfaitaire n'était pas aussi utile pour réduire la pauvreté que des versements répartis toute l'année durant. Par ailleurs, l'objectif visant à permettre à 100 000 travailleurs à faible revenu de sortir de la pauvreté n'était pas assez ambitieux selon eux. Même s'il s'agissait d'une opinion peu répandue, quelques participants craignaient que l'augmentation de revenu engendrée par l'Allocation canadienne pour les travailleurs n'incite des personnes mal rémunérées à ne pas chercher un travail mieux payé. Ces participants avaient peur que certains tentent d'abuser du programme.

Programme d'embauche pour la relance économique du Canada

Les participants étaient généralement favorables au Programme d'embauche pour la relance économique du Canada. La majorité le considérait comme un élément essentiel pour relancer l'économie à la suite de la pandémie de COVID-19. Beaucoup pensaient qu'aider les Canadiens à recommencer à travailler devrait figurer en tête des priorités du gouvernement fédéral, car le chômage était une des principales conséquences des restrictions de santé publique qui avaient été imposées. D'après plusieurs participants, l'assurance-emploi et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) accentuaient les difficultés à recruter du personnel et ce programme pourrait aider les employeurs à y remédier.

Taxe sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant à des propriétaires non canadiens

Les participants de tous les groupes convenaient que les logements abordables se font rares au Canada. Plusieurs aimaient l'idée d'imposer une taxe sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant à des propriétaires non canadiens qui sont considérés comme vacants ou sous-utilisés. Certains jugeaient nécessaire toute mesure visant le marché du logement et pensaient que la taxe aiderait à refroidir le marché immobilier résidentiel. Pour bon nombre, il fallait décourager l'inoccupation des logements et ces derniers trouvaient particulièrement injuste pour les acheteurs canadiens à la recherche d'une maison que des acheteurs étrangers laissent leur habitation inoccupée. En outre, quelques-uns voyaient la taxe comme une possible source supplémentaire de recettes fiscales qui servirait à résorber le déficit budgétaire. Les participants reconnaissaient que le problème des propriétaires étrangers dont les maisons restent vacantes était beaucoup plus aigu dans les agglomérations urbaines que dans les régions rurales.

De rares participants doutaient qu'une taxe de 1 % soit efficace pour détourner les investisseurs étrangers potentiels du marché de l'habitation canadien. D'autres trouvaient inapproprié d'imposer une taxe aux investisseurs étrangers, compte tenu de son effet dissuasif sur ceux qui voulaient contribuer à l'économie canadienne.

Lorsque nous leur avons demandé si la taxe aiderait à faire baisser le prix des maisons, les participants n'en étaient pas trop sûrs. Certains admettaient la possibilité que la taxe contribue à la réduction du prix des maisons, tandis que d'autres disaient manquer d'informations pour émettre une opinion. Enfin, des participants jugeaient la situation trop complexe pour qu'un seul facteur ait un tel impact sur le marché.

Taxe de luxe sur les voitures, les aéronefs personnels et les bateaux

Plusieurs participants ont accueilli avec enthousiasme l'idée d'une taxe sur les véhicules de luxe. Certains avaient l'impression qu'elle serait efficace pour taxer les Canadiens bien nantis sans avoir à augmenter les impôts et qu'elle permettrait de redistribuer les richesses, une mesure jugée nécessaire par plusieurs. Comme ils l'avaient fait pour la taxe visant les acheteurs de maisons étrangers, certains ont salué la perspective d'une source supplémentaire de recettes fiscales. Quelques-uns préféraient la taxe sur les véhicules de luxe à celle applicable aux acheteurs de maisons étrangers, jugeant que la première s'appliquerait à un plus grand nombre et se traduirait par des recettes plus élevées pour le gouvernement fédéral.

Plusieurs se sont montrés critiques au départ, car le terme « de luxe » leur semblait ambigu dans le contexte des voitures. Après avoir appris que le terme renvoyait aux véhicules coûtant 100 000 \$ ou plus, ils avaient tendance à appuyer davantage l'idée de la taxe. D'autres trouvaient cependant que le seuil fixé était trop élevé, laissant entendre qu'ils voulaient que la taxe s'applique à des voitures, aéronefs et bateaux moins chers. Beaucoup estimaient que la taxe ne les toucherait pas personnellement.

Certains se montraient toujours critiques à l'égard de la taxe sur les voitures de luxe, car les camions, par exemple, sont souvent chers et les gens les achètent habituellement pour le travail, pas pour s'en servir comme véhicules de luxe. Ces participants n'étaient pas nécessairement contre la taxe, mais estimaient que le seuil devrait être plus élevé ou qu'il fallait mieux définir ce qu'est un véhicule de luxe. Quelques-uns se demandaient si une autre taxe sur les véhicules de luxe était justifiée. D'autres s'attendaient à ce que la taxe soit mal accueillie parce qu'elle ciblait un segment de la population canadienne.

Soins de longue durée

Les participants s'entendaient pour dire que la pandémie de COVID-19 avait levé le voile sur de graves problèmes au sein du système de soins de longue durée au Canada. Les répercussions démesurées de la pandémie de COVID-19 sur les résidents des établissements de soins de longue durée ont convaincu plusieurs participants que des mesures immédiates devaient être prises pour pallier les lacunes du système. Beaucoup pensaient qu'il fallait en faire plus pour protéger les aînés, les considérant comme un segment particulièrement vulnérable de la population canadienne. D'autres croyaient que les établissements de soins de longue durée devraient bénéficier d'un financement accru. Il s'agissait d'un enjeu personnel pour bon nombre de participants, car des membres de leur famille avaient séjourné dans un établissement de soins de longue durée ou bien ils connaissaient des gens qui approchaient de cette étape de la vie. Pour ces participants, assurer un certain niveau de soins dans ces établissements était prioritaire.

Certains espéraient que cette initiative comprenne plus d'aide pour les malades chroniques, qui avaient été négligés selon eux.

Prestation canadienne de la relance économique (PCRE)

Un fort consensus régnait chez les participants quant à la nécessité et au bien-fondé de l'aide financière en contexte de pandémie. Les participants n'ont pas cité souvent cette initiative parmi celles qui leur semblaient être les deux ou trois meilleures, mais elle faisait partie des deux initiatives qui auraient le plus d'impact selon eux, avec la création d'un système national de garde d'enfants.

Beaucoup estimaient que la PCRE avait apporté un soutien essentiel aux personnes qui avaient perdu leur emploi durant la pandémie, en leur permettant de payer les dépenses mensuelles telles que l'épicerie, le loyer et les paiements hypothécaires. La plupart jugeaient nécessaire d'offrir une aide financière étant donné que des gens ne pouvaient travailler à cause des décrets ordonnant de rester à domicile. Une petite critique liée à la crainte que la PCRE puisse dissuader des personnes de retourner sur le marché du travail lorsque l'économie redémarrerait a été formulée. Dans la même veine, certains participants croyaient que le moment était indiqué pour réduire les prestations ou l'admissibilité à la PCRE maintenant que les restrictions de santé publique étaient levées et que la crise s'estompait.

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de la réduction des montants de PCRE au cours des huit dernières semaines. Ils ne s'entendaient pas sur la question visant à savoir si la réduction des prestations à 300 \$ allait être préoccupante. Ceux qui étaient contre la réduction de la PCRE croyaient que les personnes qui sont sans emploi en ce moment ne profiteraient pas nécessairement dans une même mesure de la relance économique durant l'été et l'automne. Certaines d'entre elles auraient encore besoin du même niveau de soutien financier. Au lieu de réduire le montant versé, des participants recommandaient au gouvernement du Canada de resserrer les critères d'admissibilité à la PCRE.

Même si ce point de vue était peu fréquent, certains étaient indifférents à propos des effets qu'aurait la réduction des prestations. D'ici l'été, la relance économique serait bien amorcée selon eux, de sorte que cette mesure ne serait plus nécessaire. D'autres étaient d'avis que la réduction du montant de PCRE convaincrerait des bénéficiaires à réintégrer le marché du travail.

Rénovations résidentielles profondes

Les réactions des participants qui se sont exprimés sur les rénovations résidentielles profondes ont été contrastées. Certains ont manifesté un intérêt pour le programme et le considéraient comme un bon moyen d'inciter les Canadiens à investir dans leur maison. D'autres ont accueilli avec enthousiasme l'idée des prêts sans intérêt, les jugeant utiles pour les Canadiens qui avaient du mal à trouver l'argent nécessaire pour effectuer des rénovations résidentielles urgentes. À leur avis, le programme serait efficace pour encourager la modernisation de vieilles maisons ou aiderait peut-être à régler la pénurie de logements au Canada. Selon certains, l'idée ne présentait aucun inconvénient, car il s'agirait d'un prêt qui n'aggraverait pas le problème du déficit, contrairement à une subvention. Quelques-uns avaient l'intention de tirer parti de ce programme, mais pas à court terme. D'autres ont avancé que le programme était susceptible d'avoir des effets positifs sur l'industrie de la construction.

Plusieurs se sont toutefois montrés moins enthousiastes à l'égard de l'initiative, la jugeant moins pertinente ou importante que les autres mesures que nous leur avons présentées. Plus critiques à l'égard de l'initiative, de rares participants trouvaient que le moment était inapproprié pour inciter les Canadiens à s'endetter davantage en leur donnant facilement accès à des prêts, compte tenu des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Enfin, quelques participants ont émis des doutes concernant l'initiative, estimant que les impacts de la pandémie sur l'industrie de la construction avaient été plus positifs que négatifs et qu'elle n'avait pas vraiment besoin d'une telle mesure de relance.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Santé mentale (résidents de la GRM ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)

Le sujet de la santé mentale a été abordé dans deux groupes de discussion au cours des deux premières semaines d'avril. à cette occasion, il a été question de l'impact de la pandémie sur la santé mentale, la connaissance des ressources offertes aux personnes qui ont besoin de soutien en santé mentale et en toxicomanie, et des opinions au sujet des initiatives du gouvernement du Canada pour favoriser la santé mentale.

Nous avons d'abord demandé aux participants si la pandémie de COVID-19 avait affecté leur santé mentale ou celle de leurs proches. Plusieurs ont mentionné qu'ils avaient été affectés, directement ou indirectement, de différentes façons :

- le deuil d'un proche;
- l'isolement, notamment des autres membres de la famille;

- l'exposition à la dépression ou aux pensées suicidaires;
- la difficulté à accéder aux ressources et aux services de soutien en santé mentale – certains participants ont expliqué que la COVID-19 avait allongé les délais pour accéder aux professionnels de la santé mentale, alors que d'autres ont parlé des pressions financières associées à l'obtention de services en santé mentale.

Quelques participants ont mentionné l'impact de la pandémie sur certains aspects de la vie autrement normale, comme la naissance d'un enfant, faisant remarquer qu'ils n'avaient pas l'impression d'avoir reçu le soutien nécessaire durant cette période. Les parents ont mentionné la difficulté et leur déception lorsqu'ils devaient interdire à leurs enfants de jouer avec d'autres enfants. Certains participants ont parlé des défis associés à une perte d'emploi attribuable à la pandémie et des répercussions non seulement sur les finances de leur ménage, mais également sur leur santé mentale et leurs relations avec les membres de la famille. Plusieurs occupaient un emploi dans le domaine de la santé mentale. Ces participants ont parlé des pressions additionnelles exercées par la COVID-19 sur les fournisseurs de soins en santé mentale, en raison notamment de la pression accrue sur le système de santé et la pénurie de ressources qui existaient avant le début de la pandémie.

Lorsque nous leur avons demandé si leur santé mentale s'était détériorée, améliorée ou était demeurée la même depuis le début de la pandémie, les participants ont répondu qu'ils avaient des journées meilleures ou pires que d'autres. Dans l'ensemble, l'opinion la plus répandue parmi les participants était que leur propre santé mentale était demeurée en grande partie inchangée ou s'était quelque peu améliorée dans les circonstances. Plusieurs ont parlé de l'importance de garder une attitude positive et de s'adapter, notamment à la situation qui ne cesse d'évoluer, même devant la tragédie et le deuil. Ceux qui ont remarqué une amélioration de leur état mental durant la pandémie l'ont attribuée au temps prolongé qu'ils ont passé en famille. En revanche, parmi les quelques participants qui ont constaté une détérioration de leur santé mentale, certains ont expliqué que le manque d'interactions sociales avait eu des effets négatifs et ont trouvé le dernier confinement particulièrement difficile. Ils ont remarqué que d'autres personnes autour d'eux devenaient de plus en plus irritables au fur et à mesure que la pandémie se prolongeait et que les restrictions étaient maintenues.

Les participants au Canada atlantique ont été interrogés au sujet des signes ou des symptômes d'une personne aux prises avec un problème de santé mentale. Les réponses les plus souvent mentionnées étaient celles-ci :

- L'insomnie
- L'anxiété
- Les comportements antisociaux

Parallèlement, les participants ont souligné que les symptômes pouvaient varier d'une personne à l'autre puisque chacune gère l'anxiété et le stress différemment.

Avant de poursuivre, nous avons demandé aux participants s'ils étaient à l'aise d'aborder le sujet de la santé mentale. La plupart l'étaient, bien que certains étaient plus hésitants à s'exprimer devant des étrangers.

Ressources en santé mentale

Les participants ont expliqué qu'ils comptaient énormément sur les membres de la famille et les amis lorsqu'ils avaient besoin d'aide pour traverser une période difficile. Plusieurs ont expliqué qu'ils consulteraient un médecin de famille ou un psychiatre pour obtenir des conseils, malgré les délais d'attente qui sont parfois très longs pour obtenir des soins en santé mentale. Bien que mentionné moins souvent, certains ont indiqué qu'ils se tournaient vers un guide spirituel ou religieux, ou lisaient des livres. Quelques participants ont parlé des équipes mobiles ou des lignes d'aide en santé mentale, et de l'importance d'avoir accès à un groupe de soutien pour échanger avec d'autres personnes qui ont vécu des expériences similaires.

Les participants s'entendaient généralement pour dire que d'entendre d'autres personnes parler de leurs difficultés liées à la santé mentale avait plus d'impact que de lire du matériel de style infographique sur les sites Web, en raison du caractère beaucoup plus personnel de ce partage. Selon eux, les histoires partagées par d'autres sont une occasion d'en apprendre davantage sur les stratégies utilisées pour gérer des problèmes similaires en matière de santé mentale, en plus de les rassurer en leur faisant réaliser qu'ils ne sont pas seuls à faire face à de telles difficultés et à faire ressortir un niveau de vulnérabilité qui démystifie le problème. Les participants étaient d'accord pour dire que toute publicité sur le sujet devrait présenter des personnes ayant vécu des problèmes de santé mentale. Les participants ont expliqué que ces personnes inspireraient davantage la confiance et qu'elles seraient des porte-parole plus convaincants que les professionnels de la santé, les représentants du gouvernement ou les célébrités (à moins qu'ils aient eux-mêmes été aux prises avec un problème de santé mentale).

De plus, les participants ont souligné les bienfaits de l'activité physique, de la méditation, des contacts sociaux avec la famille et les amis, et de l'importance de se tenir occupé pour préserver sa santé mentale. Plusieurs ont mentionné que les mesures en constante évolution de la santé publique qui consistent à permettre à une personne vivant seule de visiter un autre ménage à plusieurs personnes durant le confinement contribueraient à atténuer les difficultés associées à l'isolement.

Ressources et soutiens du gouvernement du Canada en santé mentale

Relativement peu de participants avaient entendu parler de ressources et de soutiens de nature plus formelle en matière de santé mentale. Seulement quelques participants étaient au courant des services de soutien en santé mentale offerts par le gouvernement du Canada durant la pandémie. D'ailleurs, certains ont exprimé leur insatisfaction avec les services téléphoniques d'aide en santé mentale (lignes 1 800), bien que personne n'ait mentionné si ces services étaient commandités par le gouvernement du Canada ou d'autres organismes. Ces participants ont mentionné que le service qu'ils avaient utilisé était compliqué ou mal coordonné et qu'il n'avait pas répondu à leurs besoins.

Dans les deux groupes, personne n'avait entendu parler du portail Espace mieux-être Canada, une initiative financée par le gouvernement du Canada qui vise à offrir un soutien en santé mentale et en toxicomanie aux personnes qui ont éprouvé des difficultés durant la pandémie de COVID-19. Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient du gouvernement du Canada comme source en ce qui

concerne les ressources et les outils sur la santé mentale et le bien-être, les participants des deux groupes avaient des opinions partagées. Dans la GRM, la plupart des participants croyaient que la prestation des services en santé mentale, de nature personnelle et délicate, était carrément du ressort du gouvernement provincial. En revanche, les participants du Canada atlantique étaient d'avis que le gouvernement du Canada avait la crédibilité nécessaire pour offrir de tels services et que l'obstacle principal était le manque de sensibilisation du public. Ils ont ajouté que ces ressources seraient davantage utilisées si plus de gens étaient au courant de leur existence et savaient comment y accéder.

Durant la conversation, les participants ont parlé de leur tendance et leur aisance à consulter le Web pour obtenir de l'information et du soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie. De façon générale, la plupart ont affirmé être à l'aise et confiants dans l'environnement Web, faisant remarquer qu'on offrait de plus en plus de conseils et de services médicaux à distance, au téléphone ou en ligne (p. ex., la télémédecine). Plusieurs ont également mentionné que le moteur de recherche Google était devenu un incontournable et ils s'attendaient à ce qu'une recherche avec les mots clés « ressources en santé mentale » soit un bon point de départ pour trouver les ressources disponibles.

Initiatives en matière de santé mentale (première dose de vaccin dans la grande région de Montréal ou GRM)

Dans un seul groupe avec des résidents de la GRM, nous avons présenté aux participants une liste de mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir la santé mentale et leur avons demandé d'en choisir jusqu'à trois qui selon eux auraient le plus grand impact sur les Canadiens :

- *La création d'un portail sur la santé mentale (« Espace mieux-être Canada ») pour orienter les Canadiennes et les Canadiens vers des ressources, des outils et des services de soutien professionnel gratuits (investissement de 68 M\$).*
- *L'élaboration de politiques normalisées et de pratiques d'excellence pour promouvoir la santé mentale et le bien-être des étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire.*
- *L'augmentation du financement de 50 M\$ pour les centres de détresse afin de les aider à faire face à la hausse du nombre d'appels, notamment en raison des défis liés à la pandémie.*
- *L'augmentation de 7,5 M\$ du financement des services de Jeunesse, J'écoute.*
- *L'augmentation de 200 M\$ en transferts aux provinces pour élargir leurs services de soins virtuels.*
- *L'investissement de 10 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour la santé mentale des communautés noires afin de soutenir les programmes de santé mentale axés sur la culture de ces communautés au Canada.*
- *L'investissement de 4,9 M\$ par année dans le Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale qui vise à appuyer la mise en œuvre de programmes communautaires de promotion de la santé mentale.*

Les deux options suivantes sont celles qui ont été considérées comme ayant le plus grand impact potentiel :

- *L'augmentation de 200 M\$ en transferts aux provinces pour élargir leurs services de soins virtuels – Les participants qui ont choisi cette initiative s'entendaient pour dire qu'il serait préférable que ce*

soit les gouvernements provinciaux qui gèrent les services en santé mentale, puisqu'ils sont les mieux placés pour offrir des solutions personnalisées, en raison de leur meilleure compréhension des besoins et des réalités de leurs résidents. D'autres ont parlé du manque de ressources en santé mentale dans les provinces, et croyaient que les transferts de fonds permettraient de remédier à la situation. Certains ont suggéré que l'élargissement des services de soins virtuels aurait un impact plus tangible que d'autres initiatives qui selon eux visent davantage à ajouter des structures et des processus plutôt que d'offrir des services aux patients.

- *L'investissement de 4,9 M\$ par année dans le Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale qui vise à appuyer la mise en œuvre de programmes communautaires de promotion de la santé mentale* – Tout comme les participants qui étaient d'accord pour dire que les provinces devraient avoir un rôle plus important à jouer dans les programmes en santé mentale, ceux en faveur de cette initiative ont fait valoir que les programmes communautaires seraient mieux adaptés aux besoins de la communauté – possiblement davantage que les provinces.

L'initiative suivante a reçu un appui modeste :

- *L'investissement de 10 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour la santé mentale des communautés noires afin de soutenir les programmes de santé mentale axés sur la culture de ces communautés au Canada* – Les participants s'entendaient pour dire que la maladie mentale était souvent un sujet tabou dans la communauté noire et croyaient qu'un tel investissement permettrait de renverser la tendance en permettant aux Canadiens de race noire de recevoir les soins en santé mentale dont ils ont besoin. Ils ont également insisté sur le moment opportun de cette initiative, compte tenu des cas de brutalité policière et de racisme au Québec et aux États-Unis, et de la demande de services en santé mentale dans les communautés marginalisées.

Questions autochtones (Autochtones du centre et du sud de l'Ontario)

Les questions concernant les peuples et les communautés autochtones ont fait l'objet d'une discussion dans un groupe composé d'Autochtones (Premières Nations, Métis et Inuits) du centre et du sud de l'Ontario.

Pour amorcer la discussion, nous avons demandé aux participants quels étaient les enjeux autochtones sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se concentrer. Plusieurs ont répondu l'eau potable dans les réserves et certains ont fait remarquer que le gouvernement fédéral avait promis, il y a quelques années, de résoudre le problème. Parmi les autres enjeux mentionnés, notons ceux-ci :

- Revue et abolition possible de la *Loi sur les Indiens*
- Retour des terres et des ressources aux communautés autochtones
- Résolution des problèmes qui touchent les jeunes autochtones – désespoir, suicide, etc.
- Prix de la nourriture, en particulier pour les communautés du Nord
- Éducation postsecondaire pour les jeunes et les jeunes adultes autochtones

Les participants ont reconnu que le gouvernement du Canada avait fait un pas dans la bonne direction, principalement en attirant l'attention sur les enjeux autochtones. Parallèlement, la plupart des participants étaient d'avis que peu de suivi avait été fait et que bon nombre de promesses n'avaient pas été tenues. Ils avaient l'impression que malgré les progrès réalisés, il restait encore beaucoup de travail à faire pour résoudre les enjeux qui affectent les Autochtones. Les participants s'entendaient pour dire qu'il faudrait plusieurs générations pour résoudre les problèmes en suspens et les difficultés que doivent surmonter les peuples autochtones.

Interrogés à savoir ce que le gouvernement du Canada pourrait améliorer, les participants ont réitéré qu'il fallait prioriser la question de l'eau potable. Certains étaient d'avis qu'il serait utile de fournir aux communautés autochtones touchées des filtres à eau comme solution temporaire, pendant qu'on s'affairait à régler le problème. D'autres ont expliqué que de toute leur vie, ils n'avaient jamais eu d'eau potable dans leur communauté et ont exprimé de l'incompréhension et de la déception envers l'absence de discussions publiques à ce sujet. En plus de la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves, les participants ont fait deux suggestions :

- Mettre fin à la contestation judiciaire du gouvernement du Canada d'un jugement visant à indemniser les enfants des Premières Nations placés en foyers d'accueil – les participants croyaient qu'en plus de faire économiser de l'argent aux contribuables, ce geste contribuerait à la justice réparatrice envers les enfants, leurs dispensateurs de soins et leurs familles.
- Améliorer la collaboration et le dialogue – certains participants étaient d'avis qu'un engagement accru et l'inclusion des voix autochtones dans le processus décisionnel du gouvernement fédéral étaient nécessaires pour réaliser des progrès significatifs dans les dossiers qui touchent les peuples autochtones.

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA)

Les participants étaient peu nombreux à avoir entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et de la réponse du gouvernement du Canada. Ceux qui étaient quelque peu familiarisés avec la DNUDPA ont expliqué qu'il s'agissait d'une liste de recommandations formulées par les Nations Unies pour faire avancer la justice réparatrice dans les communautés autochtones. Ils ont ajouté que selon eux, le gouvernement du Canada n'avait encore mis en œuvre aucune de ces recommandations.

Avant de poursuivre la conversation, nous avons fourni l'information suivante aux participants :

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations Unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la Déclaration sont les suivants :

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

De surcroît, nous avons expliqué aux participants que le gouvernement du Canada avait récemment déposé un projet de loi pour mettre en œuvre la DNUDPA. Très peu de participants en avaient entendu parler et ceux-ci avaient l'impression que très peu de progrès avaient été faits. Bien que la plupart étaient généralement en faveur de cette initiative, les participants sont demeurés sceptiques quant à la mise en œuvre de la DNUDPA et des changements qui en résulteraient. Ils ont fait remarquer que les Nations Unies avaient adopté la DNUDPA en 2007 et qu'étant donné que rien n'avait été fait au Canada dans les quatorze dernières années pour sa mise en œuvre, ils doutaient que quelque chose de concret se produirait dans le court terme.

Avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves

Comme mentionné précédemment, de nombreux participants étaient préoccupés par la question de l'eau potable dans les réserves. Interrogés sur les efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves, les participants se sont dits extrêmement déçus d'apprendre que l'objectif initial établi par le gouvernement fédéral n'avait pas été atteint et qu'au Canada, plus de 60 réserves devaient continuer à faire bouillir l'eau. Plusieurs ont commenté le fait que pendant que de grands projets d'infrastructure, comme la construction de routes, avaient été menés à terme dans certaines réserves, le problème de l'eau potable demeurait entier. Les participants ignoraient que le gouvernement fédéral avait fixé un nouveau délai pour lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable. Le fait de ne pas avoir été mis au courant de cette information avant la séance a contribué à un certain niveau de cynisme et de préoccupation. Plus particulièrement, les participants se sont demandé si on avait fait appel aux bonnes personnes dans les différentes réserves pour résoudre le problème.

Nous avons ensuite présenté l'information suivante aux participants :

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de

traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

Bien que les participants aient accueilli favorablement la nouvelle des investissements supplémentaires, la plupart ont continué d'exprimer leur déception. Certains ont comparé le niveau d'investissement dans les infrastructures d'eau dans les réserves au financement du gouvernement fédéral pour la construction de pipelines, notant l'écart considérable qui suggère que le gouvernement accorde une plus grande importance au secteur de l'énergie qu'aux questions autochtones. Les participants ont réitéré leur manque de confiance envers le gouvernement fédéral et sa capacité à faire des progrès dans le dossier de l'eau potable dans les réserves. Certains étaient d'avis que pour rassurer les Autochtones, il est essentiel de démontrer une imputabilité, notamment en précisant la manière dont les fonds sont alloués :

- Quelles sont les réserves qui reçoivent du financement et quel est le montant?
- Quelles sont les études réalisées? Combien coûtent-elles?
- À quelle expertise et quels experts a-t-on recours pour surveiller la reconstruction et l'entretien des infrastructures dans les réserves?

Bon nombre de participants ont exprimé de la frustration envers la nature permanente du problème. Certains ont dit qu'en dépit des investissements antérieurs, les progrès sur le terrain étaient insuffisants. Ils ont fait valoir que l'accès à l'eau potable était un droit fondamental qui devrait figurer parmi les priorités du gouvernement fédéral.

Finalement, nous avons interrogé les participants sur les intentions du gouvernement fédéral de lancer un site Web permettant de suivre les progrès en ce qui concerne la levée des avis sur l'eau potable. La plupart n'étaient pas au courant de ce plan. Lorsque nous leur avons expliqué qu'une firme autochtone participait à la création du nouveau site et que chacune des communautés où un avis à long terme était en vigueur aurait sa propre page avec un plan détaillé et des rapports d'étapes, les participants avaient des avis partagés. Ceux qui croyaient que le site Web était pratique pour rendre imputables le gouvernement et les autres parties concernées ont également exprimé des inquiétudes en raison du manque d'accès Internet dans les réserves. Sur ce point, les participants ont souligné le fait que le site Web servirait uniquement à des gens qui ne résident pas dans les réserves et qui ne sont donc pas concernés par le problème, et que ceux directement touchés seraient incapables de suivre les progrès en l'absence d'Internet. Ces commentaires ont mené à une discussion sur les problèmes d'infrastructure en général qui touchent les communautés autochtones. Les participants ont convenu que même si le site Web était une bonne idée en théorie, il reflétait un manque de compréhension de l'ensemble des défis que doivent affronter les communautés autochtones, et une certaine insensibilité de la part des représentants du gouvernement.

Logement (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19, résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)

Les enjeux liés au logement et au marché de l'habitation dans diverses régions ont fait l'objet de discussions dans plusieurs groupes dans le but de sonder le degré de connaissance des participants et leurs opinions sur les initiatives en matière de logement mises en place ou proposées par le gouvernement fédéral.

Tous les participants s'accordaient pour dire que partout au pays, les prix des logements avaient augmenté dans la dernière année. Quelques-uns ont même parlé d'une hausse spectaculaire à un taux alarmant dans certains marchés (comme en Colombie-Britannique). Les raisons invoquées par les participants pour expliquer ces augmentations variaient selon la dynamique du marché régional. Dans l'ensemble, les principaux facteurs ayant une incidence sur le prix du logement qui ont été mentionnés étaient les suivants :

- La migration des grands centres urbains vers les villes de moyenne ou petite taille – ce facteur a été perçu à la fois comme la cause et l'effet de la pression à la hausse sur le prix des logements dans plusieurs marchés. Les participants ont mentionné que le prix des logements dans les grandes villes comme Vancouver et Montréal avait un impact non seulement sur le prix des logements dans les communautés de la grande région métropolitaine et les villes-dortoirs, mais également sur les communautés à des centaines de kilomètres de distance (p. ex., Kamloops et Kelowna en Colombie-Britannique et Trois-Rivières au Québec).
- Les problèmes liés à l'offre et à la demande qui affectent la quantité de logements disponibles – certains ont commenté que la taille et la superficie des nouvelles habitations construites étaient hors de portée pour bon nombre d'acheteurs potentiels. Les participants avaient l'impression qu'on construisait moins de maisons pour les premiers acheteurs – c'est-à-dire plus petites et plus abordables.
- Les rénovations effectuées par les propriétaires qui semblent avoir fait grimper les prix
- L'augmentation du prix des matériaux de construction

- Le nombre croissant d'investisseurs étrangers qui achètent des propriétés et les retirent du marché, mais qu'ils laissent inoccupées. Les participants étaient d'avis que cela contribue à réduire le nombre d'habitations disponibles sur le marché immobilier canadien et à augmenter les prix.

Dans quelques groupes, plusieurs participants ont fait valoir que la flambée des prix affectait également les locataires. Ils ont ajouté que les loyers augmentaient avec le prix des habitations, faisant en sorte qu'il était plus difficile pour les locataires d'épargner suffisamment pour accumuler la mise de fonds nécessaire pour acheter une maison.

Les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ont discuté de plusieurs enjeux spécifiques au marché de l'habitation dans le Nord qui, à leur avis, découragent les gens de s'installer dans la région :

- La pénurie de logements et d'habitations abordables, en particulier des logements à prix modique et des refuges pour les sans-abris – les participants ont parlé du mauvais entretien des immeubles destinés aux occupants à faible revenu et ont ajouté que les gens qui habitent à l'extérieur des grands centres comme Whitehorse et Yellowknife pouvaient se sentir très isolés, certains résidents n'ayant pas un accès adéquat à l'Internet.
- Le surpeuplement
- L'arrivée prévue d'un nombre considérable de travailleurs dans le secteur minier qui réduirait sans aucun doute le nombre de logements disponibles et exercer une pression à la hausse sur les prix des habitations, particulièrement au Yukon.

Les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ont suggéré de construire de nouveaux ensembles d'habitations collectives ou d'offrir un plus grand nombre de terrains pour la vente (contrairement au processus de loterie actuellement en place) pour atténuer la pression en matière d'accès au logement dans la région. Ils ont également mentionné le besoin de mettre en œuvre des initiatives conçues spécialement pour lutter contre la crise du logement pour les peuples autochtones dans le Nord, et ainsi promouvoir les emplois pour les membres des Premières Nations et les entreprises de construction appartenant aux Premières Nations et exploitées par celles-ci.

Dans chaque groupe, plusieurs participants ont avoué avoir été personnellement touchés par l'augmentation des prix des logements. Ceux qui souhaitent accéder au marché de l'habitation étaient d'avis que le prix des nouvelles constructions et des propriétés existantes était un obstacle. Parallèlement, un certain nombre de propriétaires ont parlé du fait que, bien qu'il leur serait relativement facile de vendre leur propriété à bon prix, ils seraient incapables d'en trouver une autre à un prix raisonnable. Quelques participants ont également partagé leur anxiété quant à l'avenir du marché, alors que les loyers et les prix des habitations continuent de grimper.

Soutien du gouvernement du Canada pour l'accèsion à la propriété (résidents des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque, leaders d'opinion de grandes villes et de villes de taille moyenne du Québec, résidents de l'Intérieur de la Colombie-Britannique)

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada avait fait pour aider quiconque souhaite acheter une maison, plusieurs participants ont mentionné l'Incitatif à l'achat d'une première propriété offert par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). D'autres participants ont fait allusion aux incitatifs et aux rabais offerts aux acheteurs, comme l'option de retirer jusqu'à 35 000 \$ par année d'un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) pour la construction ou l'achat d'une maison admissible. Un effort visant à maintenir les taux hypothécaires à un taux relativement bas a également été suggéré.

Les participants ont également été invités à partager leurs connaissances et leurs opinions sur un certain nombre d'initiatives liées au logement du gouvernement fédéral.

Incitatif à l'achat d'une première propriété

L'Incitatif à l'achat d'une première propriété a fait l'objet d'une discussion en profondeur. Nous avons fourni aux participants de l'information de base au sujet du programme, notamment que les acheteurs pourraient obtenir un prêt sans intérêts de la SCHL pour couvrir 5 % du prix de leur première maison (ou 10 % pour une nouvelle construction) et que ce montant serait réduit de leurs paiements hypothécaires. Au moment de la vente de la propriété, la SCHL prélèverait 5 % du prix de vente de la maison à titre de remboursement du prêt. De façon générale, les participants, y compris ceux qui connaissaient le programme et les autres qui en entendaient parler pour la première fois, ont réagi favorablement. Ils avaient le sentiment que ce plan fournissait une aide essentielle aux acheteurs d'une première maison qui autrement n'en auraient pas eu les moyens. Par ailleurs, certains étaient inquiets de l'aspect du plan qui exige que le propriétaire rembourse à la SCHL 5 % du prix de vente, notamment pour ce qui suit :

- Un engagement à long terme avec la SCHL, compte tenu que certains propriétaires ne pourraient vendre leur maison que dans 20 ou 30 ans. Quelques participants étaient également préoccupés par les difficultés bureaucratiques et les complications associées à cet aspect du programme qui pourraient surgir plusieurs années plus tard; et
- La façon dont le remboursement fonctionnerait dans des marchés en plein essor ou au ralenti – certains craignaient que la fluctuation des prix des habitations et les pressions inflationnistes fassent ultimement pencher la balance en faveur de la SCHL au lieu du propriétaire.

Quelques-uns ont fait remarquer que le programme, dans sa forme actuelle, profiterait uniquement à une faible proportion de ceux qui souhaitent acheter une maison. Ces participants croyaient qu'en bout de ligne, le programme n'offrait pas un incitatif financier suffisant pour quiconque souhaite acheter sa première maison.

Taxe pour acheteurs étrangers

Nous avons demandé aux participants s'ils avaient entendu parler de l'intention du gouvernement du Canada d'imposer une taxe sur l'utilisation improductive de logements canadiens par des propriétaires étrangers non-résidents, parfois appelée « taxe pour les acheteurs étrangers ». La plupart ne connaissaient pas cette initiative. Plus particulièrement, l'expression « utilisation improductive » en a rendu certains perplexes et ceux-ci se sont demandé si on parlait des maisons, y compris les résidences d'été, qui demeuraient vacantes pour de longues périodes. Tous se sont entendus pour dire que les résidences d'été appartenant à des propriétaires étrangers et les propriétés achetées principalement pour être louées sur Airbnb devraient faire l'objet d'une taxe pour acheteurs étrangers.

Nous avons offert aux participants des précisions sur cette initiative, entre autres que le gouvernement du Canada avait annoncé l'automne dernier son intention d'aider à rendre le marché du logement au pays plus accessible aux Canadiens en adoptant une mesure fiscale nationale visant les logements au Canada appartenant à des non-résidents et non-Canadiens qui ne les habitent pas et les laissent vides. Dans l'ensemble, les participants ont réagi favorablement à cette initiative puisque selon eux, elle augmenterait la disponibilité et l'accessibilité des propriétés, en réduisant le nombre de non-résidents qui achètent des maisons au Canada. D'après eux, cette initiative permettrait également d'améliorer la situation sur le marché locatif (en diminuant les loyers notamment).

Quelques participants plus sceptiques ne comprenaient pas pourquoi les propriétaires non-résidents qui payent déjà des impôts fonciers devraient payer une autre taxe simplement parce qu'ils n'habitent pas la propriété en question. D'autres se sont demandé si le fait d'imposer une taxe pour les investissements étrangers sur le marché de l'habitation au Canada aurait des effets positifs ou négatifs, faisant valoir que les acheteurs non-canadiens font grimper les prix des maisons et contribuent à créer dans certaines régions un marché plus actif qu'il ne le serait autrement (Terre-Neuve par exemple). D'autres ont insisté sur le fait que le vrai problème n'est pas seulement une pénurie de logements, mais également de « logements abordables », et se sont interrogés à savoir si la taxe proposée réglerait le problème de l'accessibilité et de la disponibilité.

Test de résistance hypothécaire

Quelques participants avaient entendu parler d'un test de résistance pour les prêts hypothécaires. Pour faire avancer la discussion, nous leur avons expliqué que le test de résistance, introduit en janvier 2018, signifiait qu'un emprunteur devait prouver qu'il pouvait effectuer les paiements d'un prêt hypothécaire à un taux qui était soit supérieur de 2 % au taux contractuel, soit égal au taux de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada, selon le plus élevé des deux. Nous leur avons également fourni un exemple : à ce moment, le taux de référence de cinq ans était de 4,79 %; si le prêteur offrait un taux d'intérêt de 2 %, l'emprunteur devait démontrer sa capacité à maintenir les paiements de cette même hypothèque à un taux de 4,79 % pour que le prêt soit accordé. Même si certains auraient souhaité obtenir plus d'information sur le fonctionnement du test de résistance, la plupart ont réagi favorablement et se sont entendus pour dire que ce test devrait demeurer tel quel plutôt que d'être assoupli ou resserré. Quoiqu'ils aient reconnu que certains propriétaires seraient déçus de ne pas pouvoir atteindre le seuil exigé, les participants étaient d'avis que le test permettrait d'atténuer les

nombreuses situations où des propriétaires se mettent dans le pétrin en contractant une trop grosse dette hypothécaire.

Par la suite, nous avons informé les participants que le gouvernement du Canada avait récemment annoncé qu'à partir du 1^{er} juin 2021, les demandeurs de prêts – quel que soit le taux hypothécaire qui leur a été offert par leur prêteur – devront prouver qu'ils peuvent se permettre un taux d'intérêt de 5,25 % avant d'obtenir un financement, au lieu de 4,79 %. Malgré leurs commentaires selon lesquels le test de résistance devrait demeurer tel quel, la plupart des participants ont admis que cet ajustement était acceptable et qu'il reflétait la réalité actuelle. Certains ont souligné l'importance de « rajuster » les attentes des acheteurs à la lumière des impacts économiques plus larges de la pandémie, dont les pertes d'emplois, les pressions inflationnistes possibles et les hausses d'impôts. Quelques participants ont estimé qu'il était préférable d'empêcher les gens d'être en défaut de paiement hypothécaire que de les encourager à acheter une maison à un prix au-dessus de leurs moyens.

Mesures mises en place par le gouvernement du Canada pour faciliter l'accès aux logements abordables (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)

Le dernier volet de la discussion sur les problèmes liés au logement portait sur une série de mesures prévues dans le plus récent budget. Nous avons fourni aux participants du Canada atlantique l'information suivante :

Le budget propose d'avancer et de réaffecter des fonds précédemment annoncés afin de :

- *Accélérer la création de nouvelles unités et de réparer des unités existantes*
- *Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants fuyant la violence*
- *Appuyer la conversion de locaux commerciaux vacants (comme des locaux de commerce de détail et des espaces à bureaux) en logements locatifs*

Lorsque nous leur avons demandé ce qu'ils pensaient de cette initiative, bon nombre de participants étaient en faveur des mesures et s'entendaient pour dire que des gestes devaient être posés et qu'il était important de satisfaire les besoins des groupes marginalisés, en particulier les personnes à faible revenu et/ou celles qui sont victimes de violence basée sur le genre. Les participants ont favorablement accueilli l'idée de convertir les propriétés commerciales vacantes en logements locatifs, surtout si cela permet de créer plus d'unités de logement abordables. D'autres se sont demandé de quelle manière ces initiatives aideraient la personne moyenne à acheter une nouvelle maison. Ces participants ont suggéré que le gouvernement du Canada devrait mettre l'accent sur la construction de plus petits logements et/ou de remplacer les banques comme prêteur pour les acheteurs d'une première maison.

Au bout du compte, les avis étaient partagés quant à savoir si ces initiatives permettraient de combler les besoins en matière de logements abordables. Encore une fois, certains ont mentionné qu'il était

nécessaire de créer des unités de logement plus petites et plus abordables afin d'améliorer les chances pour les acheteurs d'une première maison.

Par la suite, nous avons présenté aux participants plusieurs autres propositions prévues dans le récent budget et recueilli leurs commentaires :

Le budget propose également un financement supplémentaire à la Société canadienne d'hypothèques et de logement afin de :

- *Répondre aux besoins urgents des Canadiens vulnérables*
- *Appuyer la création d'habitations abordables et d'unités pour les personnes ayant des difficultés d'accessibilité*
- *Offrir un soutien financier directement aux femmes à faible revenu et aux enfants fuyant la violence afin de les aider à payer leur loyer*
- *Appuyer les fournisseurs de logements communautaires qui offrent des logements à long terme à un grand nombre de nos plus vulnérables*

Même si bon nombre d'entre eux ont réagi favorablement à ces propositions, croyant qu'elles contribueraient à améliorer l'accès au logement pour les Canadiens vulnérables, les participants étaient d'avis qu'elles pourraient être renforcées en mettant l'accent sur la location comme tremplin pour l'accès à la propriété (p. ex., avec des programmes de location avec option d'achat). D'après eux, aucune des propositions ne répondait directement aux aspirations de nombreux Canadiens, y compris les plus vulnérables, qui souhaitent devenir propriétaires. Quelques autres participants ont mentionné que même si l'intention d'offrir une aide financière aux femmes à faible revenu était louable, ils s'inquiétaient que les promoteurs ou les propriétaires augmentent les loyers, ce qui aurait pour effet de rendre les logements inaccessibles. Ils ont suggéré de s'assurer qu'un plus grand nombre de logements soient réservés à ce groupe et d'imposer des restrictions concernant les hausses annuelles de loyer.

Priorités et enjeux locaux (leaders d'opinion des districts de Sudbury et de Thunder Bay, résidents du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ayant reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19)

Des enjeux locaux ont fait l'objet d'une discussion dans deux groupes afin de connaître les opinions des participants sur les secteurs et industries clés de leur région, leur niveau de connaissance et les besoins en matière de soutien de la part du gouvernement fédéral. Bien que les opinions recueillies soient spécifiques à chacune des régions, il y avait plus de points communs que divergents parmi les résidents du Nord.

Industries et secteurs d'importance

Districts de Sudbury et de Thunder Bay

Dans le nord de l'Ontario (districts de Sudbury et de Thunder Bay), les participants croyaient que l'exploitation minière et la foresterie étaient les industries les plus importantes, suivies du tourisme. Ils ont ajouté que les soins de santé et l'éducation étaient aussi des secteurs importants dans la région, mais moins que les deux autres.

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les secteurs et les industries dans le nord de l'Ontario qui avaient le plus besoin d'aide, les participants ont répondu dans l'optique de la pandémie qui sévit actuellement. Ils s'entendaient pour dire que le tourisme avait besoin d'aide, étant donné la fermeture complète de ce secteur durant la pandémie. Les pavillons de chasse ont notamment été mentionnés comme ayant besoin d'un soutien financier, étant donné l'absence de touristes. Les participants ont démontré un appui considérable envers les propriétaires de petites entreprises qui ont été durement touchés par la COVID-19. Certains ont commenté que durant les confinements imposés par les autorités de la santé publique, les magasins à grande surface ont profité d'un avantage déloyal puisqu'on leur a permis de poursuivre leurs activités, contrairement aux petits commerces qui ont dû fermer. De l'avis des participants, il aurait fallu, durant cette période, prioriser les petites entreprises. Ils ont ajouté que le gouvernement provincial aurait dû forcer les grands détaillants à cesser leurs activités et autoriser les petites entreprises locales à rester ouvertes pour assurer leur survie et leur rentabilité. Outre les petites entreprises, les services personnels de soins et de bien-être, comme les salons de coiffure, ont également été perçus comme ayant besoin d'assistance. Certains ont souligné l'impact de l'absence des étudiants étrangers au niveau postsecondaire dans la communauté et les répercussions sur l'Université Laurentienne, qui a récemment demandé une protection contre les créanciers. Les participants s'entendaient également pour dire que l'absence d'étudiants sur le campus avait aussi contribué au déclin de l'économie locale et de la main-d'œuvre.

Interrogés sur ce que le gouvernement du Canada avait fait pour aider les secteurs susmentionnés, les participants ont reconnu que celui-ci avait offert du soutien financier, comme le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), un prêt sans intérêt pour les petites entreprises canadiennes et les organismes sans but lucratif. Ils ont cependant ajouté que le financement couvrait à peine les pertes enregistrées par les propriétaires d'entreprise, et ont encore une fois mentionné le traitement inéquitable dont avaient été victimes les petits détaillants par rapport aux magasins à grande surface. Les participants ont également mentionné que certains programmes de soutien financier, comme le CUEC, étaient sous forme de prêt et non de subvention, ce qui signifie que les petites entreprises doivent éventuellement rembourser les sommes qu'elles ont reçues.

En ce qui concerne les autres mesures que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour aider ces secteurs, voici celles qui ont reçu le plus grand appui :

- le prolongement de la campagne de vaccination;
- la réouverture de la frontière aux Américains pour relancer le secteur du tourisme; et
- un financement accru pour les entreprises locales et les communautés pour encourager le tourisme et la tenue d'événements.

Yukon et Territoires du Nord-Ouest

Au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, les participants avaient une vision plus large du secteur le plus important dans la région, comparativement aux participants du nord de l'Ontario. Bien que dans les deux groupes, l'exploitation minière ait été mentionnée comme étant le secteur le plus important, d'autres ont également été relevés :

- l'aviation
- le tourisme
- l'hôtellerie
- le gouvernement en général
- les soins de santé
- l'éducation

Lorsque nous leur avons demandé quels étaient les secteurs et les industries qui avaient le plus besoin d'aide, les participants ont mentionné les soins de santé, l'aviation et le tourisme. Interrogés à ce sujet, la majorité des participants se sont entendus pour dire que l'exploitation minière était également un secteur important qui avait besoin d'aide. Cependant, ils n'ont pu expliquer ce que le gouvernement du Canada avait fait jusqu'ici pour soutenir ces secteurs ou ce qu'il pourrait faire pour les aider.

Exploitation minière dans le nord de l'Ontario

Il y a eu moins de discussions sur le secteur minier et le soutien requis de la part du gouvernement du Canada avec les participants du nord de l'Ontario. Quand la question a été soulevée, la plupart des participants n'avaient entendu parler d'aucun soutien offert au secteur par le gouvernement du Canada. Quelques-uns savaient que de nouveaux règlements sur l'exploitation minière avaient été établis, mais n'en connaissaient pas les détails. La majorité avait l'impression que ce secteur avait fonctionné ouvertement durant toute la pandémie. Par conséquent, certains participants avaient le sentiment que l'industrie n'avait pas souffert de la pandémie de COVID-19 et se sont demandé s'il avait besoin de soutien.

Lorsque nous leur avons demandé ce que le gouvernement du Canada devrait faire pour aider le secteur minier, les participants ont suggéré que le gouvernement fédéral devrait en faire plus pour bâtir et développer des relations entre le secteur minier et les communautés des Premières Nations.

Exploitation minière au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest

Les participants étaient au courant de certaines mesures mises en place par le gouvernement du Canada pour aider l'industrie minière dans cette région. Ils ont spécifiquement fait allusion à la levée des quarantaines pour les travailleurs miniers qui se déplacent dans les camps miniers, mais ils croyaient que cette décision avait probablement été prise par le gouvernement territorial et non le gouvernement fédéral. Contrairement aux mesures de soutien, certains ont remarqué que des efforts avaient été faits pour réduire l'extraction minière dans le Nord, mais ils ignoraient s'il s'agissait d'une initiative territoriale ou fédérale.

Interrogés sur les mesures additionnelles que le gouvernement du Canada pourrait faire de plus pour aider l'industrie minière, les participants ont suggéré d'offrir un support additionnel pour la formation dans les métiers afin de préparer un plus grand nombre de travailleurs locaux pour occuper des emplois dans le secteur minier. Quelques participants ont mentionné qu'on devrait inclure un volet autochtone à cette initiative, en offrant un financement accru pour la formation dans le secteur minier et l'éducation des Premières Nations. Les participants étaient également d'avis qu'on devrait verser des redevances additionnelles aux Premières Nations et leur permettre de participer plus activement à la gestion, aux décisions et aux activités liées aux terres.

Infrastructure et enjeux

Les participants étaient très peu au courant des mesures prises jusqu'ici par le gouvernement du Canada en ce qui concerne l'infrastructure dans le nord de l'Ontario, mis à part la construction d'une nouvelle voie de contournement. Ils ont cependant vivement discuté des besoins en infrastructure qu'ils estimaient être une priorité dans la région. Plus précisément, l'élargissement des autoroutes a été vu comme un enjeu majeur. Les participants ont demandé qu'on améliore la sécurité des grandes routes avec des projets comme l'achèvement d'une autoroute à quatre voies reliant Thunder Bay et Sault Ste. Marie, de même que l'élargissement à quatre voies d'un tronçon de 80 kilomètres entre Sudbury et Toronto.

Outre l'élargissement des autoroutes, l'Internet à large bande a également été mentionné comme un domaine qui nécessite une infrastructure nouvelle ou modernisée. Les participants ont mentionné que dans les petites communautés du Nord et des Premières Nations, la connexion Internet est déficiente, faisant en sorte qu'il est difficile pour ces communautés de fonctionner dans un environnement où le télétravail est de plus en plus répandu.

Les enjeux liés à l'infrastructure ont fait l'objet d'une vive discussion avec les participants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest à qui nous avons présenté un plus grand nombre de besoins. Le logement était considéré comme une grande priorité; les participants étaient d'avis qu'il y avait une pénurie de logements adéquats dans le Grand Nord, entraînant ainsi un surpeuplement. Outre le logement, d'autres problèmes d'infrastructure ont été mentionnés :

- La qualité de l'eau et l'accès à de l'eau potable – les participants estimaient qu'il s'agissait d'un problème urgent, particulièrement dans les communautés des Premières Nations.
- Les pannes de courant – tous s'entendaient pour dire qu'il était inacceptable que certaines communautés utilisaient toujours des génératrices au diesel pour produire de l'électricité.
- Les réseaux de télécommunications – la piètre qualité du service Internet a été constatée et les participants ont reconnu que le gouvernement fédéral s'était déjà engagé à apporter des améliorations.
- Les aéroports et les pistes d'atterrissage – les participants ont mentionné qu'il s'agissait d'un problème de longue date et que le gouvernement fédéral avait promis son aide.

Travailleurs sans statut (résidents du Québec rural, parents de jeunes enfants de grandes villes de l'Ontario, résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne des Prairies)

La question des travailleurs sans statut a été abordée dans trois groupes tenus durant la dernière semaine d'avril. Elle visait à savoir dans quelle mesure les participants connaissaient la catégorie des travailleurs sans statut et à recueillir leurs opinions sur la possibilité d'offrir à ce groupe une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté au Canada.

Connaissance de la catégorie des « travailleurs sans statut »

Les termes « travailleurs sans statut » ou « sans papiers » étaient plus ou moins familiers aux participants, certains les connaissant, contrairement à d'autres qui ne les avaient jamais entendus auparavant.

Les participants se demandaient si les travailleurs sans statut travaillaient illégalement au Canada. Ils pensaient que certains étaient peut-être entrés au Canada à titre de touristes ou d'immigrants et n'avaient pas été en mesure de travailler légalement pendant leur séjour ou occupaient un travail rémunéré en argent comptant. De rares participants croyaient que les travailleurs sans statut pouvaient aussi englober les travailleurs étrangers qui avaient accepté des postes temporaires ou saisonniers pour lesquels des entreprises n'avaient pu trouver des candidats qualifiés au Canada. Quelques participants ont ajouté qu'il s'agissait souvent d'emplois moins intéressants pour les citoyens canadiens, à cause des bas salaires ou des mauvaises conditions de travail; d'autres avaient l'impression que les entreprises cherchaient à embaucher des travailleurs à faible salaire venant de l'étranger pour accroître leur rentabilité. Il semblait donc régner une certaine confusion avec la catégorie des travailleurs étrangers temporaires.

Avant de poursuivre la discussion, nous avons précisé aux participants que les travailleurs sans statut sont des personnes qui n'ont pas de statut légal au Canada et qui participent à la population active canadienne. Il s'agit, par exemple, de gens qui sont restés au Canada après l'expiration de leur permis de travail temporaire, qui sont arrivés en tant que visiteurs, mais qui ont commencé à travailler sans obtenir de permis de travail ou dont la demande de statut de réfugié a été rejetée.

Invités à estimer le nombre de travailleurs sans statut qu'il y a au Canada, les estimations des participants étaient aussi basses que 35 000 et aussi élevées qu'un million, des participants allant même jusqu'à dire qu'il atteignait trois millions. D'autres ont formulé des estimations sous forme de pourcentage de la population active totale qui oscillaient entre 0,5 % et 10 %, tandis que certains pensaient que la population canadienne pouvait compter jusqu'à 10 à 45 % de travailleurs sans statut. Beaucoup ne pouvaient tout simplement pas évaluer avec certitude le nombre approximatif de

travailleurs sans statut au Canada et admettaient que leur estimation pouvait être nettement plus élevée que le nombre réel.

Perspectives relatives à la voie vers la résidence permanente et la citoyenneté

Invités à dire si les travailleurs sans statut devraient bénéficier d'une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté, les participants ont formulé des points de vue tantôt partagés, tantôt favorables. Ils étaient relativement peu nombreux à s'opposer vivement à cette proposition. Ceux qui l'appuyaient éprouvaient de l'empathie pour le sort des travailleurs sans statut, qui trimaient dur et apportaient leur contribution au sein des collectivités dans lesquelles ils vivaient. La principale raison d'offrir aux travailleurs sans statut la possibilité de s'engager dans une voie vers la résidence permanente reposait sur le fait qu'ils avaient fait l'effort de venir au Canada et y étaient d'abord entrés en suivant un processus légitime et en présentant les documents appropriés, qui avaient ensuite expiré. D'autres estimaient qu'ils avaient acquis une expérience de travail précieuse au Canada et qu'ils avaient, à un moment donné, payé de l'impôt. Règle générale, plusieurs estimaient qu'il fallait faciliter le processus d'immigration au Canada.

Les participants qui étaient contre l'idée d'offrir aux travailleurs sans statut une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté jugeaient que ces derniers avaient déjà montré une tendance à ne pas respecter les lois. Par conséquent, ils hésitaient à leur offrir la citoyenneté canadienne, présumant qu'ils ne seraient pas nécessairement d'honnêtes citoyens une fois au Canada. Le « resquillage » était aussi une préoccupation pour certains, qui croyaient que quiconque arrive au Canada devrait suivre le processus habituel et craignaient qu'en récompensant ceux qui « ne suivent pas les règles », on n'incite d'autres personnes à les imiter.

Des participants qui n'étaient pas fortement favorables ni fortement opposés à l'idée ont soulevé d'autres questions et enjeux. Selon eux, chaque cas devait être évalué à la lumière des faits qui lui sont propres. Plus précisément, ils considéraient que la situation des personnes qui étaient entrées au Canada comme touristes et y étaient demeurées par la suite différait de celle des gens qui étaient venus pour trouver du travail afin d'aider leurs familles qui étaient restées dans leur pays d'origine. À leur avis, le dernier groupe méritait davantage d'avoir la possibilité d'obtenir la résidence permanente que le premier.

Les participants se sont ensuite demandé s'il existait un argument économique en faveur de l'idée d'offrir aux travailleurs sans statut une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté, puisque de nombreux travailleurs sans statut ne paient pas d'impôt sur le revenu et qu'ils occupent des emplois dans des secteurs où l'on enregistre souvent des pénuries de main-d'œuvre. Beaucoup de participants remettaient en question l'argument économique, à la lumière du taux de chômage actuel. De plus, certains ne partageaient pas l'opinion voulant qu'il y ait des pénuries de main-d'œuvre, tandis que d'autres se demandaient pourquoi le gouvernement du Canada n'essayait pas de recruter des travailleurs étrangers pour pourvoir en toute légalité des postes qui exigent des compétences particulières. D'après les participants, les entreprises aux pratiques s'apparentant à du « travail forcé » qui offraient à leurs travailleurs un salaire loin d'être acceptable constituaient le véritable problème auquel il fallait s'attaquer. Selon eux, on devait en faire plus pour permettre à ces entreprises,

notamment celles de petite taille, de sortir de l'économie clandestine, en abaissant les taux d'imposition ou en modifiant le régime de réglementation. Par souci d'équité, d'autres ne pouvaient appuyer l'argument économique en faveur de l'idée d'offrir aux travailleurs sans statut une voie vers la résidence permanente au Canada.

Parallèlement, des participants défendaient l'argument économique, laissant entendre que ce serait avantageux d'offrir aux travailleurs sans statut une voie vers la citoyenneté pour en faire des contribuables à long terme qui participeraient au financement du filet de sécurité sociale du pays, plus précisément aux soins de santé. Ainsi, au lieu d'être envoyés à leurs familles dans leur pays, les revenus des travailleurs sans statut resteraient au Canada. Les participants pensaient que les personnes à qui l'on offrirait une voie vers la citoyenneté feraient probablement venir leur famille au Canada, de sorte qu'ils contribueraient à l'économie canadienne et la soutiendraient. Le Canada pourrait facilement les aider dans cette démarche d'après quelques participants. Étant donné que le Canada accueille chaque année un nombre relativement élevé d'immigrants, certains participants pensaient qu'offrir la citoyenneté aux travailleurs sans statut n'exercerait pas de pressions excessives sur les infrastructures ou programmes sociaux canadiens et se traduirait par des avantages économiques supérieurs aux coûts.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – April 2021 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants
- Incentives will be \$100 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EDT)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Tues., April 6	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Sudbury and Thunder Bay Districts Ontario	Opinion Leaders/ Influencers/Paying more Attention to News/Media	DN
2	Wed., April 7	8:00-10:00	6:00-8:00 (MDT)	Calgary and Edmonton	People Experiencing COVID-19 Fatigue/Exhibiting Riskier Behaviours, Age 20-35/COVID-19 Hotspot	TBW
4	Mon., April 12	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Central and Southern Ontario	Indigenous Peoples	DN
5	Tues., April 13	5:00-7:00	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	Mid-size Centres Atlantic Canada	Vaccine Hesitant	TBW
6	Thurs., April 15	9:00-11:00	7:00-9:00 (MDT) 6:00-8:00 (MST)	Yukon and Northwest Territories	Recipient of First Dose of COVID-19 Vaccine	TBW
7	Tues., April 20	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Windsor-Essex, Lambton and Niagara Region	People Experiencing COVID-19 Fatigue/Exhibiting Riskier Behaviours, Age 35-49/COVID-19 Hotspot	DN
9	Thurs., April 22	9:00-11:00	6:00-8:00 (PDT)	Interior BC	General Population	TBW
11	Wed., April 28	6:00-8:00	6:00-8:00 (EDT)	Major Centres Ontario	Parents of Children, Age 1-10	DN
12	Thurs., April 29	8:00-10:00	6:00-8:00 (CST) 7:00-9:00 (CDT)	Mid-size and Major Centres Prairies	General Population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**

No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Sudbury and Thunder Bay Districts Ontario	<p>Cities include: <u>Sudbury District:</u> Sudbury, Espanola, French River, Markstay-Warren, St. Charles <u>Thunder Bay District:</u> Thunder Bay, Greenstone, Marathon</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH DISTRICT. NO MORE THAN THREE PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 1
Calgary and Edmonton	<p>Cities include: Calgary, Edmonton</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 2
Central and Southern Ontario	<p>Cities could include (but are not limited to): <u>Central:</u> Toronto, Durham Region (Ajax, Clarington, Brock, Oshawa, Pickering, Whitby), York Region (Markham, Vaughan, Richmond Hill, Newmarket, Aurora), Peel Region (Mississauga, Brampton), Simcoe Region, Dufferin Region (Mono, Orangeville) <u>Southern:</u> Hamilton, Waterloo, Halton Region (Burlington, Halton Hills, Oakville, Milton), Middlesex County (London, Strathroy, Mount Brydges) Wellington County (Guelph, Fergus, Elora, Belwood), Brantford</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM CENTRAL ONTARIO AND 4 FROM SOUTHERN REGION. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THESE REGIONS. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 4
Mid-size Centres Atlantic Canada	<p>Cities could include (but are not limited to): <u>NS:</u> Truro, New Glasgow, Glace Bay, Sydney Mines, Kentville</p>	CONTINUE – GROUP 5

	<p>NB: Fredericton, Saint John, Quispamsis-Rothesay, Bathurst, Edmundston, Chatham – Douglstown, Cambellton</p> <p>PEI: Charlottetown, Summerside</p> <p>N&L: Mount Pearl, Corner Brook, Conception Bay, Paradise, Grand Falls-Windsor, Gander</p> <p>ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES WITHIN EACH PROVINCE.</p>	
Yukon and Northwest Territories	<p>Cities include (but not limited to):</p> <p>Yukon: Whitehorse, Dawson City</p> <p>NWT: Yellowknife, Hay River, Inuvik, Fort Smith</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS PER TERRITORY. AIM FOR MULTIPLE CITIES IN EACH TERRITORY.</p>	CONTINUE – GROUP 6
Windsor-Essex, Lambton and Niagara Region	<p>Cities could include (but are not limited to):</p> <p>Windsor-Essex Region: Windsor, Lakeshore, La Salle, Leamington, Tecumseh, Essex, Amherstburg, Kingsville</p> <p>Lambton Region: Sarnia, St. Clair, Lambton Shores</p> <p>Niagara Region: Niagara Falls, Port Corlbone, St. Catherines, Thorold, Welland, Fort Erie, Grimsby, Lincoln</p> <p>ENSURE 2-3 PARTICIPANTS FROM EACH REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Interior B.C.	<p>Cities could include (but are not limited to): Kamloops, Vernon, Kelowna, Penticton, Peachland Nelson, Cranbrook, Golden, Revelstoke, Prince George, Williams Lake, Fort St. John</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. NO MORE THAN 2 PARTICIPANTS PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Major Centres Ontario	<p>Cities include: Toronto, Ottawa and Hamilton.</p> <p>ENSURE 2-3 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 11
Mid-size and Major Centres Prairies	<p>Cities include:</p> <p>Manitoba: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Thompson, Portage la Prairie, Winkler, Selkirk, Morden, Dauphin, The Pas, Flin Flon.</p>	CONTINUE – GROUP 12

	<p><u>Saskatchewan</u>: Saskatoon, Regina, Prince Alberta, Moose Jaw, Swift Current, Yorkton, North Battleford, Lloydminster, Estevan, Warman, Weyburn, Martensville, Melfort, Humboldt, Meadow Lake.</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. MAX 2 PARTICIPANTS FROM MAJOR CITIES IN EACH PROVINCE (WINNIPEG/BRANDON, SASKATOON/REGINA). ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	
Other		THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 1** How often are you watching, reading or listening to the news/media?

Always **CONTINUE TO Q.3A – PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA**
 Often **CONTINUE TO Q.3A – PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA**
 Sometimes **THANK AND END**
 Rarely **THANK AND END**
 Never **THANK AND END**

3a. **ASK ONLY IF GROUP 1** To what extent do you agree or disagree with the following statements?

- In discussions with family/friends, I am usually the one who shares my opinion most often.
- In discussions with family/friends, I am often used as a source for advice.

Strongly agree **CONTINUE = GROUP 1**
 Somewhat agree **CONTINUE = GROUP 1**
 Somewhat disagree **THANK AND END**
 Strongly disagree **THANK AND END**
VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

TO QUALIFY FOR GROUP 1 THEY MUST HAVE ANSWERED ALWAYS/OFTEN AT Q.3 (PAYING ATTENTION TO NEWS/MEDIA) AND EITHER STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO BOTH OF THE STATEMENTS IN Q.3A.

4. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 7** Have you attended a social gathering or event outside your home in the last month?

Yes **CONTINUE TO Q.4a**

No **SKIP TO Q.4b**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4a. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 7** Which of the following best describes your current situation?

I am only seeing those currently living in my household **CONTINUE**

I am seeing extended family from time to time **CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS**

I am seeing friends and or neighbours from time to time **CONTINUE – EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4b. **ASK ONLY IF GROUP 2 OR 7** With COVID-19 restrictions having been in place for almost a year, to what extent do you agree or disagree with the following statements?

- I feel like I have made a lot of personal sacrifices in order to slow the spread of COVID-19.
- I am tiring of having to continue to adhere to public health measures, like mask wearing and social distancing.
- I don't pay as much attention anymore to messages from public health and government officials about COVID-19.
- I am tiring of having to avoid seeing extended family, friends and/or neighbours.

Strongly agree **COVID FATIGUED**

Somewhat agree **COVID FATIGUED**

Somewhat disagree

Strongly disagree

VOLUNTEERED Prefer not to answer

IF STRONGLY/SOMEWHAT AGREE TO ONE OR MORE OF THE STATEMENTS ABOVE, THEY WOULD BE CONSIDERED COVID FATIGUED.

ENSURE A MIX OF THOSE WHO ARE EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS (AT Q.4A) AND/OR COVID FATIGUED (AT Q.4B). BUT, NO MORE THAN 3 PARTICIPANTS WHO ARE 'COVID FATIGUED' ONLY (E.G., NOT EXHIBITING RISKIER BEHAVIOURS AT Q.4A, BUT SOMEWHAT/STRONGLY AGREE TO ANY AT Q.4B).

5. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	CONTINUE ENSURE A GOOD MIX OF DIFFERENT INDIGENOUS GROUPS.
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

6. **ASK ONLY IF GROUP 5** Which of the following best describes what you would do if a COVID-19 vaccine became available?

I have already gotten a COVID-19 vaccine **THANK AND END**
 I would get the vaccine as soon as I became eligible for it **THANK AND END**
 I will probably get the vaccine, but would want to wait a while **CONTINUE – HESITATOR**
 I'm not sure if I would get the vaccine **CONTINUE – HESITATOR**
 I would not get the vaccine **THANK AND END**
 Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX OF THOSE WHO SAY THEY WOULD WAIT/ARE NOT SURE.

7. **ASK ONLY IF GROUP 6** Which of the following statements best describes your current COVID-19 vaccination status?

I have not received any doses of a COVID-19 vaccine yet **THANK AND END**
 I have received my first dose of a COVID-19 vaccine **CONTINUE = GROUP 6**
 I have received two doses of a COVID-19 vaccine **CONTINUE = GROUP 6**
 Prefer not to answer **THANK AND END**

PREFERENCE FOR THOSE WITH ONLY 1 DOSE OF THE VACCINE SHOULD BE GIVEN.

8. **ASK ONLY IF GROUP 11** Do you have any children between the ages of 1-10 years old?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

9. **ASK ONLY IF GROUP 11** Could you please tell me how old this child/these children are?

Child	Age
1	
2	
3	
4	
5	

ENSURE A GOOD MIX BY AGE OF CHILDREN AND NUMBER OF CHILDREN IN EACH GROUP.

10. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18 - 19	IF CALGARY & EDMONTON OR WINDSOR-ESSEX, LAMBTON AND NIAGARA REGION = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
20 - 34	IF CALGARY & EDMONTON = GROUP 2 IF WINDSOR-ESSEX, LAMBTON AND NIAGARA REGION = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
35 - 49	IF CALGARY & EDMONTON = THANK AND END

	IF WINDSOR-ESSEX, LAMBTON AND NIAGARA REGION = GROUP 7 ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
50 +	IF CALGARY & EDMONTON OR WINDSOR-ESSEX, LAMBTON AND NIAGARA REGION = THANK AND END ALL OTHER LOCATIONS, CONTINUE
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

**PARTICIPANTS IN FROM YUKON AND NWT MAY SKEW OLDER.
PARENTS IN GROUP 11 MAY SKEW YOUNGER-MIDDLE AGED (30S/40S).**

11. **[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.

12. Which of the following best describes the industry sector that you are currently employed in?

- Accommodation and Food Services
- Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services
- Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting
- Arts, Entertainment and Recreation
- Construction
- Educational Services
- Finance and Insurance
- Health Care and Social Assistance
- Information and Cultural Industries
- Management of Companies and Enterprises
- Manufacturing
- Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction
- Other Services (except Public Administration)
- Professional, Scientific and Technical Services
- Public Administration
- Real Estate and Rental and Leasing
- Retail Trade
- Transportation and Warehousing
- Utilities
- Wholesale Trade
- Unemployed
- Full Time Student
- Retired
- Other, please specify: _____

CONTINUE FOR ALL. ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT FOR EACH GROUP. NO MORE THAN TWO PER SECTOR.

PARTICIPANTS IN FROM YUKON AND NWT MAY SKEW TO HEALTHCARE (MAXIMUM 2 HEALTHCARE WORKERS) AND FRONT LINE WORKERS.

13. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

14. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

15. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

16. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

17. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

18. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT’S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

19. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.23**

20. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

21. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

22. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

23. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

24. Which of the following categories best describes your total household income in 2020? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

25. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$100 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

CONTINUE

No

THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.



RECRUITED BY: _____
DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement — avril 2021 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EDT)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	8 avril	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris la ville de Montréal	Personnes ayant reçu la première dose d'un vaccin contre la COVID-19	M. Proulx
8	21 avril	18 h-20 h	Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	Guides d'opinion, influenceurs, personnes plus attentives aux nouvelles ou aux médias	M. Proulx
10	27 avril	18 h-20 h	Québec rural	Population générale	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

Un parti politique CONCLURE	REMERCIER ET
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias CONCLURE	REMERCIER ET
Dans le milieu de la radio ou de la télévision CONCLURE	REMERCIER ET
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grande région de Montréal (GRM) – y compris la ville de Montréal	Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 3
Grandes villes et villes de taille moyenne du Québec	Ces villes peuvent notamment comprendre : <u>Pour les grandes villes</u> : Montréal, Gatineau, Québec, Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi – Jonquière <u>Pour les villes de taille moyenne</u> : Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme, Chateauguay, Drummondville, Granby, Beloeil, Saint-Hyacinthe RECRUTER QUATRE PERSONNES POUR LES GRANDES VILLES ET QUATRE PERSONNES POUR LES VILLES DE	CONTINUER – GROUPE 8

	TAILLE MOYENNE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.	
Québec rural	Moins de 50 000 habitants Ces villes peuvent notamment comprendre : Joliette, Victoriaville, Salaberry-de-Valleyfield, Shawinigan, Rimouski, Sorel, Saint-Georges, Val-d'Or, Rouyn-Noranda, Sept-Îles, Hudson, Alma, Magog, Varennes, Rivière-du-Loup, Les Coteaux, Buckingham ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU. PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS PAR VILLE.	CONTINUER – GROUPE 10
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 3** Lequel des énoncés suivants décrit le mieux votre statut de vaccination contre la COVID-19?

Je n'ai encore reçu aucune dose d'un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

J'ai reçu ma première dose d'un vaccin contre la COVID-19 **CONTINUER = GROUPE 3**

J'ai reçu deux doses d'un vaccin contre la COVID-19 **REMERCIER ET CONCLURE**

Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 8** À quelle fréquence regardez-vous, lisez-vous ou écoutez-vous les nouvelles ou les médias?

Toujours **PASSER À LA Q.5A – ATTENTION PORTÉE AUX NOUVELLES OU AUX MÉDIAS**

Souvent **PASSER À LA Q.5A – ATTENTION PORTÉE AUX NOUVELLES OU AUX MÉDIAS**

Parfois **REMERCIER ET CONCLURE**

Rarement **REMERCIER ET CONCLURE**

Jamais **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 8** Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec les énoncés suivants?

- Lors de discussions avec la famille ou les amis, je suis habituellement la personne qui exprime le plus souvent son opinion.
- Lors de discussions avec la famille ou les amis, je suis souvent utilisé(e) comme une source de conseils.

Tout à fait d'accord **CONTINUER = GROUPE 8**

Plutôt d'accord **CONTINUER = GROUPE 8**

Plutôt en désaccord **REMERCIER ET CONCLURE**

Tout à fait en désaccord **REMERCIER ET CONCLURE**

RÉPONSE SPONTANÉE Je préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

POUR ÊTRE ADMISSIBLE AU GROUPE 8, LA PERSONNE DOIT AVOIR RÉPONDU « TOUJOURS » OU « SOUVENT » À LA Q.5 (ATTENTION PORTÉE AUX NOUVELLES OU AUX MÉDIAS) ET « TOUT À FAIT D'ACCORD » OU « PLUTÔT D'ACCORD » AUX DEUX ÉNONCÉS DE LA Q.5A.

6. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

LES PARTICIPANTS DE LA GRM – GROUPE 3 PEUVENT ÊTRE UN PEU PLUS ÂGÉS.

7. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme

Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Administrations publiques
Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Arts, spectacle et loisirs
Autres services, sauf les administrations publiques
Commerce de détail
Commerce de gros
Construction
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
Fabrication
Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein **PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS**
À la retraite – **DEMANDER : « DANS QUEL SECTEUR TRAVAILLIEZ-VOUS AVANT? » ET NOTER LA RÉPONSE**
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser : _____

CONTINUER POUR TOUS LES RÉPONDANTS. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. LE GROUPE DE LA GRM PEUT COMPTER UNE PROPORTION LÉGÈREMENT PLUS ÉLEVÉE DE PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ (DEUX AU MAXIMUM) OU DE PERSONNEL DE PREMIÈRE LIGNE.

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

13. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**

Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**

À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**

5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Et sur quels sujets portaient-ils?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire

Études secondaires partielles

Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent

Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers

Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire

Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat

Baccalauréat

Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2020— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$

20 000 \$ à moins de 40 000 \$

40 000 \$ à moins de 60 000 \$

60 000 \$ à moins de 80 000 \$

80 000 \$ à moins de 100 000 \$

100 000 \$ à moins de 150 000 \$

150 000 \$ ou plus

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – April 2021 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (5-15 minutes) Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C., Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies

- What have you seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Have you seen, read or heard anything recently about the Supreme Court of Canada ruling on carbon pricing? What have you heard?

Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours **SHOW ON SCREEN:**

Recently, the Supreme Court of Canada ruled that the federal government's law requiring provinces and territories to implement carbon gas pricing systems by January 1, 2019, or adopt one imposed by the federal government, is constitutional. The majority of the judges noted that global warming causes harm beyond provincial boundaries and that it is a matter of national concern under the "*peace, order and good government*" clause of the Constitution. They also noted this law would only apply where provincial or territorial pricing systems are not strict enough to reduce global warming.

Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours Currently, the provincial systems in place in Ontario, Manitoba, Saskatchewan and Alberta do not fully meet federal benchmark stringency requirements; thus, the Government of Canada can apply a price on pollution in these provinces.

- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** What are your thoughts about this Supreme Court decision?
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders** How do you feel about the carbon pricing system in Ontario?
- **Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** How do you feel about the carbon pricing system in Alberta?
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Are you aware that approximately 90% of direct proceeds from the Government of Canada's pollution pricing are returned to residents of those provinces through Climate Action Incentive payments?
 - How do you feel about this?

Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours ***ADDITIONAL BACKGROUND INFORMATION TO MODERATOR (to clarify if there are any misunderstandings about the incentive payments)***

The Government of Canada does not keep any direct proceeds from pollution pricing. All direct proceeds are returned to the province or territory of origin. The incentive payment to residents is delivered through personal income tax returns. The remaining 10% (i.e. the portion not returned to residents) is used to support small businesses, schools, universities, municipalities, and Indigenous groups.

- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Have you seen, read or heard anything about the new federal government support for Air Canada?
 - IF YES: What have you heard?

Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine CLARIFY: On Monday, the federal government announced that it would provide financial support to Air Canada in the amount of about \$5.9 billion to help the airline rebuild from the effects of the COVID-19 pandemic. Support will be provided in the form of loans that Air Canada will have to pay back within 5 to 7 years, depending on the credit facility. The federal government also made an equity investment of \$500 million in Air Canada stock, giving them a stake in the airline. Among the conditions in the deal, it included refunds for flights cancelled due to the pandemic, the restoration of regional routes that were previously suspended, and job protection for the airline's remaining employees.

- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** What do you think about this deal with Air Canada?

COVID-19 INFORMATION / IN THE NEWS (15 minutes) **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders**

- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders** When we asked you to participate in this focus group, you said regularly watch, read or listen to the news. I was wondering if you could tell me where you get most of your news or information?
- **Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders** When we asked you to participate in this focus group, you said regularly watch, read or listen to the news, What news or information about COVID-19 do you typically look at?

Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders Now I'd like to focus on COVID-19...

- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders** What kind of news or information about COVID-19 do you typically read?
 - Do you seek specific information about COVID-19?
- When you find certain information or news articles, do you share it on your social media networks?
 - Why / why not?
- Do you ever come across any false information ("fake news")?
 - How do you know when the information is false?
 - **Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders** Do you do anything when you come across false information? (e.g. try to correct it)
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders** Do you ever try to correct false information when you see it on social media?
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders** Do you correct false information coming from friends or family?
 - Why / why not?

COVID-19 OUTLOOK (20-40 minutes) **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C., Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies**

Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours When we invited you to this session, some of you said you have recently attended a social gathering or event outside your home recently and/or are seeing friends, neighbours or extended family from time to time. Some of you

also said you're tiring of having to continue to adhere to public health measures, or you're not paying attention anymore about public health advice, or that you're getting tired of having to avoid seeing people...

- **Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** What do you find tiring or difficult about following public health advice?
- **Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Do you think that there should continue to be restrictions in place at the moment, or do you think people should be able to get together now, go to restaurants together, etc.? What makes you say that?
 - **IF RESTRICTIONS:** What kinds of restrictions do you think should be in place? Would you follow these? Why/why not?
- **Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Major Centres Ontario Parents of Young Children** Recently, Ontario has strengthened restrictions across the province, including lengthening the stay-at-home order by two weeks, reducing interprovincial travel, limiting gatherings to members of your own household except for those who live alone, restricting outdoor recreational amenities, closing nonessential construction and reducing capacity in big box stores.
- **Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Rural Quebec** Recently, Quebec has strengthened restrictions in some regions, including stricter curfews and the closure of non-essential businesses, and has implemented new interprovincial travel restrictions. As part of the travel restrictions, travellers from Ontario cannot enter without a valid reason (e.g. they live or work in Quebec, they are transporting goods, etc.). Anyone returning to Quebec from Ontario must isolate for 14 days unless they fall under one of the listed exceptions
- **Interior B.C.** Recently, BC has strengthened restrictions across the province, including closing indoor dining in restaurants, pubs and bars, cancelling indoor low-intensity group exercise classes, and continuing the suspension of indoor in-person religious services. It has also indicated it will be implementing new travel restrictions, where people will not be able to leave their health authority region without a legitimate reason.
- **Mid-size and Major Centres Prairies** In some of the provinces across the prairies, certain restrictions are being strengthened, including placing limits on indoor-dining, moving certain schools to online learning, limits on personal gatherings and visitors inside homes, limits on cultural and faith-based gatherings, and reduced capacity in shopping centres and gyms.
 - **Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Rural Quebec, Interior B.C.** What do you think about the current restrictions in place?
 - **Mid-size and Major Centres Prairies** What do you think about the current restrictions in place in your area?

- Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Rural Quebec, Interior B.C., Mid-size and Major Centres Prairies Should they be lifted? Should more things be opened up now?
- Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Rural Quebec, Interior B.C., Mid-size and Major Centres Prairies Should they be more restricted?
- Major Centres Ontario Parents of Young Children How have they had an impact on your families?

Major Centres Ontario Parents of Young Children The Government of Canada announced that it will be providing more help to Ontario in response to the province's request for assistance. It is providing support from the Canadian Armed Forces (CAF) and funding the redeployment of the Canadian Red Cross to augment or relieve staff within medical care facilities. In addition, the CAF will be providing the airlift of medical personnel from Newfoundland and Labrador and possibly other jurisdictions.

- What do you think about this additional help for Ontario?

Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C. The Government of Canada announced that it will cover all the costs to coordinate any extra staff other provinces are able to send to the front lines in Ontario, including providing air transportation. The federal government is also deploying more rapid testing to hot spots and continues to stand ready to deploy the Canadian Red Cross to help with mobile vaccination teams.

- What do you think about these additional actions from the Government of Canada?
- **Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies** What do you know about Canada's current travel restrictions?

Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies CLARIFY: The Government of Canada has put in place several measures related to international travel in order to stop further spread of COVID-19 from other countries. Some of these measures include requirements to provide a proof of negative COVID-19 test taken within 72 hours with additional testing upon entry for those entering by air and land, and an additional mandatory 3-night stay at their own cost at a Government-Approved Accommodation (hotel) while they wait for the results of their arrival test for those entering by air. They've also recently introduced a travel ban for passenger and business flights from India and Pakistan to curb the spread of COVID-19 variants.

- What do you think about these actions from the Government of Canada?
 - Are they appropriate? Why/why not?
- Should travel restrictions be reinforced and made tougher? Or should they be loosened?

- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** What do you think about the current restrictions in place in your region?
 - Should they be lifted? Should more things be opened up now?
 - Should they be more restricted?
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders** Are you concerned about a third wave? How about COVID-19 variants?
- **Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** The Alberta government has said that Alberta is into its third wave of COVID-19. Are you concerned about the third wave? How about COVID-19 variants?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** The Québec government has said that Québec is into its third wave of COVID-19. Are you concerned about the third wave? How about COVID-19 variants?
- **Central and Southern Ontario Indigenous Peoples** The Ontario government has said that Ontario is into its third wave of COVID-19. Are you concerned about the third wave? How about COVID-19 variants?
- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Some parts of Canada are currently entering into their third wave of COVID-19. Are you concerned about the third wave?
- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** How about COVID-19 variants spreading from other parts of the country to Atlantic Canada?
- **Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** How about COVID-19 variants spreading from other parts of the country to Yukon or Northwest Territories?
- Do you think that the spread of COVID-19 is going to get worse throughout the spring?
 - Or, are we in the middle of it now?
 - Or, is the worst behind us?
- What have you seen, read or heard about COVID-19 vaccines recently?
- Do you think the Government of Canada is doing a good job in procuring and distributing the vaccine to provinces and territories, or not?
 - Why do you think that?
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** Compared to other countries, how is Canada as a whole doing in terms of getting people vaccinated?

- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** When do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?
- **Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** Regardless of whether you have done so or not, are any of you eligible to receive a COVID-19 vaccine?
- **Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** IF NO: when do you think you personally will be in a position to receive a vaccine?
 - *(NOTE TO MODERATOR: this is not asking if/when they plan on getting a vaccine, but when they think getting vaccinated will become an option for them)*
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** When do you think everyone who wants to be vaccinated will be able to receive a vaccine?
- **Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours** Do you think things will get back to normal once everyone has been vaccinated?
 - Will COVID-19 measures remain in place for a while after?
 - Do you think that even if things go back to normal there could be lockdowns in a year or two because of variants?
 - Do you think that COVID-19 will become something similar to the flu, where people need to get a new vaccine every year because of variants?
 - Do you think the economy will bounce back quickly, or will it take a while for everyone who lost jobs to get back to work?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** When we asked you to participate in this discussion group, all of you had mentioned having received the first dose of the COVID-19 vaccine. How do you feel the vaccination process is going? How has it been for you?
- **Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** When we asked you to participate in this discussion group, all of you had mentioned having received a first dose of the COVID-19 vaccine, and some of you are now fully vaccinated (e.g., both doses). How do you feel the vaccination process is going? How has it been for you?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Now that you have received a COVID-19 vaccine dose, how do you feel? Do you feel protected against COVID-19?

- **Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** How many of you have received the first dose only? Let me start by asking you, now that you have received a COVID-19 vaccine dose, how do you feel? Do you feel protected against COVID-19 and the variants? What about those who have received both doses? How do you feel? And, do you feel protected against COVID-19 and the variants?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Since receiving the first dose, have you changed any of your behaviours? What are you doing differently now?
 - Do you feel like you can go out without wearing a mask in public? Without having to maintain physical distance? Why/why not?
 - Do you feel like you can get together indoors with other people who have been vaccinated? Why/why not?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** For those of you who have not changed your behaviours since receiving the first dose, do you think you will do so once you get your second dose?
 - IF YES: What will you do differently?
 - IF NO: At which point do you think you will be able to do things like not wear a mask in public, not maintain physical distance, get together indoors with others, etc.?
- **Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Since receiving the vaccine (either the first dose only or both doses), have you changed any of your behaviours? IF YES: What are you doing differently now? (MODERATOR AND NOTE-TAKERS TO OBSERVE ANY DIFFERENCES BETWEEN THOSE WHO HAVE RECEIVED THEIR FIRST DOSE ONLY VS. THOSE HAVING RECEIVED BOTH DOSES.) IF RECEIVED FIRST DOSE ONLY AND NOT DOING ANYTHING DIFFERENTLY, PROBE: Do you think you will be able to do anything differently after you get your second dose? What will you do differently?
 - ASK ALL: Do you feel like you can go out without wearing a mask in public? Without having to maintain physical distance? Why/why not? IF NOT: At which point do you think you will be able to do things like this? ASK THOSE WHO HAVE RECEIVED FIRST DOSE ONLY: Do you think you will be able to do so once you get your second dose?
 - ASK ALL: Do you feel like you can get together indoors with other people who have been vaccinated? Why/why not? IF NOT: At which point do you think you will be able to do things like this? ASK THOSE WHO HAVE RECEIVED FIRST DOSE ONLY: Do you think you will be able to do so once you get your second dose?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C., Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies** Do you think things will get back to normal once everyone who wants

a vaccine has been vaccinated, or do think COVID-19 measures will remain in place for a while after?

- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Let's say we reach a point in the near future where things go back to normal. Do you think it will stay that way, or do you think there could be restrictive measures put in place again in a year or two because of variants?
 - Do you think that COVID-19 will become like something similar to the flu, where people need to get a new vaccine every year because of variants?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** The Quebec government (in addition to other provincial governments) is stretching the delay for its residents to get the second dose of the vaccine to four months. How do you feel about this?
- **Central and Southern Ontario Indigenous Peoples, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Following the National Advisory Committee on Immunization (NACI)'s recommendation to delay second doses of the two-shot COVID-19 vaccine by up to four months, Ontario is set to extend the interval between doses to follow these recommendations. How do you feel about this?
 - Do you think it makes more sense to delay the second dose so that more people can get the first dose as soon as possible, or do you think it makes more sense to stick to the original schedule to ensure being vaccinated is as effective as possible?
- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** When we asked you to participate in this focus group, we asked whether you thought you would get vaccinated or not. Some of you said you would, but you preferred to wait, and others of you said you were unsure. Is this still the case? Why/why not?
 - (FOR THOSE WHO ARE HESITANT) What are the factors that will influence your decision on whether or not to get vaccinated?

Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant I'm going to show you a short video about the approved vaccines in Canada.

SHOW VIDEO

- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** What are your initial thoughts about this video?
- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** Does it answer any of the questions you had about the approved vaccines in Canada?
- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** Does it change your confidence in any of the vaccines?

- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** Are there other questions about COVID-19 vaccines you would like answers to?
- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** What have you seen, read or heard about the AstraZeneca vaccine recently?
 - Has this affected your confidence in this specific vaccine? What about other vaccines?
- **Interior B.C., Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies** When evaluating how well Canada is doing in terms of vaccinating people, what do you think is the best comparison? Is it compared to the U.S.? Europe? The G20? Our global ranking? Something else?

Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours

Roughly 25% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 17th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders Roughly 25% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 16th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Interior B.C. Roughly 26% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 16th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children Roughly 30% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 15th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

Mid-size and Major Centres Prairies Roughly 31% of Canadians have now received at least one COVID-19 vaccine dose, placing Canada 14th internationally, and 3rd among the G20 countries, behind only the United States and the United Kingdom.

- **Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C., Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies** Is this about what you expected, or do these numbers surprise you?
 - IF SURPRISED: is that because Canada is doing better or worse than you thought?
- **Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C., Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies** Now that I have provided some additional information about how Canada is doing, do any of these numbers change how you feel about how Canada is doing on vaccines? How so?

LOCAL ISSUES / INDUSTRIES (20 minutes) Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders

Let's shift our focus a little bit.

- What are the most important sectors and industries in northern Ontario?
- Which sectors and industries in northern Ontario do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support this sector? What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- Now thinking about mining in northern Ontario, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support the mining sector?
- Do you think that the Government of Canada has done enough in terms of infrastructure in your region and in northern Ontario more broadly?
 - What has been built?
 - What needs to be built?
- Are there any issues specific to northern Ontario that you feel the Government of Canada should be paying more attention to? Why do these issues need federal support?

BUDGET 2021/ECONOMIC GROWTH (30 minutes) Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders, Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Central and Southern Ontario Indigenous Peoples
I'd like to talk to you about the next federal budget ...

- In one sentence, what do you think the next federal budget should focus on?
 - And do you think it will be about that or something else?
 - IF SOMETHING ELSE: what do you think it will focus on? What makes you say that?

Sudbury and Thunder Bay District Opinion Leaders **POLL:** Assuming that the federal budget is in the next few months, should it be focused on:

Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours **POLL:** The federal budget will be presented April 19. Should it be focused on:

- Dealing with the COVID-19 crisis?
- Mapping out an economic recovery plan?
- Mapping out a vision for what life will be life after COVID-19?

MODERATOR: as much as possible, try to get participants to select 1, rather than defaulting to all of them.

- Do you think that the Government of Canada should focus on “jobs and growth”, or “supporting people through the pandemic”? What makes you say that?

MODERATOR: as much as possible, try to get participants to select 1, rather than defaulting to all of them.

- When you hear the term “economic growth”, what does that mean to you?
- If the Government of Canada said its next budget would be focused on economic growth, what kinds of things would you expect to see included in the budget?
- A growing economy is considered a good thing, because it’s seen as a way to improve people’s lives. However, some say the pandemic has made them re-think what kind of economic growth we should have, or what kind of emphasis we should place on economic growth versus other areas of life, such as health, personal well-being, the environment, and so on. What do you think of this?
 - Do you think economic growth leads to improvements in other areas of life (for example, improved health, better personal life satisfaction, a healthier environment)? Or do you think economic growth comes at the expense of other areas of life?
 - Which areas?
 - Do you think that the Government of Canada needs to specifically focus on these other areas?
 - What kind of priority would you place on economic growth versus other areas of life?

AD TESTING (SUCCESS CHECK) (15 minutes) Calgary and Edmonton Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours

I’m now going to show you an ad campaign in the form of two 15 second videos that are currently being developed by the Government of Canada for possible advertising regarding COVID-19.

You will notice that they may not be in the finished form. We will view the videos and then I will ask you a few questions about them.

The two videos are nearly the same but with some slight differences. When this ad is final, viewers will see one of these two versions, depending on what platform/media they are accessing (e.g. Snapchat, TikTok, etc.).

SHOW BOTH VERSIONS BACK TO BACK

- What are your initial thoughts about this ad? What makes you say that?
- What is the main message of this ad?
- Does this ad make you rethink your behaviours? Why/why not?

MENTAL HEALTH (30 minutes) GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant

Now, we're going to switch gears and talk about mental health.

- Has the COVID-19 pandemic affected your mental health or that of a loved one? How so?
 - Since the start of the pandemic, would you say that your mental health has gotten worse, better or stayed about the same?
 - What are the signs or symptoms of someone affected by mental health challenges?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Is the topic of your mental health something you feel comfortable talking about?
- When you are going through a difficult time, who or what do you turn to for support? (ex: a friend, family member, meditation, alcohol, etc.)
 - What are some of your coping strategies to deal with mental health challenges?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Are you aware of any resources available for those who are in need of mental health and substance use support?
- Are any of you familiar with any mental health support resources provided by the Government of Canada government during the pandemic?
 - Have you heard of Wellness Together Canada?
 - If so, have you visited the website or accessed any of the services? If not, why not?
 - Is the Government of Canada a valid source for resources and tools on mental health and wellness?
- **GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** If you were or are experiencing a mental health challenge, how comfortable would you be accessing mental health and substance use supports online? If you are not comfortable, what are your concerns?
 - Where would you go to seek information on mental health wellness, including support resources?
 - Are you more likely to seek information and tips online? Through organizations? Helplines? Social media?
- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant** If you were or are experiencing a mental health challenge, are you more likely to seek information and tips online? Through organizations? Helplines? Social media?

- If you were to hear an advertisement on information about mental health and wellness, who should be delivering these types of messages?
 - Does it make a difference who delivers the message?
 - Should it be coming from someone you trust? Who would that be?
- Do you find it helpful to hear other people’s mental health challenges and journeys? How can they be helpful?

GMA Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine **SHOW ON SCREEN AND THEN POLL:** Now, I’m going to show you some things the Government of Canada has done to help support mental health. Then, we will do a poll to see which ones, if any, you feel would have the most meaningful impact (SELECT MAX 3)

- Created a mental health portal (“Wellness Together Canada”) to connect Canadians with free resources, tools and professional support services (investment worth \$68M).
- Developing standardized policies and best practices to promote post-secondary students’ mental health and well-being.
- Increased funding of \$50M for Distress Centres to help them deal with the increased volume in calls, especially in light of pandemic-related challenges.
- Increased funding of \$7.5M to Kids Help Phone services.
- Increased transfers of \$200M to provinces to expand their virtual care services.
- Investing \$10M over 5 years in the Mental Health of Black Canadians Fund to support culturally focused mental health programs for Black Canadians.
- Investing \$4.9M per year in the Mental Health Prevention Innovation Fund to support the delivery of community-based programs in mental health promotion.

MODERATOR: Go through the selections, and why they chose these ones.

INDIGENOUS ISSUES (30 minutes) **Central and Southern Ontario Indigenous Peoples**

I’d now like to shift our attention to Indigenous issues.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the Government of Canada done anything well?
- What can they improve on?
- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
 - The right to cultural identity
 - The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
 - Protection from discrimination
- Have you heard anything recently about how the Government of Canada has responded to UNDRIP? What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada recently introduced legislation to implement UNDRIP.

What are your thoughts on this? Do you think this will change anything? What makes you say that?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about the Government of Canada's efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?
- Have you heard anything about what the Government of Canada's timeline is for lifting all long-term drinking water advisories?

SHOW ON SCREEN

The Government of Canada recently announced that it would not meet its target of March 2021 as originally planned. In addition to the \$2.19 billion already budgeted for ending long-term drinking water advisories, the government announced another \$1.5 billion to finish the work. This money is for ongoing support for daily operations and maintenance of water infrastructure on reserves, continued funding for water and wastewater infrastructure on reserves, and to pay for work halted due to the COVID-19 pandemic and other project delays

- What are your thoughts on this?
- What do you think is a reasonable timeline?
- Have you heard anything about the federal government's plans to launch a new website to track the progress on lifting drinking water advisories?

CLARIFY AS NECESSARY

The Government of Canada recently announced that it will be launching a new website, developed with an Indigenous firm. Each community still on a long-term drinking water advisory will have its own web page on the new website with a detailed plan and progress reports

- What are your thoughts on this?

HOUSING (30 minutes) Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C.

Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant I'd like to talk to you about housing in Atlantic Canada...

Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine I'd like to talk to you about housing in the Yukon and Northwest Territories...

Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours I'd like to talk to you about housing in Ontario...

Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders I'd like to talk to you about housing in Quebec... Interior B.C. I'd like to talk to you about housing in BC...

- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C. Have the housing prices gone up over the past year?
 - IF YES: Why do you think they have gone up?
- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C. Does this affect you personally?
 - In a good way? In a bad way? How so?
- Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine How would you describe the housing market in your region?
- Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine When we talk about housing being a challenge, what does that mean to you?
 - PROBE (is it an issue of availability, overcrowding, quality, not enough low-income housing, prices of homes are too high, or rent is too high?)
- Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Are you personally affected by any of these issues?
 - In a good way? In a bad way? How so?
- Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine What kind of solutions would your communities need in order to help with these problems?

- Has the Government of Canada done anything to support individuals who want to buy a home?
 - Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant PROMPT AS NECESSARY: Has anyone heard of the First Time Home Buyers Incentive?
 - IF YES: How would you explain what this is?
 - Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine What specifically can the Government of Canada do to help with the unique housing challenges you have in the Yukon and Northwest Territories?

Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine CLARIFY AS NEEDED

The Government of Canada has created the First Time Home Buyers Incentive. Under this plan, you can get an interest-free loan from Canada Mortgage and Housing Corporation (CMHC) to cover 5% of the cost of your first home – or 10% if it’s a new build, so as to encourage developers to build more homes. This means First-Time Buyers would not need as large of a mortgage, therefore reducing their payments. For example, on a \$500,000 home, this could drop your monthly mortgage payments by over \$225 a month. When you sell your house, CMHC would collect 5% of the sale price of the house back, as repayment for this loan.

- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine How do you feel about this plan?
- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Will this make it easier for people to buy their first home?
 - Will it impact you at all?
- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine Have you heard of the Government of Canada’s plans to tax the unproductive use of Canadian housing by foreign, non-resident owners? (sometimes referred to in the media as a “foreign buyers tax”)

Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant CLARIFY: Last fall, the Government of Canada announced plans to help make the national housing market more accessible for Canadians by introducing a national, tax-based measure targeting domestic housing owned by non-resident, non-Canadians who do not live in them and let them sit empty.

- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant What do you think about this initiative?
- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant Do you think that this initiative will have an impact on the housing market?
- Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant What else can the Government of Canada do for the housing market?

- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Have you heard about a stress test on mortgages?

Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine CLARIFY: The stress test was first introduced in January 2018. A borrower had to prove they could carry a mortgage at a rate that was either 2% higher than the contract rate or equal to the five-year benchmark rate published by the Bank of Canada, whichever was higher. The Bank of Canada's five-year benchmark at the time was 4.79%. So for example, if your lender offered you an interest rate of 2%, you had to demonstrate an ability to carry the same mortgage at a rate of 4.79% in order to have your loan go through.

- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** Do you think that the stress test should be more lenient, stricter, or kept the way it is?

Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine The Government of Canada recently announced that as of June 1, loan applicants — regardless of the mortgage rate they've been offered by their lender — will need to prove they can afford an interest rate of 5.25% before getting approved for funding, up from 4.79%.

- **Mid-size Centres Atlantic Canada Vaccine Hesitant, Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine** What do you think of this?

Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C. Now I'd like to talk about some of the measures in the Budget related to affordable housing...

Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C. SHOW ON SCREEN

The Budget proposes advancing and reallocating previously announced funding in order to:

- Accelerate the creation of new units and the repair of existing units
 - Support the construction, repair, and operating costs of an estimated 560 units of transitional housing and shelter spaces for women and children fleeing violence
 - Support the conversion of vacant commercial property (e.g. retail and office space) into rental housing
- **Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C.** How do you feel about this initiative?
 - Do you think it will help address affordable housing needs?

Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C. SHOW ON SCREEN

The Budget also proposes additional funding to the Canada Mortgage and Housing Corporation in order to:

- Address urgent housing needs of vulnerable Canadians
 - Support the creation of affordable housing units and units for people with accessibility challenges
 - Provide direct financial assistance for low-income women and children fleeing violence to help with their rent payments
 - Support community housing providers that deliver long-term housing to many of the most vulnerable
- **Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders** How do you feel about this initiative?
 - Do you think it will help address access to affordable housing for vulnerable Canadians?

LOCAL PRIORITIES (25 minutes) Yukon and Northwest Territories Recipients of First Dose of COVID-19 Vaccine

Let's shift our focus a little bit.

- What are the most important sectors and industries in Yukon and Northwest Territories?
- Which sectors and industries in Yukon and Northwest Territories do you feel need the most help?

NOTE TO MODERATOR: For two or three major sectors named, probe if the Government of Canada has done anything to support this sector? What else can the Government of Canada do to support these sectors?

- Now thinking about mining in the Yukon and Northwest Territories, are you aware of anything the Government of Canada has done to support this sector?
 - What else should the Government of Canada do to support the mining sector?
- Do you think that the Government of Canada has done enough in terms of infrastructure in your region and in the Yukon and Northwest Territories more broadly?
 - What has been built?
 - What needs to be built?
- Are there any issues specific to the Yukon and Northwest Territories that you feel the Government of Canada should be paying more attention to? Why do these issues need federal support?

BUDGET 2021 (45-50 minutes) Windsor-Essex, Lambton and Niagara Regions Experiencing COVID Fatigue and Riskier Behaviours, Mid-size and Major Centres Quebec Opinion Leaders, Interior B.C., Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies
I'd like to talk to you about the recent federal budget...

- Has anyone heard anything about the federal budget?
 - IF YES PROBE IN-DEPTH:
 - What did you hear?
 - Where did you hear about it?
 - PROMPT AS NEEDED: TV news, newspaper, friend's social media post, etc.
- What do you think the overall theme or focus of the budget is?
- What specific initiatives are in it?
- Is there anything in there you like?
- Anything you don't like?
 - IF YES PROBE: What do others think about (ITEMS MENTIONED)?
- What are your overall impressions of the budget?

I'm going to show you a list of some initiatives included in the budget. SHOW ON SCREEN. This list only includes some initiatives, not everything covered in the budget. We'll go over some of these in more detail in a bit, but I want to get your reaction to the short summaries described for each.

POLLS:

Now, we're going to proceed to a first poll and you have to pick which ones you feel are the best 2 or 3 on this list. Then, we will proceed to a second poll and you have to pick 1 or 2 that you feel will have an impact on you and/or your family personally.

START FIRST POLL (Pick the 2 or 3 that you feel are the best.):

- Creating a national childcare system, with the goal of bringing fees for regulated child care down to \$10 per day on average
- Expanding the Canada Workers Benefit to provide more Canadians in low-wage jobs with a sizable tax refund
- Helping homeowners complete deep home retrofits through interest-free loans worth up to \$40,000
- Implementing a tax on non-Canadian owned residential real estate that is considered to be vacant or underused
- Increasing regular Old Age Security payments by 10% for seniors 75 years of age or older

- Introducing a luxury tax on expensive cars, personal aircrafts, and boats
- Introducing the new Canada Recovery Hiring Program to encourage businesses to hire employees
- Investing in clean technology, so that Canada can reduce its greenhouse gas emissions
- Investing to help ensure standards for long-term care are applied and permanent changes are made
- Providing up to 12 additional weeks of Canada Recovery Benefit, meaning it will be available until September 25, 2021. The last 8 weeks will be paid at \$300 per week, down from \$500 per week currently

GO THROUGH EACH ITEM INDIVIDUALLY:

National childcare system:

- For those who chose this one, why do you like it?
- The plan would be to cut fees by 50% next year, and get to \$10 a day within 5 years. Provinces will need to sign on. What do you think of that?
- **Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies** Do you think it's important that the Government of Canada invests in childcare, or not? What makes you say that?
 - FOR THOSE WHO THINK IT'S IMPORTANT: Some people, such as those who don't have kids, may feel that the Government of Canada should not be investing more in childcare, when it is currently running a large deficit. What would you say to them in response?
 - That is, what kinds of points would you raise to explain the benefits of investing more in childcare?

Expanding the Canada Workers Benefit:

- For those who chose this one, why do you like it?
- The Canada Workers Benefit is a tax credit that low income workers receive. The budget investment is expected to lift 100,000 of working poor out of poverty. What do you think of that?

Home retrofits:

- For those who chose this one, why do you like it?

Tax on non-Canadian owned homes:

- For those who chose this one, why do you like it?
- Do you think that non-Canadians buying homes and leaving them vacant is a big problem?
- Will this tax lead to home prices going down?

OAS:

- For those who chose this one, why do you like it?
- The increased payments apply to seniors 75 and older, as older seniors tend to have higher expenses. What do you think of that?

Luxury tax:

- For those who chose this one, why do you like it?
- The tax will apply to cars and personal aircraft worth over \$100,000 and for boats worth over \$250,000. What do you think of that?

Canada Recovery Hiring Program

- For those who chose this one, why do you like it?

Investing in clean technology

- For those who chose this one, why do you like it?
- Part of the Government of Canada's proposed investments in clean technology includes investments in the Net Zero Accelerator. Have any of you heard of the Net Zero Accelerator?
 - If YES: can you explain what it is?

CLARIFY AS NECESSARY

The Net Zero Accelerator is designed to support projects that will help reduce Canada's greenhouse gas emissions by speeding up decarbonization projects, scaling up clean technology, and accelerating Canada's industrial transformation.

- How do you feel about this?
- Do you think the Net Zero Acceleration will help create good jobs?

Long-term care homes

- For those who chose this one, why do you like it?

Canada Recovery Benefit

- For those who chose this one, why do you like it?
- Is anyone concerned about benefits being scaled down from \$500 to \$300 a week in July, or do you feel the economy will be ramping back up by then
- Are there any on this list that you don't like? MAY NEED TO SHOW FULL LIST ON SCREEN AGAIN. For those who don't like it, why? (if no one says don't like, ask for negatives they could see)

START SECOND POLL (Pick 1 or 2 that you feel will have an impact on you and/or your family personally.):

- Creating a national childcare system, with the goal of bringing fees for regulated child care down to \$10 per day on average
- Expanding the Canada Workers Benefit to provide more Canadians in low-wage jobs with a sizable tax refund
- Helping homeowners complete deep home retrofits through interest-free loans worth up to \$40,000
- Implementing a tax on non-Canadian owned residential real estate that is considered to be vacant or underused
- Implementing a tax on non-Canadian owned residential real estate that is considered to be vacant or underused
- Increasing regular Old Age Security payments by 10% for seniors 75 years of age or older
- Introducing a luxury tax on expensive cars, personal aircrafts, and boats
- Introducing the new Canada Recovery Hiring Program to encourage businesses to hire employees
- Investing in clean technology, so that Canada can reduce its greenhouse gas emissions
- Investing to help ensure standards for long-term care are applied and permanent changes are made
- Providing up to 12 additional weeks of Canada Recovery Benefit, meaning it will be available until September 25, 2021. The last 8 weeks will be paid at \$300 per week, down from \$500 per week currently

INCLUDE AS TIME ALLOWS:

- MODERATOR TO REVIEW PARTICIPANT'S CHOICES AND DISCUSS. Can you give me some examples of how they could impact the lives of you or people you know.

OUT-OF-STATUS WORKERS (20 minutes) Rural Quebec, Major Centres Ontario Parents of Young Children, Mid-size and Major Centres Prairies

I'd like to talk to you about out-of-status workers in Canada...

- Are you familiar with the term "out-of-status" or "undocumented" workers?
 - What are out-of-status workers?

CLARIFY: Out-of-status workers are individuals in Canada who do not have legal status in Canada, who are participating in the Canadian labour force. For example, some are individuals who have stayed in Canada after their temporary work permit expired, some arrived as visitors but started working without getting a work permit, and some have made refugee claims that were denied.

People without legal status are often employed as personal support workers or care aides in long-term care facilities, and in sectors like construction and agriculture.

- If you were to estimate, how many out-of-status workers do you think there are in Canada?
- Do you think out-of-status workers should be given a path to permanent residency and citizenship?
 - Why or why not?
- Given that many out-of-status workers don't pay income taxes and are doing jobs where labour shortages are experienced often, is there an economic argument in support of providing them with a path to permanent residency and citizenship?

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR – Avril 2021 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participant(e)s qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (5-15 minutes) Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B., Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies.

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la décision de la Cour suprême du Canada sur la tarification du carbone ? Qu'avez-vous entendu ?

Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton **AFFICHER À L'ÉCRAN :**

La Cour suprême du Canada a récemment statué que la loi du gouvernement fédéral exigeant que les provinces et les territoires mettent en œuvre des systèmes de tarification du gaz carbonique d'ici le 1er janvier 2019, ou adoptent un système imposé par le gouvernement fédéral, est constitutionnelle. La majorité des juges ont souligné que le réchauffement planétaire cause des dommages au-delà des frontières provinciales, et qu'il s'agit d'une matière d'intérêt national en vertu de la disposition de la Constitution sur « la paix, l'ordre et le bon gouvernement ». Ils ont également souligné que la Loi

s'applique uniquement si les systèmes provinciaux ou territoriaux de tarification ne sont pas assez stricts pour réduire le réchauffement planétaire.

Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton À l'heure actuelle, les systèmes provinciaux en place en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta ne satisfont pas entièrement aux exigences de rigueur du modèle fédéral ; le gouvernement du Canada applique donc un prix sur la pollution dans ces provinces.

- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton Que pensez-vous quant de cette décision rendue par la Cour suprême ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay Quelle est votre opinion du système de tarification du carbone en place en Ontario ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton Quelle est votre opinion du système de tarification du carbone en place en Alberta ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton Savez-vous qu'environ 90 % des produits directs de la tarification de la pollution du gouvernement du Canada sont retournés aux résidents de ces provinces sous forme de paiements de l'*Incitatif à agir pour le climat* ?
 - Que pensez-vous de cela ?

Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton **INFORMATIONS GÉNÉRALES COMPLÉMENTAIRES À L'INTENTION DU MODÉRATEUR (afin d'offrir des précisions s'il y a une quelconque ambiguïté au sujet des paiements incitatifs)**

Le gouvernement du Canada ne conserve aucune part des produits directement issus de la tarification de la pollution. Tous les produits directs sont retournés à la province ou au territoire d'origine. Le paiement incitatif aux résidents est octroyé par l'intermédiaire des déclarations de revenus des particuliers. Les 10 % restants (c'est-à-dire la partie qui n'est pas retournée aux résidents) servent à soutenir les petites entreprises, les écoles, les universités, les municipalités et des groupes autochtones.

- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Vaccine Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet d'une nouvelle aide du gouvernement fédéral accordée à Air Canada ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest **ÉCLAIRCISSEMENT** : Lundi, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il accorderait un soutien financier d'environ 5,9 milliards de dollars à Air Canada pour aider la compagnie aérienne à se remettre des effets de la pandémie de COVID-19. Cette aide financière sera octroyée sous forme de prêts qu'Air Canada devra rembourser dans un délai de 5 à 7 ans, selon la facilité de crédit. Le gouvernement fédéral a également fait un investissement en capital de 500 millions de dollars dans les actions d'Air Canada, lui donnant ainsi une participation dans la compagnie aérienne. Parmi les conditions de l'entente figurent le remboursement des vols annulés en raison de la pandémie, le rétablissement des liaisons régionales qui avaient été suspendues et un engagement de préserver les emplois du personnel actuel de la compagnie aérienne.

- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Que pensez-vous de cette entente avec Air Canada ?

INFORMATIONS SUR LA COVID-19/LA COVID-19 DANS L'ACTUALITÉ (15 minutes) Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec

- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay Lorsque nous vous avons demandé de prendre part à ce groupe de discussion, vous avez dit que vous regardez, lisez, ou écoutez régulièrement les nouvelles. Je me demandais, pourriez-vous me dire où vous obtenez la plupart de vos nouvelles ou informations ?
- Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec Lorsque nous vous avons demandé de participer à ce groupe de discussion, vous avez dit que vous regardiez, lisiez ou écoutiez régulièrement l'actualité. Quelles nouvelles ou informations relatives à la COVID-19 consultez-vous habituellement ?

Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay Maintenant, j'aimerais me concentrer sur la COVID-19...

- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay Quel type de nouvelles ou d'informations sur la COVID-19 lisez-vous habituellement ?
 - Cherchez-vous des informations précises au sujet de la COVID-19 ?
- Lorsque vous trouvez certaines informations ou certains articles de presse, les partagez-vous sur vos réseaux de médias sociaux ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Vous arrive-t-il de tomber sur de fausses informations (« fake news » en anglais) ?

- Comment savez-vous qu'une information est fausse ?
- **Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec** Faites-vous quelque chose lorsque vous tombez sur une fausse information ? (p. ex., essayer de la corriger)
- **Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay** Vous arrive-t-il d'essayer de corriger de fausses informations lorsque vous en voyez sur les médias sociaux ?
- **Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay** Corrigez-vous les fausses informations provenant d'amis ou de la famille ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?

PERSPECTIVES LIÉES À LA COVID-19 (20-40 minutes) **Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B., Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies**

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara Lorsque nous vous avons invité à cette séance, certains d'entre vous ont dit que vous aviez récemment participé à un rassemblement ou à un événement social à l'extérieur de votre domicile et/ou que vous alliez voir des amis, des voisins ou des membres de votre famille élargie de temps à autre. Certains d'entre vous ont également indiqué que vous en aviez assez de devoir continuer à respecter les mesures de santé publique, ou que vous ne prêtiez plus attention aux conseils de santé publique, ou encore que vous en aviez assez de devoir éviter de voir des gens...

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara** Qu'est-ce qui vous ennuie ou que trouvez-vous difficile lorsqu'il s'agit de suivre les conseils de santé publique ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton** Pensez-vous que des restrictions devraient être maintenues à l'heure actuelle ou pensez-vous que les gens devraient désormais pouvoir se rassembler, aller au restaurant ensemble, etc. ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- SI MAINTENIR DES RESTRICTIONS : Selon vous, quels genres de restrictions devraient être mis en place ? Les respecteriez-vous ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario** Récemment, l'Ontario a renforcé les restrictions dans toute la province, y compris prolonger de deux semaines l'ordre de rester à la maison, réduire les déplacements interprovinciaux, limiter les rassemblements aux membres de votre propre ménage, à l'exception de ceux qui vivent seuls, restreindre l'accès aux installations récréatives extérieures, fermer les chantiers de construction non essentiels et imposer une capacité réduite dans les magasins à grande surface.
- **Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Québec rural** Récemment, le Québec a renforcé les restrictions dans certaines régions, y compris des couvre-feux plus stricts, la fermeture de commerces non essentiels, et a mis en place de nouvelles restrictions sur les déplacements interprovinciaux. Dans le cadre de ces restrictions, les voyageurs en provenance de l'Ontario ne peuvent pas entrer sans une raison valable (p. ex., ils vivent ou travaillent au Québec, ils transportent des marchandises, etc.). Toute personne qui revient au Québec en provenance de l'Ontario doit s'isoler pendant 14 jours, à moins qu'elle ne soit visée par l'une des exceptions énumérées.
- **Intérieur de la C.-B.** La Colombie-Britannique a récemment renforcé les restrictions dans toute la province, y compris l'interdiction de manger à l'intérieur dans les restaurants, les pubs et les bars, l'annulation des cours d'exercices collectifs à faible intensité à l'intérieur et le maintien de la suspension des services religieux intérieurs en personne. Elle a également indiqué qu'elle imposerait de nouvelles restrictions sur les déplacements, en vertu desquelles les personnes ne pourront pas quitter leur région sanitaire sans raison légitime.
- **Centres de taille moyenne et grande des Prairies** Dans quelques provinces des Prairies, certaines restrictions se voient renforcées, y compris des limites sur les repas en salle à manger, le passage de certaines écoles à l'apprentissage en ligne, des limites sur les rassemblements personnels et le nombre de visiteurs à l'intérieur des domiciles, des limites sur les rassemblements culturels et confessionnels, et une réduction de la capacité dans les centres commerciaux et les gymnases.
 - **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Québec rural, Intérieur de la C.-B.** Que pensez-vous des restrictions actuellement en vigueur ?
 - **Centres de taille moyenne et grande des Prairies** Que pensez-vous des restrictions en place dans votre région ?
 - **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Québec rural, Intérieur de la C.-B., centres de taille moyenne et**

grande des Prairies Devraient-elles être levées ? Est-ce que plus de choses devraient maintenant être rouvertes ?

- **Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Québec rural, Intérieur de la C.-B., centres de taille moyenne et grande des Prairies** Devraient-elles être resserrées davantage ?
- **Parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario** Quel fut l'impact de celles-ci sur vos familles ?

Parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il offrira davantage de soutien à l'Ontario en réponse à la demande d'aide de la province. Il fournit le soutien des Forces armées canadiennes (FAC) et finance le redéploiement de la Croix-Rouge canadienne (CRC) afin d'augmenter ou de soulager le personnel des établissements de soins médicaux. De plus, les FAC fourniront des services de transport aérien de personnel médical provenant de Terre-Neuve-et-Labrador et possiblement d'autres juridictions.

- Que pensez-vous de cette aide supplémentaire offerte à l'Ontario ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B. Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il couvrirait tous les coûts de coordination du personnel supplémentaire que les autres provinces pourraient envoyer en première ligne en Ontario, y compris le transport aérien. Le gouvernement fédéral déploie également davantage de tests rapides dans les points chauds et reste prêt à déployer la Croix-Rouge canadienne pour aider les équipes mobiles de vaccination.

- Que pensez-vous de ces mesures supplémentaires prises par le gouvernement du Canada ?
- **Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies** Que savez-vous des restrictions de voyage actuelles du Canada ?

Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies ÉCLAIRCISSEMENT : Le gouvernement du Canada a mis en place plusieurs mesures relatives aux voyages internationaux afin d'arrêter la propagation de la COVID-19 en provenance d'autres pays. Certaines de ces mesures incluent l'obligation de fournir une preuve de résultat négatif à la COVID-19 dans les 72 heures avant le vol, en plus d'un test à l'arrivée pour les personnes qui entrent par voie aérienne ou terrestre, ainsi qu'un séjour supplémentaire obligatoire de trois nuits à leurs propres frais dans un lieu d'hébergement (hôtel) autorisé par le gouvernement, en attendant les résultats de leur test à l'arrivée pour celles qui entrent par voie aérienne. Il a également annoncé récemment une suspension des vols de passagers et des vols d'affaires en provenance de l'Inde et du Pakistan afin de freiner la propagation des variants de COVID-19.

- Que pensez-vous de ces mesures adoptées par le gouvernement du Canada ?

- Que pensez-vous de ces mesures adoptées par le gouvernement du Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que les restrictions de voyage devraient être renforcées et rendues plus strictes ? Ou, faut-il les assouplir ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Que pensez-vous des restrictions actuellement en vigueur dans votre région ?
 - Devraient-elles être levées ? Devrait-il y avoir plus de choses d'ouvertes maintenant ?
 - Devraient-elles être davantage resserrées ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay Êtes-vous préoccupé par cette troisième vague ? Qu'en est-il des variants de COVID-19 ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton Le gouvernement de l'Alberta a déclaré que l'Alberta se trouve dans sa troisième vague de COVID-19. Êtes-vous préoccupé par cette troisième vague ? Qu'en est-il des variants de COVID-19 ?
- Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM Le gouvernement du Québec a déclaré que le Québec était dans une troisième vague de COVID-19. Est-ce que cette troisième vague vous inquiète ? Qu'en est-il des variants de COVID-19 ?
- Peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario Le gouvernement de l'Ontario a déclaré que l'Ontario se trouve dans sa troisième vague de COVID-19. Êtes-vous préoccupé par cette troisième vague ? Qu'en est-il des variants de COVID-19 ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Certaines parties du Canada entrent actuellement dans leur troisième vague de COVID-19. Êtes-vous préoccupé par cette troisième vague ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Qu'en est-il de la propagation des variants de COVID-19 provenant d'autres régions du pays vers le Canada atlantique ?
- Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Qu'en est-il de la propagation des variants de COVID-19 provenant d'autres régions du pays vers le Yukon ou les Territoires du Nord-Ouest ?
- Pensez-vous que la propagation de la COVID-19 risque de s'aggraver au cours du printemps ?
 - Ou bien, sommes-nous actuellement au cœur de celle-ci ?

- Ou bien, est-ce que le pire est derrière nous ?
- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet des vaccins COVID-19 récemment ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada fait un bon travail pour ce qui est de l'achat et de la distribution du vaccin aux provinces et territoires, ou non ?
 - Pourquoi pensez-vous cela ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Par rapport à d'autres pays, comment évaluez-vous le Canada dans son ensemble pour ce qui est de vacciner les gens ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir un vaccin ?
- Peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Que vous l'avez fait ou non, est-ce qu'il y en a parmi vous qui êtes admissible à recevoir un vaccin contre la COVID-19
- Peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique SI NON : Quand pensez-vous être personnellement en mesure de recevoir un vaccin ?
 - *(NOTE AU MODÉRATEUR : La question ne porte pas sur « si » ou « quand » les personnes prévoient de se faire vacciner, mais plutôt à savoir à quel moment elles croient que la vaccination sera une option pour elles.)*
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Quand pensez-vous que toutes personnes qui souhaitent être vaccinées seront en mesure de recevoir un vaccin ?
- Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton Pensez-vous que les choses reviendront à la normale une fois que tout le monde aura été vacciné ?
 - Pensez-vous que les mesures relatives à la COVID-19 resteront en place pendant un certain temps par la suite ?
 - Pensez-vous que même si les choses reviennent à la normale qu'il pourrait y avoir des reconfinements dans un an ou deux en raison des variants ?
 - Pensez-vous que la COVID-19 deviendra quelque chose de semblable à la grippe, où les gens doivent recevoir un nouveau vaccin chaque année en raison des variants ?

- Pensez-vous que la reprise économique se fera rapidement ou qu'il faudra un certain temps pour que toute personne qui a perdu son emploi retrouve du travail ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM** Lorsque nous vous avons demandé de participer à ce groupe de discussion, tout le monde avait indiqué avoir reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19. Comment pensez-vous que le processus de vaccination se déroule ? Comment cela s'est-il passé pour vous ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Lorsque nous vous avons demandé de participer à ce groupe de discussion, vous aviez toutes et tous indiqué avoir reçu une première dose du vaccin contre la COVID-19 et il y en a parmi vous qui êtes entièrement vacciné (p. ex., deux doses). Comment diriez-vous que le processus de vaccination se déroule ? Comment cela s'est-il passé pour vous ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM** Maintenant que vous avez reçu une dose de vaccin contre la COVID-19, comment vous sentez-vous ? Vous sentez-vous protégé contre la COVID-19 ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Combien d'entre vous n'avez reçu que la première dose ? Je vais d'abord vous demander, comment vous sentez-vous maintenant que vous avez reçu une dose de vaccin contre la COVID-19 ? Vous sentez-vous protégé contre la COVID-19 et ses variants ? Qu'en est-il des gens qui ont reçu les deux doses ? Comment vous sentez-vous ? Et, vous sentez-vous protégé contre la COVID-19 et ses variants ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM** Depuis que vous avez reçu votre première dose, avez-vous modifié certains de vos comportements ? Que faites-vous différemment maintenant ?
 - Avez-vous l'impression de pouvoir sortir sans porter de masque en public ? Sans avoir à maintenir une distance physique ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Avez-vous l'impression de pouvoir vous réunir à l'intérieur avec d'autres personnes qui ont été vaccinées ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM** Pour les personnes qui n'ont pas modifié leurs comportements depuis avoir reçu une première dose, pensez-vous le faire une fois que vous aurez reçu votre deuxième dose ?
 - SI OUI : Que ferez-vous de différent ?
 - SI NON : À quel moment pensez-vous pouvoir faire des choses comme ne pas porter de masque en public, ne pas maintenir une distanciation physique, vous rassembler avec d'autres personnes à l'intérieur, etc. ?

- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Depuis que vous avez reçu le vaccin (soit la première dose seulement, soit les deux doses), avez-vous modifié certains de vos comportements ? SI OUI : Que faites-vous de différent maintenant ? (LE MODÉRATEUR ET LES PRENEURS DE NOTES SONT PRIÉS DE TENIR COMPTE DES DIFFÉRENCES ENTRE CEUX QUI ONT REÇU LA PREMIÈRE DOSE SEULEMENT ET CEUX QUI ONT REÇU LES DEUX DOSES.) SI L'ON A REÇU LA PREMIÈRE DOSE UNIQUEMENT ET QUE L'ON NE FAIT RIEN DE DIFFÉRENT, SONDER : Pensez-vous que vous pourrez faire quelque chose de différent après avoir reçu votre deuxième dose ? Que ferez-vous de différent ?
 - DEMANDER À TOUTES ET TOUS : Avez-vous l'impression de pouvoir sortir sans porter de masque en public ? Sans avoir à maintenir l'éloignement physique ? Pourquoi ou pourquoi pas ? SI NON : À quel moment pensez-vous pouvoir faire ce genre de choses ? DEMANDER À CEUX ET CELLES QUI ONT REÇU LA PREMIÈRE DOSE SEULEMENT : Pensez-vous pouvoir faire cela une fois que vous aurez reçu votre deuxième dose ?
 - DEMANDER À TOUTES ET TOUS : Avez-vous l'impression de pouvoir vous rassembler à l'intérieur avec d'autres personnes qui ont été vaccinées ? Pourquoi ou pourquoi pas ? SI NON : À quel moment pensez-vous pouvoir faire ce genre de choses ? DEMANDER À CEUX ET CELLES QUI ONT REÇU LA PREMIÈRE DOSE SEULEMENT : Pensez-vous pouvoir faire cela une fois que vous aurez reçu votre deuxième dose ?

- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B., Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies** Pensez-vous que les choses reviendront à la normale une fois que toutes les personnes qui le souhaitent auront été vaccinées, ou pensez-vous que les mesures relatives à la COVID-19 resteront en vigueur pendant un certain temps par la suite ?

- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Supposons que nous en arrivions à un point où les choses reviennent à la normale dans un avenir rapproché. Pensez-vous que cela restera ainsi, ou pensez-vous que des mesures restrictives pourraient à nouveau être mises en place dans un an ou deux à cause des variants ?
 - Pensez-vous que la COVID-19 deviendra quelque chose de semblable à la grippe, où les gens doivent recevoir un nouveau vaccin chaque année en raison des variants ?

- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM** Le gouvernement du Québec (en plus d'autres gouvernements provinciaux) allonge l'intervalle entre les doses des vaccins pour que ses résident(e)s reçoivent la deuxième dose quatre mois après la première. Que pensez-vous de cette décision ?
- **Peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** À la suite de la recommandation du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI) d'allonger jusqu'à quatre mois l'administration des deuxièmes doses d'un vaccin contre la COVID-19 à deux doses, l'Ontario s'apprête à prolonger l'intervalle entre les doses conformément à ces recommandations. Qu'en pensez-vous ?
 - Pensez-vous qu'il soit plus judicieux de prolonger l'administration de la deuxième dose afin que davantage de personnes puissent recevoir une première dose dès que possible, ou pensez-vous qu'il soit plus judicieux de s'en tenir au calendrier initial afin que la vaccination soit aussi efficace que possible ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** Lorsque nous vous avons invité à participer à ce groupe de discussion, nous vous avons demandé si vous pensiez vous faire vacciner ou non. Certain(e)s d'entre vous ont répondu oui, mais que vous préféreriez attendre, et d'autres ont répondu être incertain(e)s. Est-ce toujours le cas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - [SI TOUJOURS RÉTICENT(E)] Quels sont les facteurs qui influenceront votre décision de vous faire vacciner ou non ?

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Je vais montrer une courte vidéo au sujet des vaccins qui sont approuvés au Canada.

MONTRER LA VIDÉO

- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** Quelles sont vos premières impressions au sujet de cette vidéo ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** Est-ce qu'elle répond à certaines de vos interrogations quant aux vaccins qui sont approuvés au Canada ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** Est-ce qu'elle change le niveau de confiance que vous avez dans l'un ou l'autre des vaccins ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** Y a-t-il d'autres questions au sujet des vaccins contre la COVID-19 auxquelles vous aimeriez obtenir des réponses ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** Qu'avez-vous vu, lu, ou entendu au sujet du vaccin AstraZeneca récemment ?

- Est-ce que cela a affecté votre confiance dans ce vaccin en particulier ?
- Intérieur de la C.-B., Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies Lorsqu'on évalue la performance du Canada en matière de vaccination, quelle est, selon vous, la meilleure comparaison ? Est-ce par rapport aux États-Unis ? À l'Europe ? Au G20 ? Notre classement mondial ? Quelque chose d'autre ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara Environ 25 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui place le Canada au 17^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec Environ 25 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui place le Canada au 16^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Intérieur de la C.-B. Environ 26 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui place le Canada au 16^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Québec rural, Parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario Environ 30 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui place le Canada au 15^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

Centres de taille moyenne et grande des Prairies Environ 31 % des Canadiens ont maintenant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19, ce qui place le Canada au 14^e rang international et au 3^e rang parmi les pays du G20, derrière seulement les États-Unis et le Royaume-Uni.

- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B., Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies Est-ce à peu près ce à quoi vous vous attendiez, ou est-ce que ces chiffres vous surprennent ?
 - SI SURPRIS(E) : Est-ce parce que le Canada réussit mieux ou moins bien que vous le pensiez ?
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B., Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies Maintenant que j'ai fourni des informations supplémentaires sur le bilan du Canada, est-ce que certaines de ces données changent votre opinion sur la performance du Canada en matière de vaccins ? De quelle façon ?

ENJEUX LOCAUX/INDUSTRIES LOCALES (20 minutes) Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay

Changeons un peu de sujet.

- Quels sont les secteurs et les industries les plus importants dans le nord de l'Ontario ?
- Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries du nord de l'Ontario qui ont le plus besoin d'aide ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

- Maintenant, en pensant à l'exploitation minière dans le nord de l'Ontario, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir l'exploitation minière ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada en a fait assez en matière d'infrastructures dans votre région et, plus largement, dans le Nord de l'Ontario ?
 - Qu'est-ce qui a été construit ?
 - Qu'est-ce qui doit être construit ?
- Y a-t-il des enjeux spécifiques au nord de l'Ontario auxquels, à votre avis, le gouvernement du Canada doit accorder plus d'attention ? Pourquoi ont-ils besoin d'un soutien de la part du fédéral ?

BUDGET DE 2021/CROISSANCE ÉCONOMIQUE (30 minutes) Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM, peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario
J'aimerais vous parler du prochain budget fédéral...

- En une phrase, sur quoi pensez-vous que le prochain budget fédéral devrait porter ?
 - Et pensez-vous qu'il portera, en effet, sur cela ou sur autre chose ?
 - SI AUTRE CHOSE : sur quoi pensez-vous qu'il sera axé ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

Leaders d'opinion de Sudbury et du district de Thunder Bay **SONDAGE** : Supposons que le budget fédéral sera déposé dans les prochains mois, devrait-il être axé sur :

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton **SONDAGE** : Le budget fédéral sera présenté le 19 avril. Devrait-il être axé sur :

- La gestion de la crise de COVID-19 ?
- L'élaboration d'un plan de relance économique ?
- L'élaboration d'une vision de ce que sera la vie après la COVID-19 ?

MODÉRATEUR : dans la mesure du possible, essayez de faire en sorte que les participant(e)s en choisissent un, plutôt que de les choisir tous par défaut.

- Pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait se concentrer sur « les emplois et la croissance », ou sur « le soutien des gens pour traverser la pandémie » ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

MODÉRATEUR : dans la mesure du possible, essayez de faire en sorte que les participant(e)s en choisissent un, plutôt que de les choisir tous par défaut.

- Lorsque vous entendez le terme « croissance économique », qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
- Si le gouvernement du Canada déclarait que son prochain budget serait axé sur la croissance économique, à quels genres de choses vous attendriez-vous à être incluses dans le budget ?
- Une économie en croissance est considérée comme une bonne chose, car elle est perçue comme un moyen d'améliorer la vie des gens. Cependant, certaines personnes disent que la pandémie les a amenées à repenser le type de croissance économique que nous devrions avoir, ou à l'importance que nous devrions accorder à la croissance économique par rapport à d'autres aspects de la vie, comme la santé, le bien-être personnel, l'environnement, etc. Que pensez-vous de cela ?
 - Pensez-vous que la croissance économique entraîne des améliorations dans d'autres aspects de la vie (par exemple, une meilleure santé, une plus grande satisfaction de la vie personnelle, un environnement plus sain) ? Ou pensez-vous que la croissance économique se fait au détriment d'autres aspects de la vie ?
 - Quels aspects ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada doit se concentrer tout particulièrement sur ces autres aspects ?
 - Quelle priorité accorderiez-vous à la croissance économique par rapport aux autres aspects de la vie ?

ÉVALUATION PUBLICITAIRE (CONTRÔLE DE RÉUSSITE) (15 minutes) Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués de Calgary et d'Edmonton

Je vais maintenant vous montrer une campagne publicitaire qui prend la forme de deux vidéos de 15 secondes, qui sont en cours d'élaboration par le gouvernement du Canada, pour une éventuelle publicité concernant la COVID-19.

Vous remarquerez qu'elles ne sont pas nécessairement dans leur forme définitive. Nous allons visionner les vidéos, puis je vous poserai quelques questions à leur sujet.

Les deux vidéos sont presque identiques avec toutefois quelques légères différences. Une fois la publicité finalisée, les gens verront l'une des deux versions en fonction de la plateforme ou du média auquel ils accéderont (par exemple, Snapchat, TikTok, etc.).

MONTRER LES DEUX VERSIONS L'UNE APRÈS L'AUTRE

- Quelles sont vos premières impressions de cette publicité ? Qu'est-ce qui vous fait dire ça ?
- Quel est le message principal de cette publicité ?
- Est-ce que cette publicité vous pousse à repenser vos comportements ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

LA SANTÉ MENTALE (30 minutes) : Personnes ayant reçu une première dose de vaccin COVID-19 de la RGM, personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique
Maintenant, nous allons changer de registre et parler de la santé mentale.

- Est-ce que la pandémie de COVID-19 a affecté votre santé mentale ou celle de vos proches ? De quelle façon ?
 - Depuis le début de la pandémie, diriez-vous que votre santé mentale s'est détériorée, s'est améliorée ou est restée à peu près la même ?
 - Quels sont les signes ou symptômes d'une personne affectée par des difficultés de santé mentale ?
- Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM Vous sentez-vous à l'aise d'aborder le sujet de votre santé mentale ?
- Lorsque vous traversez une période difficile, vers qui ou vers quoi vous tournez-vous pour obtenir du soutien ? (p. ex. : un ami, un membre de la famille, la méditation, l'alcool, etc.)
 - Quelles sont certaines de vos stratégies d'adaptation pour faire face aux problèmes de santé mentale ?

- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM** Dites-moi, êtes-vous au courant de quelconques ressources disponibles pour les personnes qui ont besoin d'un soutien en matière de santé mentale et de toxicomanie ?
- Est-ce que certains d'entre vous sont au fait des ressources de soutien en santé mentale offertes par le gouvernement du Canada pendant la pandémie ?
 - Avez-vous entendu parler d'Espace mieux-être Canada ?
 - Si tel est le cas, avez-vous consulté le site Web ou accédé à l'un de ses services ? Si non, pourquoi ?
 - Le gouvernement du Canada, est-il une source valable en ce qui concerne les ressources et les outils sur la santé mentale et le bien-être ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM** Si vous étiez ou si vous êtes confronté à un problème de santé mentale, dans quelle mesure seriez-vous à l'aise pour accéder en ligne à des soutiens en matière de santé mentale et de toxicomanie ? Si vous n'êtes pas à l'aise, quelles sont vos préoccupations ?
 - Où iriez-vous chercher de l'information sur le bien-être en santé mentale, y compris des ressources de soutien ?
 - Êtes-vous plus enclin à chercher des informations et des conseils en ligne ? Par l'entremise d'organismes ? Les lignes d'aide ? Les médias sociaux ?
- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** Si vous étiez ou si vous êtes actuellement aux prises avec un problème de santé mentale, êtes-vous plus susceptible de chercher de l'information et des conseils en ligne ?auprès d'organismes ? Des lignes d'aide ? Les médias sociaux ?
 - Si vous entendiez une publicité qui porte sur des informations relatives à la santé mentale et au bien-être, qui devrait livrer ce type de messages ?
 - Est-ce que le choix de qui livre le message fait une différence ?
 - Est-ce que le message devrait provenir d'une personne en qui vous avez confiance ? Qui pourrait être cette personne ?
- Trouvez-vous utile d'entendre les difficultés et les parcours d'autres personnes en matière de santé mentale ? En quoi peuvent-ils être utiles ?

Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 de la RGM **AFFICHER À L'ÉCRAN ET PASSER AU SONDAGE** : Maintenant, je vais vous montrer certaines choses faites par le gouvernement du Canada pour aider à soutenir la santé mentale. Ensuite, nous procéderons à un sondage pour voir lesquelles, le cas échéant, auraient le plus grand impact selon vous (VEUILLEZ EN CHOISIR TROIS AU MAXIMUM).

- La création d'un portail sur la santé mentale (« Espace mieux-être Canada ») pour orienter les Canadiennes et les Canadiens vers des ressources, des outils et des services de soutien professionnel gratuits (investissement de 68 M\$).

- L'élaboration de politiques normalisées et de pratiques d'excellence pour promouvoir la santé mentale et le bien-être des étudiantes et étudiants de niveau postsecondaire.
- L'augmentation du financement de 50 M\$ pour les centres de détresse afin de les aider à faire face à l'augmentation du nombre d'appels, notamment en raison des défis liés à la pandémie.
- L'augmentation de 7,5 M\$ du financement des services de Jeunesse, J'écoute.
- L'augmentation de 200 M\$ en transferts aux provinces pour élargir leurs services de soins virtuels.
- L'investissement de 10 M\$ sur 5 ans dans le Fonds pour la santé mentale des communautés noires afin de soutenir les programmes de santé mentale axés sur la culture des communautés noires au Canada.
- L'investissement de 4,9 M\$ par année dans le Fonds d'innovation pour la promotion de la santé mentale vise à appuyer la mise en œuvre de programmes communautaires de promotion de la santé mentale.

Modérateur : Passez en revue les choix, et les raisons pour les avoir retenus.

ENJEUX AUTOCHTONES (30 minutes) Peuples autochtones du Centre et du Sud de l'Ontario

J'aimerais maintenant qu'on porte notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?
- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
- Le droit à l'identité culturelle

- Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
- La protection contre la discrimination

- Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment quant à ce que le gouvernement du Canada a fait en réponse à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a récemment déposé un projet de loi visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que cela changera quelque chose ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable dans les réserves ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit quant à l'échéancier du gouvernement du Canada pour lever tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il n'atteindrait pas l'objectif qu'il s'était fixé, celui de mars 2021, comme prévu initialement. En plus des 2,19 milliards de dollars déjà prévus au budget pour mettre fin aux avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme, le gouvernement a annoncé une somme additionnelle de 1,5 milliard de dollars pour terminer les travaux. Ces nouveaux fonds visent à assurer un soutien continu pour le fonctionnement et l'entretien quotidien des infrastructures liées à l'eau dans les réserves, à maintenir le financement des infrastructures en approvisionnement d'eau et de traitements d'eaux usées dans les réserves, et à payer les travaux interrompus en raison de la pandémie de COVID-19 et d'autres retards dans les projets.

- Qu'en pensez-vous ?
- Quel est, à votre avis, un délai raisonnable ?

- Avez-vous entendu quoi que ce soit par rapport aux plans du gouvernement fédéral de lancer un nouveau site Web pour suivre les progrès accomplis quant à la levée des avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme ?

ÉCLAIRCISSEMENT SI NÉCESSAIRE

Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait lancer un nouveau site Web, conçu avec une entreprise autochtone. Chaque communauté qui fait encore l'objet d'un avis concernant la qualité de l'eau potable à long terme aura sa propre page Web sur le nouveau site avec un plan détaillé et des rapports d'étape.

- Qu'en pensez-vous ?

LE LOGEMENT (30 minutes) Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B.

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique J'aimerais vous parler du logement dans le Canada atlantique...

Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest J'aimerais vous parler du logement au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest...

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara J'aimerais vous parler du logement en Ontario...

Leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec J'aimerais vous parler du logement au Québec...

Intérieur de la C.-B. J'aimerais vous parler de la question du logement en Colombie-Britannique...

- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B. Est-ce que les prix des logements ont augmenté au cours de la dernière année ?
 - SI OUI : Pourquoi pensez-vous qu'ils ont augmenté ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B. Est-ce que cela vous affecte personnellement ?
 - De manière positive ? De manière négative ? De quelle manière plus précisément ?
- Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Comment décririez-vous le marché du logement dans votre région ?

- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Lorsqu'on dit que le logement est un défi, qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
 - SONDER (est-ce une question de disponibilité, de surpeuplement, de qualité, qu'il n'y ait pas assez de logements abordables, que les prix des maisons soient trop élevés, ou que les prix des loyers soient trop élevés ?)
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Est-ce que certaines de ces questions vous affectent personnellement ?
 - De manière positive ? De manière négative ? De quelle manière plus précisément ?
- **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Quel genre de solutions serait nécessaire pour permettre à vos collectivités de remédier à ces problèmes ?
- J'aimerais maintenant parler de certaines des mesures contenues dans le budget concernant le logement abordable...
 - **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique** DEMANDER SI NÉCESSAIRE : Est-ce que quelqu'un a entendu parler de *l'Incitatif à l'achat d'une première propriété du Canada* ?
 - SI OUI : Comment expliqueriez-vous ce que c'est ?
 - **Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Que peut faire spécifiquement le gouvernement du Canada pour aider à relever les défis uniques en matière de logement auxquels vous êtes confrontés au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest ?

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a créé l'Incitatif à l'achat d'une première propriété pour permettre aux gens d'obtenir un prêt sans intérêts de la SCHL en vue de couvrir 5 % du coût de leur première propriété — ou 10 % s'il s'agit d'une nouvelle construction afin d'encourager les promoteurs à construire d'autres maisons. Cela signifie que les acheteurs d'une première propriété n'ont pas besoin de contracter un prêt hypothécaire aussi important, ce qui permet de réduire leurs paiements. Par exemple, pour une maison de 500 000 \$, vos versements hypothécaires mensuels pourraient être réduits de plus de 225 \$. Au moment de vendre votre propriété, la SCHL prélèverait 5 % du prix de vente de la maison à titre de remboursement pour le prêt.

- **Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest** Que pensez-vous de ce plan ?

- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Est-ce que cela facilitera pour les gens l'achat de leur première maison ?
 - Est-ce que cela aura un impact sur vous de quelque manière que ce soit ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Avez-vous entendu parler de l'intention du gouvernement du Canada de mettre en œuvre une taxe sur l'utilisation improductive de logements canadiens par des propriétaires étrangers non-résidents ? (Les médias vont parfois emprunter le terme, « taxe pour les acheteurs étrangers »)

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique

ÉCLAIRCISSEMENT : L'automne dernier, le gouvernement du Canada a annoncé son intention d'aider à rendre le marché du logement au pays plus accessible aux Canadiens en adoptant une mesure fiscale nationale visant les logements au Canada appartenant à des non-résidents et non canadiens qui ne les habitent pas et les laissent vides.

- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Que pensez-vous de cette initiative ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Selon vous, est-ce que cette initiative aura un impact sur le marché du logement ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique Quoi d'autre est-ce que le gouvernement du Canada pourrait faire par rapport au marché du logement ?
- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Avez-vous entendu parler d'un test de résistance pour obtenir une hypothèque ?

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest

ÉCLAIRCISSEMENT : Le test de résistance a été introduit pour la première fois en janvier 2018. Un emprunteur devait prouver qu'il pouvait effectuer les paiements d'un prêt hypothécaire à un taux qui était soit supérieur de 2 % au taux contractuel, soit égal au taux de référence de cinq ans publié par la Banque du Canada, selon le plus élevé des deux. Le taux de référence de cinq ans de la Banque du Canada était alors de 4,79 %. Donc, par exemple, si votre prêteur vous offrait un taux d'intérêt de

2 %, vous deviez démontrer votre capacité à maintenir les paiements de cette même hypothèque à un taux de 4,79 % pour que votre prêt soit accordé.

- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Pensez-vous que le test de résistance devrait être assoupli, resserré ou maintenu tel quel ?

Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'à partir du 1er juin, les demandeurs de prêts — quel que soit le taux hypothécaire qui leur a été offert par leur prêteur — devront prouver qu'ils peuvent se permettre un taux d'intérêt de 5,25 % avant d'obtenir un financement, au lieu de 4,79 %.

- Personnes hésitantes à la vaccination des centres de taille moyenne du Canada atlantique, personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest Qu'en pensez-vous ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B. J'aimerais maintenant parler de certaines des mesures contenues dans le budget concernant le logement abordable...

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B. AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le budget propose d'avancer et de réaffecter des fonds précédemment annoncés afin de :

- Accélérer la création de nouvelles unités et de réparer des unités existantes
 - Appuyer les coûts de construction, de réparation et d'exploitation d'environ 560 logements de transition et places en refuge pour les femmes et les enfants fuyant la violence
 - Appuyer la conversion des locaux commerciaux vacants (p. ex. locaux de commerce de détail et espace à bureaux) en logements locatifs
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B. Que pensez-vous de cette initiative ?
 - Pensez-vous que cela contribuera à répondre aux besoins en logements abordables ?

Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B. AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le budget propose également un financement supplémentaire à la Société canadienne d'hypothèques et de logement afin de :

- Répondre aux besoins urgents des Canadiens vulnérables
 - Appuyer la création d'habitations abordables et d'unités pour les personnes ayant des difficultés d'accessibilité
 - Offrir un soutien financier directement aux femmes à faible revenu et aux enfants fuyant la violence afin de les aider à payer leur loyer.
 - Appuyer les fournisseurs de logements communautaires qui offrent des logements à long terme à un grand nombre de nos plus vulnérables
- Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec Que pensez-vous de cette initiative ?
 - Pensez-vous que cela contribuera à résoudre le problème de l'accès à un logement abordable pour les Canadiens vulnérables ?

PRIORITÉS LOCALES (25 minutes) Personnes ayant reçu une première dose de vaccin contre la COVID-19 du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest

Changeons un peu de sujet.

- Quels sont les secteurs et les industries les plus importants au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest ?
- Quels sont, selon vous, les secteurs et les industries au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest qui ont le plus besoin d'aide ?

NOTE AU MODÉRATEUR : Pour deux ou trois des secteurs importants cités, demander si le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit pour soutenir ce secteur. Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir ces secteurs ?

- Maintenant, en pensant à l'exploitation minière au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest, êtes-vous au courant de quoi que ce soit que le gouvernement du Canada a fait pour soutenir ce secteur ?
 - Qu'est-ce que le gouvernement du Canada devrait faire de plus pour soutenir l'exploitation minière ?
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada en a fait assez en matière d'infrastructures dans votre région et, plus largement, au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest ?
 - Qu'est-ce qui a été construit ?

- Qu'est-ce qui doit être construit ?
- Y a-t-il des enjeux spécifiques au Yukon et aux Territoires du Nord-Ouest auxquels, à votre avis, le gouvernement du Canada doit accorder plus d'attention ? Pourquoi ont-ils besoin d'un soutien de la part du fédéral ?

BUDGET 2021 (45-50 minutes) Personnes qui ressentent la fatigue de la COVID et qui adoptent des comportements plus risqués des régions de Windsor-Essex, Lambton et Niagara, leaders d'opinion des centres de taille moyenne et grande du Québec, Intérieur de la C.-B., Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies
J'aimerais vous parler du récent budget fédéral...

- Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit au sujet du budget fédéral ?
 - Si OUI, SONDER EN PROFONDEUR :
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Où en avez-vous entendu parler ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Nouvelles télévisées, journaux, publication FB d'un(e) ami(e), etc.
- Quel est, selon vous, le thème général ou l'orientation du budget ?
- Quelles initiatives précises contient-il ?
- Contient-il quelque chose qui vous plaît ?
- Quelque chose qui vous déplaît ?
 - SI OUI, SONDER : Que pensent les autres de (ÉLÉMENTS MENTIONNÉS) ?
- Quelles sont vos impressions générales sur le budget ?

Je vais vous montrer une liste de certaines initiatives contenues dans le budget. AFFICHER À L'ÉCRAN. Cette liste ne comprend que quelques-unes des initiatives, pas tout ce qui est proposé dans le budget. Nous examinerons certaines d'entre elles plus en détail dans un instant, mais je veux obtenir votre réaction aux courts résumés qui décrivent chacune des initiatives.

SONDAGES :

Maintenant, nous allons procéder à un premier sondage et vous devrez choisir celles qui vous semblent être les deux ou trois meilleures de cette liste. Ensuite, nous procéderons à un deuxième sondage et vous devrez choisir un ou deux qui, selon vous, auront un impact sur vous et/ou votre famille personnellement.

PROCÉDER AU PREMIER SONDAGE : (Veuillez choisir les deux ou trois que vous estimez sont les meilleurs.) :

- Créer un système national de garde d'enfants avec l'objectif de ramener les frais de places réglementées de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne
- Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin d'offrir à un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens qui occupent un emploi à faible salaire un remboursement d'impôt appréciable
- Aider les propriétaires à effectuer des rénovations résidentielles profondes au moyen de prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$.
- Mettre en œuvre une taxe nationale annuelle de 1 % sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant à des propriétaires non canadiens qui sont considérés comme vacants ou sous-utilisés
- Augmenter de 10 % les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus
- Instaurer une taxe de luxe sur les voitures de luxe, les aéronefs personnels et les bateaux
- Introduire le nouveau Programme d'embauche pour la relance économique du Canada pour encourager les entreprises à embaucher des travailleurs
- Investir dans les technologies propres pour que le Canada puisse réduire ses émissions de gaz à effet de serre
- Investir afin d'aider à faire appliquer les normes relatives aux soins de longue durée et d'apporter des changements permanents
- Accorder jusqu'à 12 semaines supplémentaires pour la Prestation canadienne de la relance économique, ce qui veut dire qu'elle sera disponible jusqu'au 25 septembre 2021. Les prestations seront de 300 dollars pour les huit semaines restantes, ce qui est inférieur au montant actuel de 500 dollars

PASSEZ EN REVUE CHAQUE ÉLÉMENT INDIVIDUELLEMENT :

Système national de garde d'enfants :

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?
- Le plan vise à réduire les frais de 50 % l'an prochain et les ramener à 10 \$ au cours des 5 prochaines années. Les provinces devront y adhérer. Que pensez-vous de cela ?
- **Parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies** Pensez-vous qu'il est important que le gouvernement du Canada investisse dans la garde des jeunes enfants ou non ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
 - POUR LES PERSONNES QUI PENSENT QUE C'EST IMPORTANT : Certaines personnes, telles que celles qui n'ont pas d'enfants, pourraient être d'avis que le gouvernement du Canada ne devrait pas investir davantage dans les services de garde des jeunes enfants alors qu'il enregistre actuellement un important déficit. Que leur diriez-vous en réponse à cela ?

- C'est-à-dire, quels genres de points soulèveriez-vous pour expliquer les avantages liés à un investissement accru dans les services de garde d'enfants ?

Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs :

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?
- L'Allocation canadienne pour les travailleurs est un crédit d'impôt que reçoivent les travailleurs à faible salaire. L'investissement budgétaire devrait permettre à 100 000 travailleurs à faible revenu de sortir de la pauvreté. Que pensez-vous de cela ?

Rénovations résidentielles profondes :

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?

Taxe sur les propriétés résidentielles appartenant à des non-Canadiens :

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?
- Pensez-vous que les non-Canadiens qui achètent des propriétés résidentielles et les laissent vacantes constituent un gros problème ?
- Est-ce que cette taxe entraînera une baisse du prix des maisons ?

SV :

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?
- L'augmentation des paiements s'applique aux personnes âgées de 75 ans et plus, car les aînés plus âgés ont tendance à avoir des dépenses plus élevées. Que pensez-vous de cela ?

Taxe de luxe :

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?
- La taxe s'appliquera aux voitures et aux aéronefs personnels d'une valeur supérieure à 100 000 \$ et aux bateaux d'une valeur supérieure à 250 000 \$. Que pensez-vous de cela ?

Programme d'embauche pour la relance économique du Canada :

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?

Investir dans les technologies propres

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?
- Une partie des investissements proposés par le gouvernement du Canada dans les technologies propres comprend des investissements dans l'accélérateur net zéro. Y en a-t-il parmi vous qui ont entendu parler de l'accélérateur net zéro ?
 - Si OUI : pouvez-vous expliquer ce que c'est ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

L'accélérateur net zéro est conçu pour appuyer des projets qui aideront à réduire les émissions de gaz à effet de serre du Canada en accélérant les projets de décarbonisation, en élargissant les technologies propres et en activant la transformation industrielle du Canada.

- Qu'en pensez-vous ?
- Pensez-vous que l'accélérateur net zéro va contribuer à créer de bons emplois ?

Foyers de soins de longue durée

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?

Prestation canadienne de la relance économique

- Pour les personnes qui ont choisi celui-ci, pourquoi vous plaît-il ?
- Y a-t-il quelqu'un qui est préoccupé par la réduction des prestations de 500 \$ à 300 \$ par semaine en juillet, ou pensez-vous que l'économie amorcera une reprise d'ici là ?
- Y a-t-il des éléments de cette liste qui ne vous plaisent pas ? IL PEUT ÊTRE NÉCESSAIRE D'AFFICHER À NOUVEAU LA LISTE COMPLÈTE À L'ÉCRAN. Pour les personnes à qui ça ne plaît pas, pourquoi ? (Si personne répond que ça ne leur plaît pas, demandez-leur s'ils peuvent y voir des aspects négatifs.)

PROCÉDER AU DEUXIÈME SONDAGE (Veuillez en choisir un ou deux qui, selon vous, auront un impact sur vous et/ou votre famille personnellement) :

- Créer un système national de garde d'enfants avec l'objectif de ramener les frais de places réglementées de garde d'enfants à 10 \$ par jour en moyenne
- Bonifier l'Allocation canadienne pour les travailleurs afin d'offrir à un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens qui occupent un emploi à faible salaire un remboursement d'impôt appréciable
- Aider les propriétaires à effectuer des rénovations résidentielles profondes au moyen de prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$.
- Mettre en œuvre une taxe nationale annuelle de 1 % sur la valeur des biens immobiliers résidentiels appartenant à des propriétaires non canadiens qui sont considérés comme vacants ou sous-utilisés
- Augmenter de 10 % les paiements réguliers de la Sécurité de la vieillesse pour les personnes âgées de 75 ans et plus
- Instaurer une taxe de luxe sur les voitures de luxe, les avions personnels et les bateaux
- Introduire le nouveau Programme d'embauche pour la relance économique du Canada pour encourager les entreprises à embaucher des travailleurs

- Investir dans les technologies propres pour que le Canada puisse réduire ses émissions de gaz à effet de serre
- Investir afin d'aider à faire appliquer les normes relatives aux soins de longue durée et d'apporter des changements permanents
- Accorder jusqu'à 12 semaines supplémentaires pour la Prestation canadienne de la relance économique, ce qui veut dire qu'elle sera disponible jusqu'au 25 septembre 2021. Les prestations seront de 300 dollars pour les huit semaines restantes, ce qui est inférieur au montant actuel de 500 dollars

INCLURE DANS LA MESURE OÙ LE TEMPS LE PERMET :

- LE MODÉRATEUR PASSERA EN REVUE LES CHOIX DES PARTICIPANT(E)S ET EN DISCUTERA.
Pouvez-vous me donner quelques exemples de l'impact qu'ils pourraient avoir sur votre vie ou celle de personnes que vous connaissez ?

TRAVAILLEURS SANS STATUT (20 minutes) Québec rural, parents de jeunes enfants des grands centres de l'Ontario, centres de taille moyenne et grande des Prairies

J'aimerais vous parler des travailleurs sans statut au Canada...

- Connaissez-vous les termes « travailleurs sans statut » ou « sans papiers » ?
 - Qu'est-ce qu'un travailleur sans statut ?

ÉCLAIRCISSEMENT : Les travailleurs sans statut sont des personnes qui n'ont pas de statut légal au Canada et qui participent à la population active canadienne. Par exemple, certaines personnes sont restées au Canada après l'expiration de leur permis de travail temporaire, d'autres sont arrivées en tant que visiteurs, mais ont commencé à travailler sans obtenir de permis de travail, et d'autres encore ont présenté des demandes de statut de réfugié qui ont été rejetées.

Les personnes sans statut légal sont souvent employées en tant que préposés aux services de soutien à la personne ou aides-soignants dans des établissements de soins de longue durée, et dans des secteurs comme la construction et l'agriculture.

- Si vous aviez à donner une estimation, combien de travailleurs sans statut pensez-vous qu'il y ait au Canada ?
- Pensez-vous que les travailleurs sans statut devraient bénéficier d'une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté ?
 - Pourquoi ou pourquoi pas ?

- Étant donné que de nombreux travailleurs sans statut ne paient pas d'impôt sur le revenu et qu'ils occupent des emplois dans des secteurs où l'on enregistre souvent des pénuries de main-d'œuvre, existe-t-il un argument économique en faveur de leur offrir une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté ?

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Évaluation de publicités – Essai pilote (résidents de Calgary et d’Edmonton fatigués de la COVID-19 et ayant des comportements plus à risque)

Version 1

[PHAC Youth Social V 2 REV](#)

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu’auprès d’un groupe de langue anglaise; aucune version française n’a donc été produite. Au début de la publicité, on voit un groupe d’amis assis autour d’une table, en train de manger et de jouer à des jeux. Le champ de la caméra s’élargit et on aperçoit un homme portant un tablier qui tient des outils, une dame âgée avec son déambulateur, une jeune femme qui livre de la nourriture et une femme qui sert du café. La publicité se termine sur un gros plan de la dame âgée avec un déambulateur et on peut lire le texte « Let’s keep following public health measures » sous lequel se trouvent des cliparts illustrant une main surplombée d’une goutte d’eau, deux silhouettes maintenant une distanciation physique, un masque et l’icône de l’application Alerte COVID. Pendant qu’on entend la musique, une narratrice dit « You could spread COVID-19 further than you think. As vaccines rollout, keep following public health measures to help keep others safe. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

Version 2

[PHAC Youth V3 REV](#)

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu’auprès d’un groupe de langue anglaise; aucune version française n’a donc été produite. Au début de la publicité, on voit un groupe d’amis assis autour d’une table, en train de manger et de jouer à des jeux. Le champ de la caméra s’élargit et on aperçoit un homme portant un tablier qui tient des outils, une dame âgée avec son déambulateur, une jeune femme qui livre de la nourriture, une femme qui sert du café et un facteur. La publicité se termine sur ce plan d’ensemble de tous les personnages présents dans la pièce et on peut lire le texte « Let’s keep following public health measures » sous lequel se trouvent des cliparts illustrant une main surplombée d’une goutte d’eau, deux silhouettes maintenant une distanciation physique, un masque et l’icône de l’application Alerte COVID. Pendant qu’on entend la musique, une narratrice dit « You could spread COVID-19 further than you think. As vaccines rollout, keep following public health measures to help keep others safe. » À la fin de la publicité, on voit un écran noir sur lequel figure le mot-symbole « Canada ».

Les vaccins contre la COVID-19 expliqués (résidents de villes de taille moyenne du Canada atlantique qui sont réticents à la vaccination)

<https://vimeo.com/530867183/ad0be6828f>

La vidéo ci-dessus ne fut évaluée qu’auprès d’un groupe de langue anglaise; aucune version française n’a donc été produite. Au début de la publicité, neuf photos carrées de gens qui sourient se détachent sur un fond bleu-gris : une femme avec une tasse à la main, un jeune homme en fauteuil roulant, un homme qui sourit, un autre homme en fauteuil roulant, un homme à l’extérieur, une femme qui sourit, trois personnes autour d’une table, et une femme à l’extérieur. Du côté droit de l’écran, on voit aussi le

contour d'une feuille d'érable tracé en blanc. Lorsque la vidéo commence, toutes les photos se replient les unes sur les autres et finissent par disparaître. Le contour de la feuille d'érable s'agrandit alors jusqu'à occuper la moitié droite de l'écran. À gauche, on peut lire le titre « Vaccine Safety » en caractères gras blancs, et le sous-titre « COVID-19 Vaccines Explained », en caractères blancs ordinaires. L'écran suivant présente la même feuille d'érable et cette question en caractères gras blancs : « The COVID-19 vaccines were authorized quickly. How do we know they are safe? » La vidéo met alors en scène M^{me} Supriya Sharma, conseillère médicale principale à Santé Canada (son nom et son titre sont indiqués en caractères blancs, en bas à gauche), qui explique ce qui suit : « COVID-19 vaccines went through exactly the same type of review that any vaccine would. In Health Canada, we have dedicated special teams that are only reviewing these vaccines and they look at the same amount of data as they would for any vaccine that would be authorized in Canada, they just do that faster. So the teams are only working on one COVID-19 vaccine at a time, they are working 24/7 and they are making sure that all of the data shows us that these vaccines are safe and effective and that ultimately the benefits outweigh the potential risks. » La scène suivante présente de nouveau le fond bleu-gris avec le tracé de la feuille d'érable à droite. On peut lire, à gauche, cette question en caractères gras blancs : « How are the COVID-19 vaccines being monitored for safety? ». M^{me} Supriya Sharma revient en scène et répond : « What we know about these vaccines so far is the result of a lot of study. Study in the labs, in the animal studies as well as clinical trials that involve thousands and thousands of people. And what we know is that it is unlikely that there will be other side effects that will show up in the long term. But we want to make sure that that is the case and that is why we have requirements on the manufacturers to continue to monitor these vaccines for two years. We get information from the millions of doses that are being administered internationally, and of course, are following very closely the vaccines that are being delivered in Canada and so if any issue comes up at all in terms of the safety we will look at that as quickly as possible and do whatever we need to make sure that these vaccines make sure to be as safe and as effective as possible. » La scène suivante montre de nouveau le fond bleu-gris avec le tracé de la feuille d'érable à droite. On peut lire, à gauche, cette question en caractères gras blancs : « Will you get the COVID-19 vaccine? » La vidéo redonne la parole à M^{me} Supriya Sharma, qui dit : « So, when it is my turn to get the vaccine, I absolutely will roll up my sleeve and not hesitate to take any of the vaccines that have been authorized by Health Canada. And the reason being, well, one, I want to protect myself against COVID-19 and getting very sick from that which is a possibility, but more than that, I want to protect others and we know that the more people we get vaccinated as soon as possible, the more we are all protected against COVID-19. » La scène suivante revient au fond bleu-gris, où l'on peut lire en caractères gras blancs au haut de l'écran : « Got questions? ». En dessous, trois bulles de texte indiquent, en caractères bleu-gris sur un fond blanc : « Are the vaccines safe? », « Are side effects common? », « What are the vaccine ingredients? ». Sur l'écran suivant, on peut lire, en caractères gras blancs, « Good. We've Got Answers », suivi de « Canada.ca/covid-vaccine » en caractères blancs ordinaires. À la fin de la publicité, on voit un écran noir au milieu duquel figure le mot-symbole du gouvernement du Canada. On entend ensuite la signature sonore du gouvernement du Canada.